Groupe de la Banque Africaine de Développement





CATALOGUE
DES PUBLICATIONS
2025



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

SOMMAIRE

1. RAPPORTS PHARE **4**

Rapport principal des PEA 2025 5
Perspectives économiques en afrique 2025 – points saillants 6
Performance et perspectives macroéconomiques de l'afrique 7
Performance et perspectives macroéconomiques de l'afrique – mise à jour 7

2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES **8**

Perspectives économiques en afrique centrale 2024 9
Perspectives économiques en afrique de l'est 2024 9
Perspectives économiques en afrique du nord 2024 10
Perspectives économiques en afrique australe 2024 10
Perspectives économiques en afrique de l'ouest 2024 11

3. RAPPORTS ANNUELS **12**

Rapport annuel du groupe de la banque 2024 13
Faits saillants du rapport annuel 2024 13
Rapport financier du groupe de la Banque 2024 14
Revue annuelle sur l'efficacité du développement 2025 15
Évaluation indépendante du Développement (IDEV) - rapport annuel 2024 16
Groupe de la banque / fonds d'investissement Climatique - rapport annuel 2024 17
Intégrité et lutte contre la corruption Rapport annuel 2024 18
Intégrité et lutte contre la corruption faits saillants du rapport annuel 2024 19
Diffusion et accès à l'information Rapport annuel 2023 & 2024 20
Changement climatique et croissance Verte rapport annuel 2024 21
Mécanisme indépendant de recours Rapport annuel 2024 22
Banque africaine de développement / Fonds pour l'environnement mondial - Rapport d'activité 23
Mécanisme africain de financement du Développement des engrais - rapport Annuel 2024 24
Initiative desert to power Rapport annuel 2024 25
Rapports annuels des Fonds spéciaux 2024 26
Fonds de développement urbain Et municipal rapport annuel 2024 26
Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) rapport annuel 2024 27
Fonds multipartenaires d'infrastructures pour la somalie - Rapport d'activité annuel 2024 28
Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes - rapport d'impact annuel 2024 29
Évaluation de l'additionnalite et des résultats en matières de développement (ADOA) 30

4. QUATRE POINTS CARDINAUX **31**

Mobiliser des capitaux à grande échelle 32
Réforme de l'architecture financière africaine 39
Du boom démographique à la puissance économique 41
Construire des infrastructures climatorésilientes et créer de la valeur ajoutée 43

5. THÈMES TRANSVERSAUX **92**

Genre 93
Numérisation et intelligence artificielle 101
Fragilité et résilience 103
Développement durable 105
Économie circulaire 109
Urbanisation 116

6. POLITIQUES, STRATÉGIES, GUIDES, MANUELS ET DOCUMENTS D'ORIENTATION DE LA BANQUE **117**

Procédures 118
Catalogues 119
Manuels 121
Plans d'action et guides 122

7. RAPPORTS SPÉCIAUX **124**

8. RAPPORTS D'ÉVALUATION INDÉPENDANTE DU DÉVELOPPEMENT **130**

9. RAPPORTS PAYS 2024 (CFR) **142**

10. NOTES DE DIAGNOSTIC PAYS **170**

11. RESSOURCES STATISTIQUES **180**

12. DOCUMENTS DE TRAVAIL, NOTES DE SYNTHÈSE ET DOCUMENTS DE RECHERCHE DE LA BANQUES **186**

13. MAGAZINES, BULLETINS ET BROCHURES **204**

INTRODUCTION

La connaissance joue un rôle essentiel dans l'accomplissement de la mission du Groupe de la Banque africaine de développement, qui consiste à promouvoir le développement de l'Afrique. Au-delà du financement, la connaissance permet de faire des choix avisés, stimule l'innovation et amplifie l'impact. En combinant les expériences, les idées et les solutions africaines avec l'expertise mondiale et en appliquant les connaissances mondiales aux priorités de l'Afrique, la Banque aide à transformer les données factuelles en actions concrètes.

En 2025, le rôle du savoir est devenu encore plus déterminant. Tout en poursuivant la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion des connaissances (2022-2031), la Banque a continué de mettre l'accent sur la transformation des connaissances en solutions pratiques, en vue de faire en sorte que les décideurs des pays membres régionaux, les chercheurs, le secteur privé, les partenaires au développement et la société civile aient accès en temps opportun à des informations pertinentes et exploitables

Le catalogue des publications 2025 illustre cet engagement. Il présente une sélection minutieuse des produits du savoir de la Banque en 2025. Les publications qui y figurent témoignent d'une approche cohérente d'une seule Banque pour la production du savoir, coordonnée par le Comité de gestion des connaissances, afin d'en garantir la qualité, la pertinence et la cohérence.

Conçu pour être facile d'accès et d'utilisation, le catalogue intègre des liens numériques et des codes QR et s'articule autour de thèmes clés et des quatre points cardinaux. Il sert de portail vers les ressources documentaires de la Banque, en facilitant ainsi la prise de décisions fondées sur des données probantes et l'élaboration de réponses innovantes aux défis de développement de l'Afrique.

Le Groupe de la Banque africaine de développement vous invite à explorer le présent catalogue et à tirer parti des connaissances qui sous-tendent la construction d'un avenir plus résilient, plus inclusif et plus durable pour l'Afrique.



1 RAPPORTS PHARES



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE (PEA) 2025

RAPPORT PRINCIPAL DES PEA 2025

Date de publication : 27 mai 2025



Dans son évaluation de la performance économique du continent au début de l'année 2025, le rapport Perspectives économiques en Afrique 2025 fait ressortir une reprise progressive mais fragile après les récents chocs mondiaux. La croissance du PIB réel devrait atteindre 4,3 % en 2025, grâce à un ralentissement de l'inflation, à une augmentation des investissements publics, à une amélioration de la stabilité macroéconomique et à une légère hausse de la demande mondiale. Toutefois, la reprise restait inégale entre les pays et les régions, avec des défis persistants tels que la forte vulnérabilité à l'endettement, la marge de manœuvre budgétaire limitée, les chocs climatiques, la faible croissance de la productivité et la pression continue sur le pouvoir d'achat des ménages. Le rapport préconisait une intégration régionale plus poussée, des investissements dans des infrastructures résilientes au climat et l'intensification de l'industrialisation verte et de l'innovation numérique, parallèlement à une plus grande mobilisation des capitaux privés et à des dépenses publiques plus efficaces. Il a souligné que les réformes structurelles étaient essentielles pour renforcer la résilience et améliorer la compétitivité mondiale de l'Afrique.

Perspectives économiques en Afrique 2025

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE 2025 – POINTS SAILLANTS

Date de publication : 27 mai 2025



Le rapport Perspectives économiques en Afrique 2025 Points saillants présente un aperçu de haut niveau des perspectives macroéconomiques et des principaux messages stratégiques de la Banque au début de l'année 2025. Il prévoit une croissance du PIB réel de 4,3 % en 2025, soutenue par une inflation modérée, une augmentation des investissements publics et une amélioration de la conjoncture mondiale. Malgré ces progrès, la reprise devrait rester inégale, avec des risques liés à des niveaux d'endettement élevés, aux chocs climatiques, aux tensions géopolitiques et au resserrement des conditions financières mondiales. Le rapport met l'accent sur la transformation structurelle grâce à l'industrialisation verte, aux infrastructures numériques, à l'intégration régionale et au développement du secteur privé ainsi que sur une coordination stratégique plus forte et des financements innovants pour soutenir une croissance inclusive et durable.

Perspectives économiques en Afrique 2025 - Points Saillants

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE

Date de publication : 14 février 2025



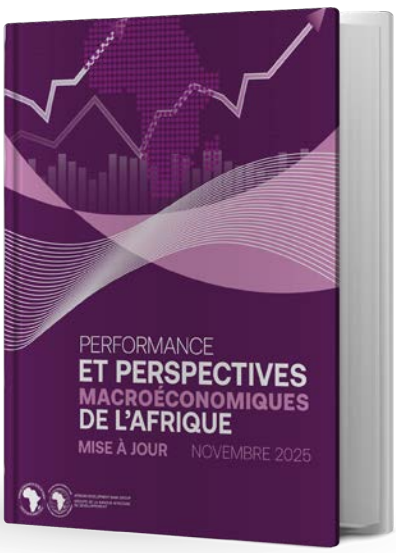
Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique - Janvier 2025

Le rapport Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique a examiné la situation économique de l'Afrique au début de l'année 2025, prévoyant une reprise modérée de la croissance du PIB réel à 3,7 % en 2024, grâce à un ralentissement de l'inflation, à des investissements dans les infrastructures et à une reprise progressive de la demande mondiale. La reprise reste toutefois inégale, en raison des pressions inflationnistes persistantes, des niveaux d'endettement élevés qui touchent douze pays à haut risque de surendettement, de la volatilité des taux de change et du resserrement des conditions financières mondiales. Malgré ces difficultés, le rapport souligne l'amélioration des balances courantes, les efforts d'assainissement budgétaire et le rôle croissant de la zone de libre-échange continentale africaine dans la promotion de l'intégration commerciale, tout en insistant sur la nécessité de renforcer la mobilisation des ressources nationales, de mener des réformes structurelles ciblées et d'améliorer la gestion des finances publiques afin de maintenir la résilience.

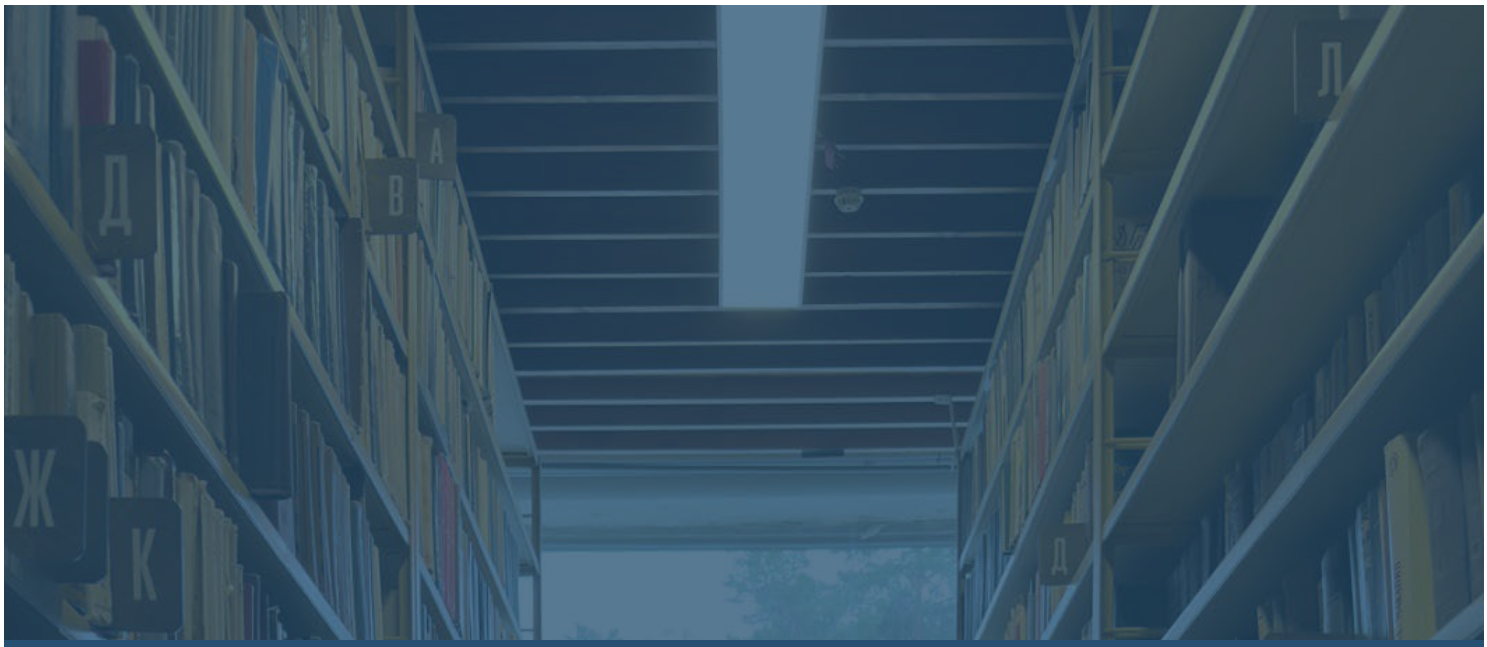
PERFORMANCE ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE – MISE À JOUR

Date de publication : 21 novembre 2025

Les perspectives de croissance économique de l'Afrique se sont renforcées malgré l'incertitude croissante qui pèse sur le commerce mondial. La croissance moyenne du PIB réel devrait atteindre 4,2 % en 2025 et 4,3 % en 2026, dépassant de 0,3 point de pourcentage les projections antérieures pour ces deux années. L'amélioration des perspectives reflète les réformes structurelles en cours et s'appuie sur une forte consommation privée, une politique monétaire accommodante, un ralentissement de l'inflation favorisé par la faiblesse du dollar des États-Unis et une croissance plus forte chez les principaux partenaires commerciaux.



Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique 2025 - Mise à Jour - Novembre 2025



2 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE 2024

Date de publication : 12 mai 2025



Perspectives économiques en Afrique centrale 2024

Le rapport Perspectives économiques en Afrique centrale 2024 souligne que la région a fait preuve de résilience malgré de multiples chocs, enregistrant la plus forte croissance moyenne du PIB réel du continent, à 3,8 %. Cependant, cette forte croissance contraste avec un faible PIB réel par habitant et d'importantes disparités entre les pays. Le rapport note que l'économie est largement tirée par le secteur des services, parallèlement à des pressions inflationnistes constantes et à des défis persistants en matière de gestion budgétaire et de la dette. Il préconise des mesures monétaires et budgétaires ciblées pour renforcer la stabilité macroéconomique à court et moyen terme, tout en faisant progresser les réformes structurelles afin de traduire la croissance en un développement et une résilience inclusifs et durables.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE DE L'EST 2024

Date de publication : 12 mars 2025

Le rapport Perspectives économiques en Afrique de l'Est 2024 décrit une région qui a toujours surpassé le continent, enregistrant une croissance moyenne d'environ 5 % sur six ans et préservant une forte stabilité macroéconomique. La croissance reste résiliente, principalement grâce à un secteur des services dynamique, même si des disparités importantes subsistent entre les pays, en particulier dans les économies touchées par des conflits. Le rapport met en évidence les principaux risques, notamment les chocs géopolitiques, la volatilité climatique, l'instabilité régionale et l'inflation élevée, qui s'est située en moyenne à 26 % en 2023, en grande partie à cause de l'hyperinflation dans les États fragiles. Malgré ces défis, l'Afrique de l'Est présente un fort potentiel de transformation structurelle grâce aux services, à l'industrie manufacturière et au commerce, la viabilité budgétaire et une plus grande résilience aux chocs étant identifiées comme essentielles pour maintenir son leadership en matière de croissance.



Perspectives économiques en Afrique de l'est 2024

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE DU NORD 2024

Date de publication : 12 mars 2025



Le rapport Perspectives économiques en Afrique du Nord 2024 analyse les récentes tendances macroéconomiques et fait état d'un ralentissement de la croissance du PIB, qui est passée de 5,0 % en 2022 à 3,8 % en 2023, avant de reculer davantage à 2,7 % en 2024. Malgré ce ralentissement, la région reste parmi celles qui connaissent la croissance la plus rapide en Afrique, même si la performance varie d'un pays à l'autre en fonction de la diversification et de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Le rapport met en évidence les défis liés à l'incertitude économique mondiale, à la volatilité financière, à la hausse des coûts d'emprunt et à la pression de la dette, tout en soulignant les opportunités offertes par les réformes économiques, les investissements privés, l'intégration régionale et l'innovation technologique pour renforcer la résilience et soutenir la croissance à long terme.

Perspectives économiques en Afrique du nord 2024

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE AUSTRALE 2024

Date de publication : 12 mars 2025

Le rapport Perspectives économiques en Afrique australe 2024 passe en revue une période de croissance modérée, avec une hausse du PIB régional de 1,8 % en 2023 et une reprise progressive prévue à 3,0 % à l'horizon 2025. Le rapport met en évidence les défis actuels, notamment l'inflation élevée, la marge de manœuvre budgétaire limitée, la vulnérabilité climatique et les obstacles structurels à la diversification et à la compétitivité. Il préconise l'assainissement budgétaire, la viabilité de la dette et des réformes visant à améliorer la productivité, ainsi qu'une intégration régionale plus poussée, des investissements verts, une meilleure gouvernance et des financements innovants afin de renforcer la résilience et de combler les lacunes en matière d'infrastructures et de développement



Perspectives économiques de l'Afrique australe 2024

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST 2024

Date de publication : 12 mars 2025



Perspectives économiques en Afrique de l'ouest 2024

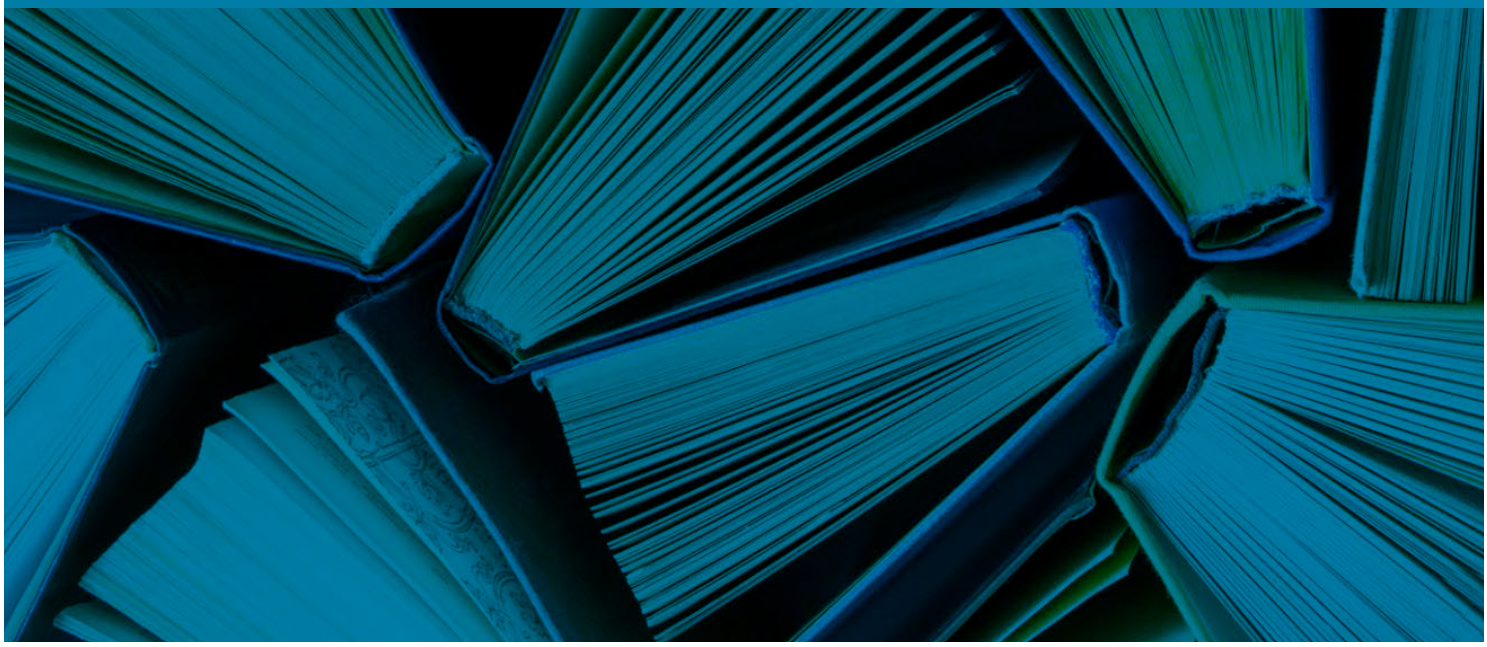
Le rapport Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2024 analyse la performance économique de la région en 2023 et présente les prévisions de croissance pour 2024-2025. Alors que l'Afrique de l'Ouest a enregistré une forte croissance moyenne de 3,5 % au cours des quatre décennies précédant le COVID-19, la pandémie a provoqué une forte contraction en 2020, entraînant une baisse de la croissance à -0,5 %. Le rapport met en évidence la transformation structurelle en cours, tirée par le passage de l'agriculture à des secteurs tels que le commerce, les services publics et la construction, et souligne la nécessité de combler les déficits de financement en tirant parti des financements mondiaux, en formalisant les activités informelles, en améliorant l'efficacité des dépenses publiques et en renforçant la gestion de la dette pour soutenir la croissance à moyen terme.





3

RAPPORTS ANNUELS



RAPPORT ANNUEL DU GROUPE DE LA BANQUE 2024

Date de publication : 27 mai 2025



Rapport annuel 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

Le Rapport annuel 2024, publié en mai 2025, souligne la fragilité de la reprise économique en Afrique dans un contexte mondial difficile, avec une croissance moyenne du PIB en légère hausse à 3,2 % en 2024 et qui devrait atteindre 3,7 % en 2025. Malgré les pressions persistantes liées à l'inflation, au coût du service de la dette et aux tensions géopolitiques, dix-huit pays ont enregistré une croissance supérieure à 5 %, soutenue par des réformes structurelles et des mesures stratégiques. Le rapport note que le Groupe de la Banque a approuvé un montant record de 8,47 milliards d'UC en 2024, grâce à une forte augmentation des opérations non souveraines, et a enregistré son plus haut niveau de décaissements en quatre ans. Il souligne également l'approbation de la Stratégie décennale de la Banque (2024-2033) et les progrès importants réalisés dans la mobilisation de ressources de cofinancement et de syndication pour faire avancer les priorités de

FAITS SAILLANTS DU RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 27 mai 2025

Le Rapport annuel 2024, publié en mai 2025, souligne que la reprise économique de l'Afrique reste fragile dans un contexte d'incertitude mondiale, avec une croissance du PIB de 3,2 % en 2024 qui devrait atteindre 3,7 % en 2025, alors que dix-huit pays ont enregistré une croissance supérieure à 5 %. Malgré l'inflation, les coûts élevés du service de la dette et les tensions géopolitiques, le Groupe de la Banque a approuvé un montant record de 8,47 milliards d'UC en 2024, grâce à une forte augmentation des opérations non souveraines, et a enregistré son plus haut niveau de décaissements en quatre ans, avec 5,09 milliards d'UC, témoignant ainsi d'une amélioration de la mise en œuvre et de la collaboration avec les pays membres régionaux.



Rapport annuel 2024 du Groupe de la Banque africaine de développement - Faits saillants

RAPPORT FINANCIER DU GROUPE DE LA BANQUE 2024

Date de publication : 27 mai 2025



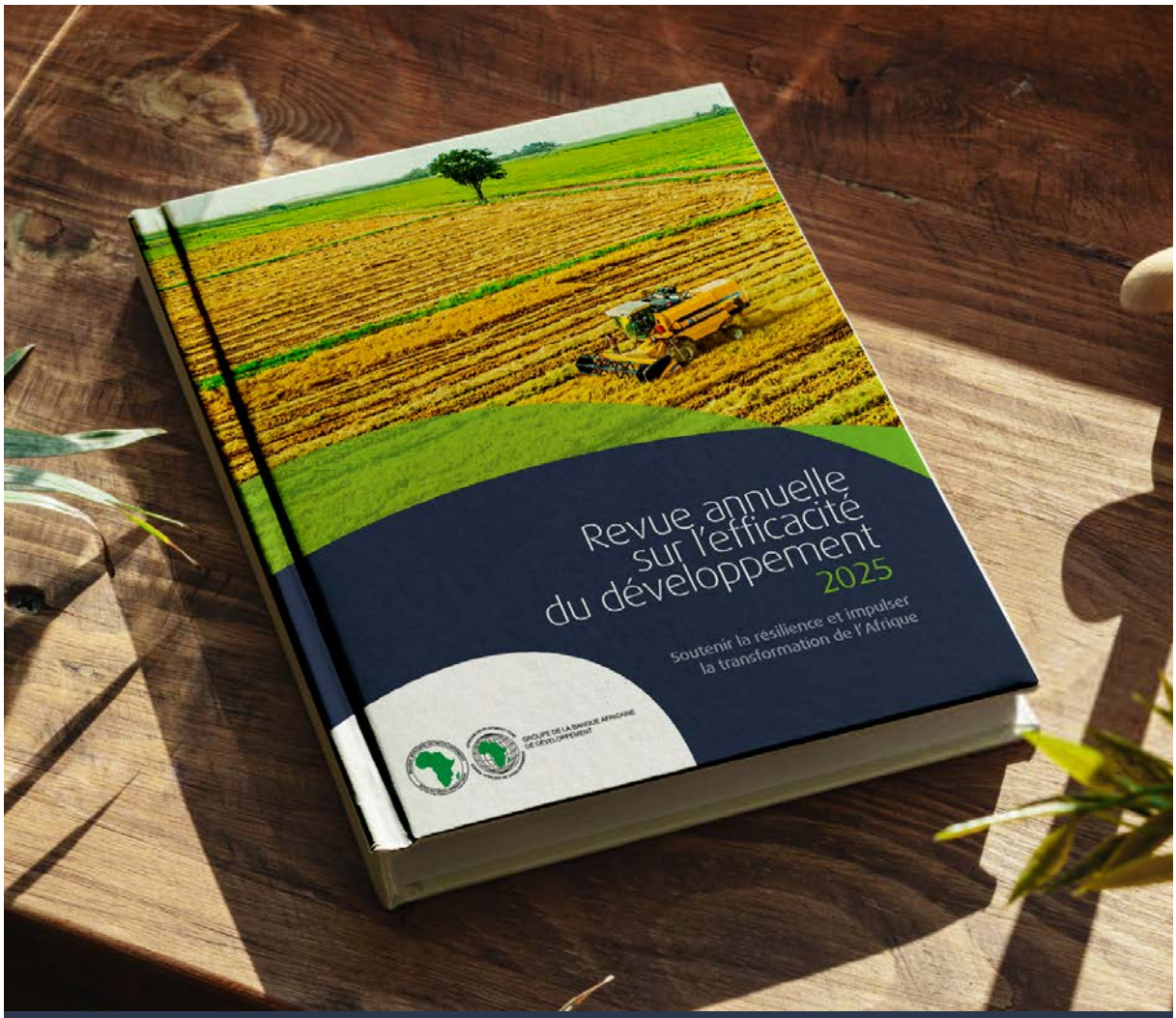
Conformément aux accords et règlements régissant la Banque africaine de développement, le Fonds africain de développement et le Fonds spécial du Nigeria, les Conseils d'administration ont soumis aux Conseils des gouverneurs les rapports annuels et financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le rapport annuel passe en revue les activités opérationnelles du Groupe de la Banque en 2024, tandis que le rapport financier présente les états financiers vérifiés et le budget administratif approuvé pour 2025.

Rapport financier 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement



REVUE ANNUELLE SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT 2025

Date de publication : 27 mai 2025



La Revue annuelle sur l'efficacité du développement 2025 évalue les performances opérationnelles et institutionnelles de la Banque africaine de développement en 2024, en mesurant les résultats par rapport à ses priorités de développement et aux objectifs continentaux plus vastes. Elle fait état d'approbations pour un montant de 10,1 milliards d'USD et de décaissements pour un montant de 6,5 milliards d'USD, avec des réalisations notables dans les domaines de l'accès à l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, de la production alimentaire et de l'inclusion des questions de genre. Tout en soulignant la solide performance institutionnelle et l'amélioration de la qualité du portefeuille, le rapport relève également les défis relatifs au financement climatique, à la fragilité et à la vulnérabilité liée à la dette, en mettant en évidence la nécessité de poursuivre les réformes, de renforcer la mise en œuvre au niveau pays et de mobiliser davantage de capitaux privés afin de pérenniser l'impact.

Revue annuelle sur l'efficacité du développement (RAED) - Edition 2025

ÉVALUATION INDÉPENDANTE DU DÉVELOPPEMENT (IDEV) - RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 31 juillet 2025



Le rapport annuel 2024 de l'Évaluation indépendante du développement (IDEV) passe en revue les travaux d'évaluation d'IDEV sous le thème «Enseignements pour l'adaptation», en soulignant le rôle de l'évaluation fondée sur des données probantes dans l'apprentissage institutionnel et la gestion adaptative. Il couvre 20 évaluations réalisées en 2024 dans des domaines tels que l'agriculture, le développement du secteur privé, la gouvernance, le changement climatique, le genre et l'intégration régionale, permettant ainsi de tirer des enseignements pratiques pour renforcer la responsabilité et l'efficacité du développement. Le rapport souligne également les efforts déployés par IDEV pour promouvoir l'utilisation des évaluations par le biais de la collaboration, du renforcement des capacités, de l'innovation méthodologique et d'un meilleur suivi des recommandations, ce qui renforce sa contribution à la prise de décisions axées sur les résultats à la Banque africaine de développement

Rapport Annuel 2024 de l'Évaluation indépendante du développement (IDEV) : Enseignements pour l'adaptation

GROUPE DE LA BANQUE / FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUE - RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 25 avril 2025



Le rapport met en évidence le partenariat entre la Banque africaine de développement et le Fonds d'investissement climatique (CIF) pour faire progresser l'action climatique, mobiliser des ressources et renforcer les capacités afin de lutter contre le changement climatique. Créé en 2008 à la demande des pays du G8 et du G20, le CIF travaille avec six banques multilatérales de développement pour expérimenter et déployer à grande échelle des solutions climatiques innovantes. À la fin de 2024, le portefeuille BAD-CIF comprenait 45 projets approuvés, ainsi que des projets en préparation et en cours d'élaboration, soutenus par un cofinancement de 3,36 milliards d'USD. Le rapport présente des exemples d'impact dans plusieurs pays africains, décrit les principales initiatives du CIF et donne accès aux produits du savoir, aux médias et aux événements connexes de l'année.

Rapport annuel BAD-CIF 2024

INTÉGRITÉ ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 08 août 2025



Le Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (PIAC) a renforcé l'engagement de la Banque africaine de développement en faveur de la responsabilité et de la transparence en 2024, en protégeant les ressources et en promouvant une culture rigoureuse de l'intégrité. Grâce à des mesures de diligence raisonnable en matière d'intégrité, à des enquêtes, à la surveillance de la conformité, à des examens proactifs et à des services de conseil et de formation, PIAC a renforcé les sauvegardes institutionnelles dans toutes les opérations de la Banque. Le rapport souligne le rôle central de la diligence raisonnable en matière d'intégrité dans la gestion des risques liés à l'intégrité, en particulier pour les opérations non souveraines, et note une augmentation de 68 % des services de conseil, ce qui reflète le rôle croissant de PIAC en tant que partenaire stratégique dans la prévention des risques, la prise de décision et la prise en compte des questions d'intégrité tout au long du cycle de vie des projets.

Département de l'intégrité et de lutte contre la corruption - Rapport Annuel 2024

INTÉGRITÉ ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION FAITS SAILLANTS DU RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 11 août 2025



En 2024, le Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (PIAC) a renforcé l'engagement de la Banque africaine de développement en faveur de la responsabilité et de la transparence, en protégeant les ressources et en promouvant une culture rigoureuse de l'intégrité. Grâce à une approche multidimensionnelle, comprenant notamment la diligence raisonnable en matière d'intégrité, les enquêtes, le contrôle de la conformité, les examens proactifs et les services de conseil et de formation, PIAC a renforcé les sauvegardes institutionnelles dans l'ensemble des opérations de la Banque. Le rapport souligne le rôle essentiel de la diligence raisonnable en matière d'intégrité dans la gestion des risques, en particulier pour les opérations non souveraines, et note une augmentation de 68 % des services de conseil, ce qui témoigne du rôle croissant de PIAC en tant que partenaire stratégique dans la prévention des risques et la prise de décision tout au long du cycle de vie des projets.

Département de l'intégrité et de lutte contre la corruption - Faits saillants du Rapport Annuel 2024

DIFFUSION ET ACCÈS À L'INFORMATION RAPPORT ANNUEL 2023 & 2024

Date de publication : 16 octobre 2025



Le rapport met en lumière les résultats de la mise en œuvre de la Politique de diffusion et d'accès à l'information (DAI) de la Banque entre janvier 2023 et décembre 2024. Cette période a été marquée par des progrès notables en matière de transparence, de transformation numérique et de participation des parties prenantes. Les principales réalisations comprennent : 1) le respect à 100 % du délai de réponse de 20 jours pour les demandes d'informations ; 2) un taux d'accès de 99 % aux informations sur le site web de la Banque ; et 3) un taux de diffusion de 94 % pour les documents approuvés par le Conseil d'administration. Il convient de noter que les téléchargements de documents liés aux projets ont fortement augmenté, que la diffusion proactive d'informations a atteint de nouveaux sommets et qu'un recours relatif à la DAI de 2023 a été officiellement traité et résolu en 2024.

Rapport annuel 2023 & 2024 sur la diffusion et l'accès à l'information

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CROISSANCE VERTE RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 21 mai 2025



Le rapport souligne l'engagement renforcé de la Banque africaine de développement en faveur de l'action climatique et de la croissance verte, en réponse à la forte vulnérabilité de l'Afrique aux chocs climatiques. En 2024, la Banque a atteint un niveau record de 2,51 milliards d'UC dans le domaine du financement climatique, soit 45 % du total des approbations, en mettant fortement l'accent sur l'adaptation des pays fragiles et vulnérables. Grâce à des initiatives et des partenariats ciblés, la Banque fait progresser un développement résilient au changement climatique et sobre en carbone, conformément à son cadre relatif au changement climatique et à la croissance verte et à ses engagements mondiaux en matière de durabilité.

Changement climatique et croissance verte - Rapport annuel 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

MÉCANISME INDÉPENDANT DE RECOURS RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 23 juin 2025



Le rapport annuel 2024 du Mécanisme indépendant de recours présente les activités du MIR, les progrès réalisés par rapport à son plan de travail annuel et la mise en œuvre des recommandations issues de la révision de la politique de 2021. Destiné aux conseils d'administration, au personnel et aux parties prenantes externes de la Banque, le rapport souligne le rôle du MIR dans la mise à disposition d'une voie de recours accessible aux personnes touchées par les projets financés par la BAD. Le rapport met également en exergue sa fonction en tant qu'outil clé de sensibilisation, de compréhension et d'utilisation des services du MIR à l'appui du développement durable en Afrique.

Mécanisme indépendant de recours - Rapport annuel 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT / FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL - RAPPORT D'ACTIVITÉ

Date de publication : 26 juin 2025

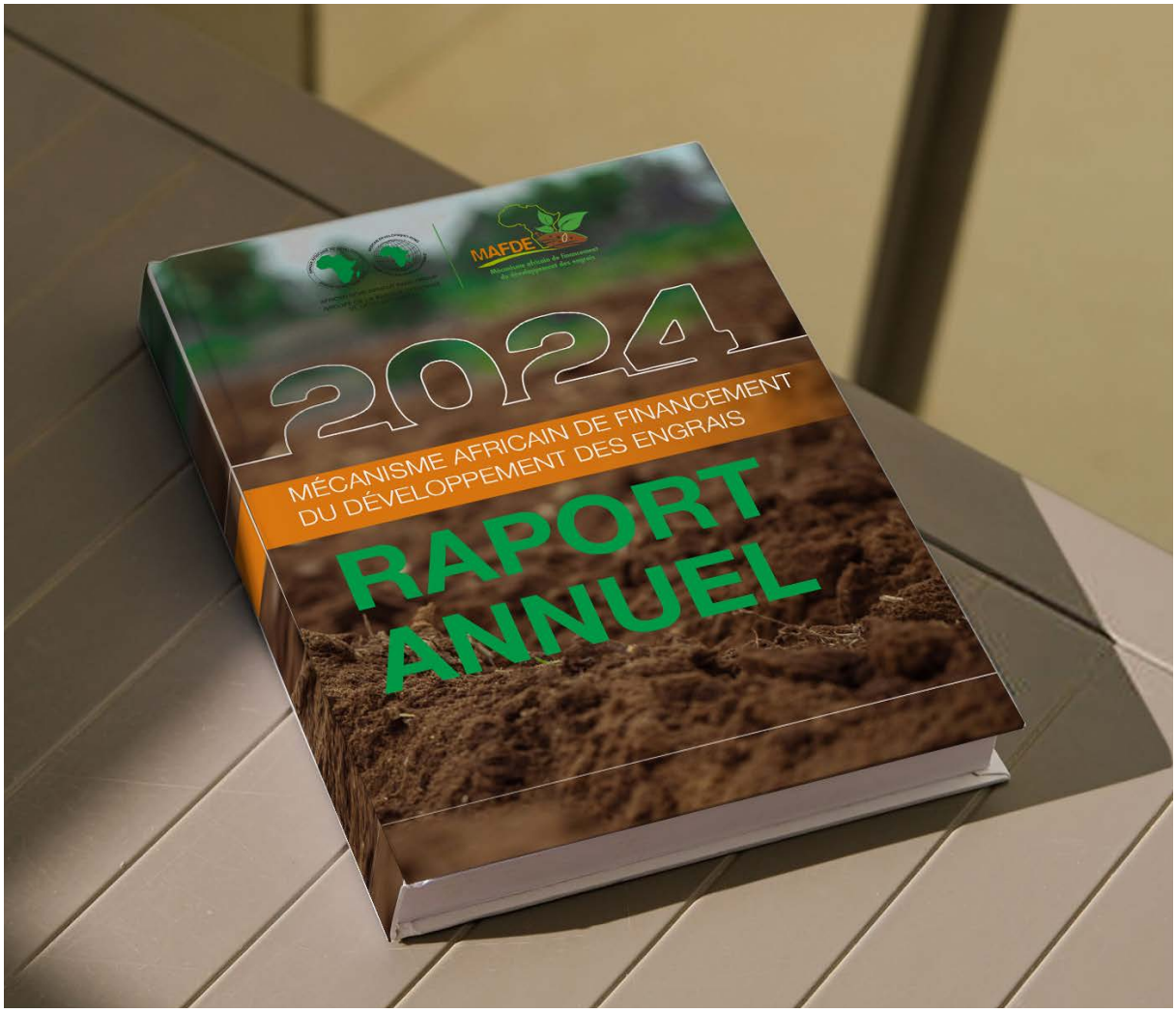


Le Rapport d'activité 2023-2024 BAD-FEM souligne le renforcement du partenariat entre la Banque africaine de développement et le Fonds pour l'environnement mondial dans la promotion des objectifs environnementaux et climatiques de l'Afrique. Il met en évidence une programmation ambitieuse, une collaboration régionale plus étroite et un soutien ciblé dans des domaines clés, notamment le changement climatique, la biodiversité, la dégradation des sols, les eaux internationales, les produits chimiques et les déchets.

Rapport d'activité 2023-2024 BAD-FEM | Groupe de la Banque africaine de développement

MÉCANISME AFRICAIN DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES ENGRAIS - RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 30 juillet 2025



En 2024, le Mécanisme africain de financement du développement des engrais a intensifié ses efforts pour renforcer le secteur africain des engrais et améliorer l'accès des petits exploitants agricoles aux intrants. Il a distribué 18 448 tonnes d'engrais, aidé 115 535 agriculteurs et formé plus de 70 000 agriculteurs et 730 distributeurs de produits agricoles. Le Mécanisme a également joué un rôle clé dans le Sommet africain sur les engrais et la santé des sols, contribué aux réformes stratégiques en Afrique de l'Ouest et participé à un dialogue de haut niveau visant à promouvoir l'accès aux engrais et leur commerce sur tout le continent.

Rapport Annuel 2024 - Mécanisme Africain du Financement du Développement des engrais

INITIATIVE DESERT TO POWER
RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 18 décembre 2025



Rapport annuel 2024 de l'initiative Desert to Power | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport annuel 2024 de l'initiative Desert to Power couvre l'année civile et présente un résumé des activités menées dans le cadre de ladite initiative en matière de développement et de mise en œuvre de projets, d'élaboration de politiques, de mobilisation de ressources et de cofinancement, de participation des parties prenantes et de renforcement des capacités.

RAPPORTS ANNUELS DES FONDS SPÉCIAUX 2024

FONDS DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET MUNICIPAL RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 08 juillet 2025



https://www.afdb.org/en/documents/Rapport annuel 2024 du Fonds de développement urbain et municipal

Le rapport annuel 2024 du Fonds de développement urbain et municipal passe en revue les activités du fonds fiduciaire géré par la BAD en faveur des municipalités et des administrations locales. Le rapport souligne le rôle joué par l'UMDF dans la mobilisation d'investissements pour des villes résilientes au changement climatique, où il fait bon vivre et productives, au titre de ses opérations menées en 2024.

FONDS POUR L'ÉNERGIE DURABLE EN AFRIQUE (SEFA) RAPPORT ANNUEL 2024

Date de publication : 21 juillet 2025



Le Rapport annuel 2024 du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) souligne le rôle joué par le SEFA dans la transition de l'Afrique vers des systèmes énergétiques durables et résilients au changement climatique, grâce à des financements catalytiques. En 2024, le SEFA a approuvé 73 millions d'USD pour 12 projets dans 15 pays, apportant son appui à plus de 1,5 GW de capacité d'énergie renouvelable et bénéficiant à plus de 7 millions de personnes, tout en tirant parti d'un cofinancement important de la part de partenaires et du secteur privé. Le rapport souligne l'impact du SEFA dans la réduction des risques liés aux investissements, l'appui aux réformes stratégiques et réglementaires et la promotion de l'inclusion, et présente des plans visant à élargir l'accès à l'énergie et à intensifier les efforts de décarbonation, grâce à des projets innovants et transfrontaliers dans le domaine des énergies renouvelables.

Sustainable Energy Fund for Africa (SEFA) - Annual Report 2024 | African Development Bank Group

FONDS MULTIPARTENAIRES D'INFRASTRUCTURES POUR LA SOMALIE - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2024

Date de publication : 14 octobre 2025

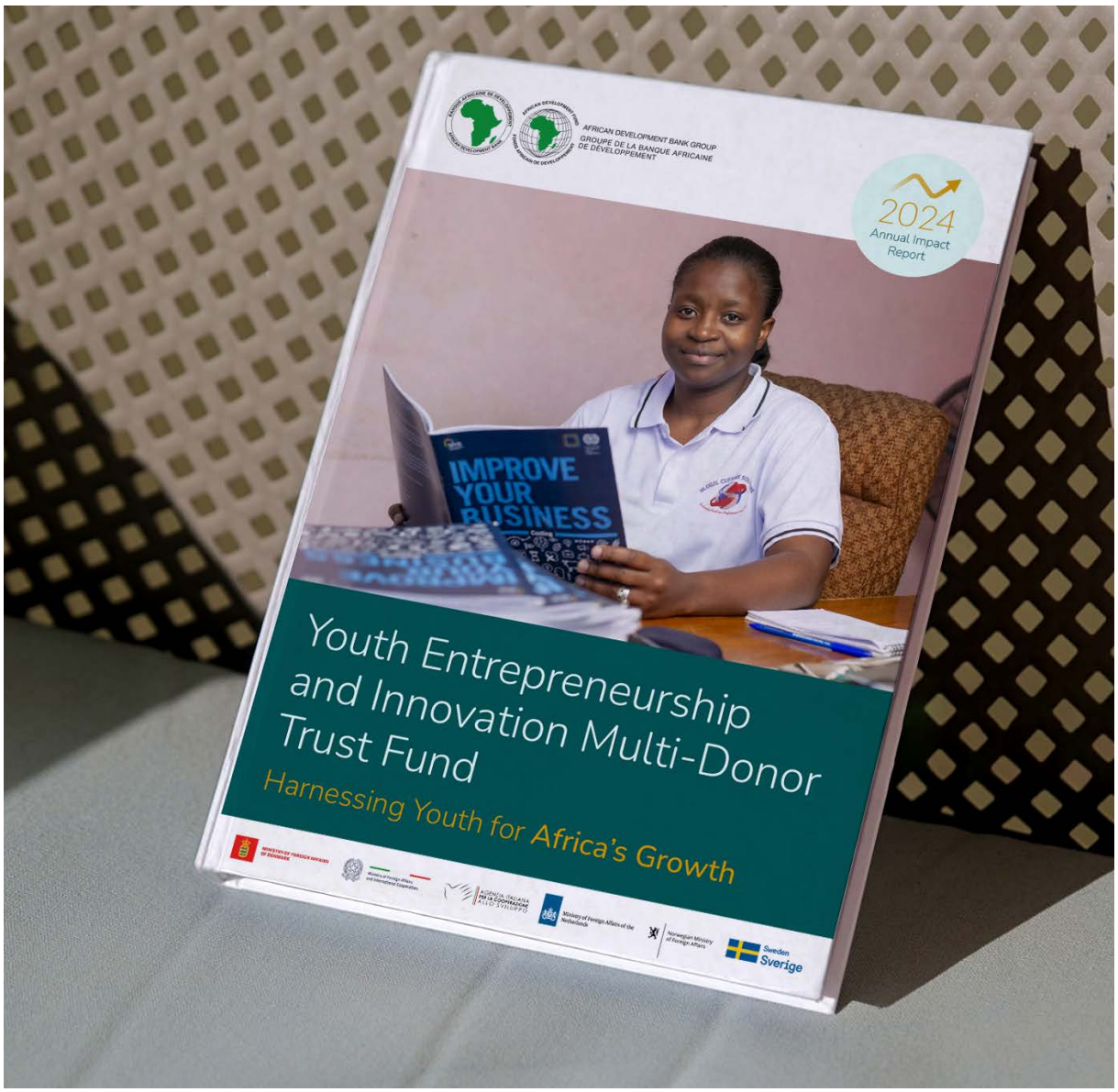


Le Fonds multipartenaires d'infrastructures pour la Somalie (SIF) a été créé en octobre 2016 avec pour objectif principal d'aider la Somalie à développer et à réhabiliter ses infrastructures essentielles, à rebâtir ses institutions et à renforcer sa gouvernance économique. La Banque africaine de développement (BAD), en tant qu'administrateur du Fonds, prépare des rapports d'activité sur la performance et les résultats du Fonds et des projets. Le présent rapport fait le point sur les activités du Fonds pour la période allant de janvier à décembre 2024.

SIF – Rapport d'activité annuel - 2024

FONDS FIDUCIAIRE MULTIDONATEURS POUR L'ENTREPRENEURIAT ET L'INNOVATION DES JEUNES - RAPPORT D'IMPACT ANNUEL 2024

Date de publication : 21 octobre 2025



Le Rapport d'impact annuel 2024 du Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes souligne l'opportunité démographique dont bénéficie l'Afrique grâce à sa population jeune et en forte croissance. Le rapport met en évidence la nécessité urgente de doter les jeunes des compétences nécessaires et de développer des emplois décents et durables, afin de tirer parti du dividende démographique potentiel du continent, en plaçant l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes au cœur de la croissance inclusive et du développement à long terme

The Youth Entrepreneurship and Innovation Multi-Donor Trust Fund - Annual Impact Report 2024

ÉVALUATION DE L'ADDITIONNALITE ET DES RÉSULTATS EN MATIÈRES DE DÉVELOPPEMENT (ADOA) 2024

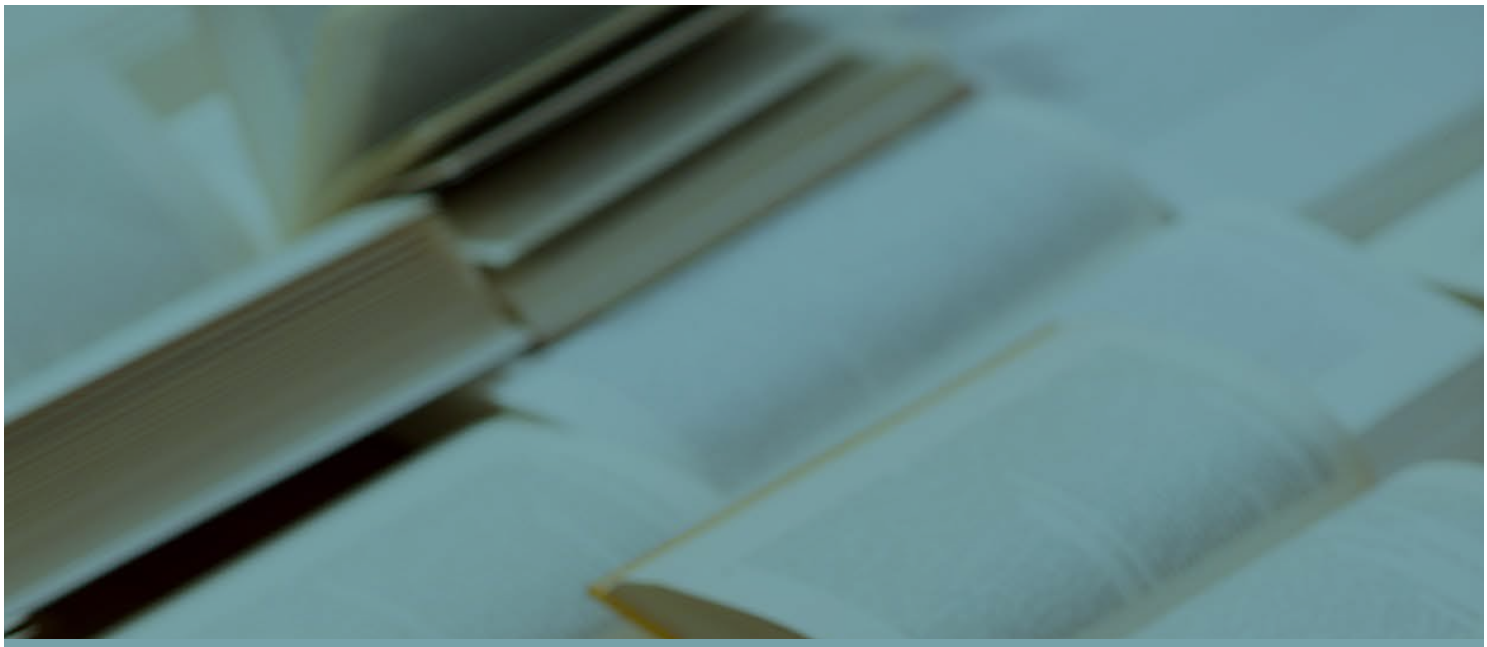
Date de publication : 30 Septembre 2024



Le Rapport Annuel ADOA 2024 | Welcome to Virtual Capacity Development Academy

Le Rapport Annuel ADOA 2024 présente une évaluation complète de l'additionnalité et des résultats de développement attendus pour les Opérations Non Souveraines (ONS) et les Opérations Régionales (OR) financées par la Banque en 2024. Suite aux retours du Conseil d'Administration et de la Haute Direction, ECVP a élargi le champ du rapport pour évaluer les domaines prioritaires qui mettent en évidence les résultats de développement des projets ONS pour la jeunesse africaine, en plus des indicateurs existants pour les femmes, les PME et les États en transition.

Le financement de 2,9 milliards de dollars US de la Banque pour les ONS approuvées devrait soutenir 4 000 petites et moyennes entreprises et contribuer à la création de plus de 46 000 emplois équivalents temps plein, dont 30 % bénéficiant aux femmes et 61 % aux jeunes. En outre, environ 53 % des projets ONS de la Banque devraient bénéficier à au moins un État en transition. Le rapport identifie également des opportunités pour renforcer le reporting ex-ante des résultats de développement de la Banque.



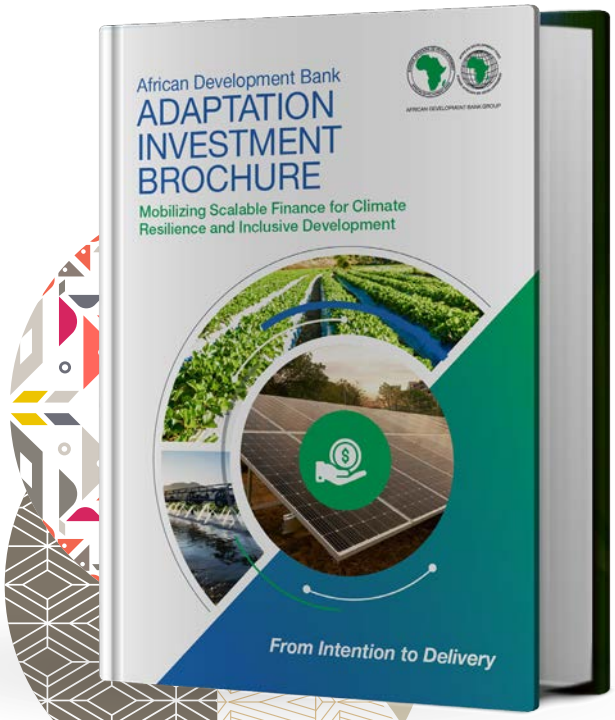
4 QUATRE POINTS CARDINAUX



MOBILISER DES CAPITAUX À GRANDE ÉCHELLE

BROCHURE SUR LES INVESTISSEMENTS POUR L'ADAPTATION - MOBILISER DES FINANCEMENTS ÉVOLUTIFS POUR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

Date de publication : 14 novembre 2025



La Brochure sur les investissements pour l'adaptation - Mobiliser des financements évolutifs pour la résilience climatique et le développement inclusif, publiée le 14 novembre 2025, souligne la grande vulnérabilité de l'Afrique face au changement climatique, malgré sa contribution minime aux émissions mondiales. Elle met en évidence les graves répercussions économiques, sociales et agricoles des risques climatiques et l'important déficit de financement pour l'adaptation. La brochure présente la réponse de la Banque africaine de développement, notamment la mobilisation record de financements pour le climat en 2024, l'accent mis sur l'adaptation et l'utilisation d'instruments dédiés tels que le Guichet d'action climatique et le Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, afin d'augmenter les investissements dans la résilience climatique dans les secteurs clés et de passer de la planification à la mise en œuvre.

Brochure sur les investissements pour l'adaptation - Mobiliser des financements évolutifs pour la résilience climatique et le développement inclusif

CROISSANCE, DETTE ET DÉVELOPPEMENT : OPPORTUNITÉS POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT AFRICAIN

Date de publication : novembre 2025



Le Rapport croissance, dette et développement : opportunités pour un nouveau partenariat africain, publié en novembre 2025, a été rédigé par le groupe d'experts africains du G20 en Afrique du Sud, afin d'éclairer la présidence sud-africaine du G20 sur les mesures nécessaires pour libérer le potentiel de développement de l'Afrique. Présidé par un ancien ministre sud-africain des Finances, le rapport regroupe des experts africains et internationaux pour fournir des orientations stratégiques sur la croissance, la viabilité de la dette et la coopération au développement. Préparé dans le cadre du sommet des dirigeants du G20, il formule des recommandations visant à renforcer les partenariats mondiaux et à promouvoir le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale.

Croissance, dette et développement : opportunités pour un nouveau partenariat africain

INVESTISSEMENTS DU FAD AU BÉNIN - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 21 octobre 2025

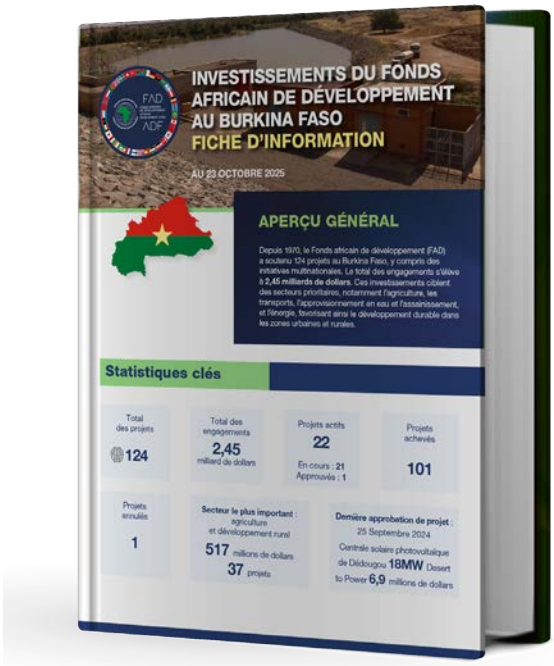
La Fiche d'information « Investissements du FAD au Bénin » met en évidence le soutien apporté par le Fonds africain de développement au Bénin à travers 61 projets, dont des initiatives multinationales, pour un montant total de 1,26 milliard d'USD d'engagements. Les investissements couvrent des secteurs clés tels que l'agriculture, les transports, l'eau et l'assainissement, et les services sociaux, contribuant ainsi au développement durable dans les zones urbaines et rurales.

Investissements du FAD au Bénin – Fiche d'information



INVESTISSEMENTS DU FAD AU BURKINA FASO - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 5 novembre 2025



La Fiche d'information « Investissements du FAD au Burkina Faso » présente le soutien apporté par le Fonds africain de développement au Burkina Faso à travers 124 projets depuis 1970, pour un montant total de 2,45 milliards d'USD d'engagements. Les investissements se concentrent sur des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, les transports, l'eau et l'assainissement, et l'énergie, appuyant ainsi le développement durable dans les zones urbaines et rurales

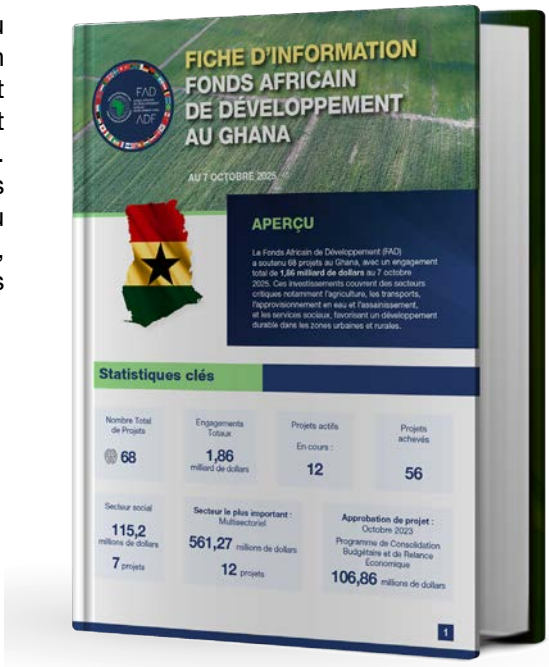
Fonds Africain de Développement au Burkina Faso - Fiche d'information

INVESTISSEMENTS DU FAD AU GHANA - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 24 octobre 2025

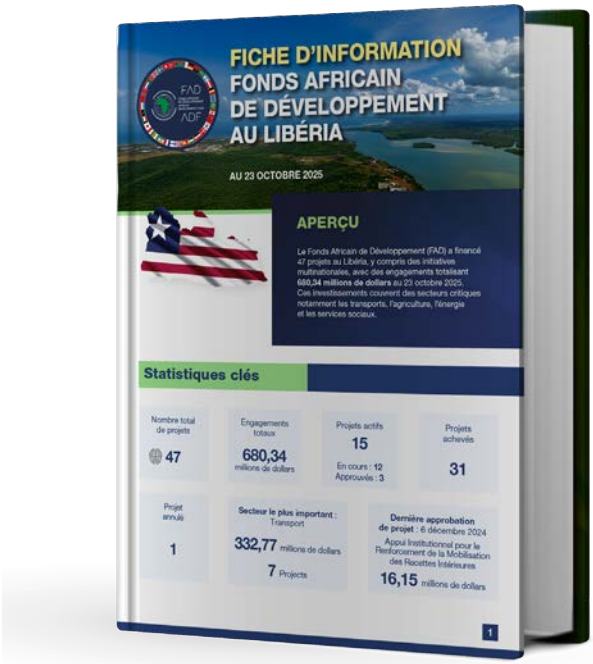
La Fiche d'information « Investissements du FAD au Ghana » met en évidence le soutien apporté par le Fonds africain de développement au Ghana à travers 68 projets, pour un montant total de 1,86 milliard d'USD d'engagements. Les investissements couvrent des secteurs clés tels que l'agriculture, les transports, l'eau et l'assainissement, et les services sociaux, appuyant ainsi le développement durable dans les zones urbaines et rurales

Fonds Africain de Développement au Ghana - Fiche d'information



INVESTISSEMENTS DU FAD AU LIBERIA - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 27 octobre 2025



La Fiche d'information « Investissements du FAD au Liberia » présente le soutien apporté par le Fonds africain de développement au Liberia à travers 47 projets, pour un montant total de 680,34 millions d'USD. Ces investissements couvrent des secteurs clés tels que les transports, la gouvernance, l'agriculture et les finances, appuyant ainsi le développement inclusif et durable à l'échelle nationale.

Fonds Africain de Développement au Libéria - Fiche d'information

INVESTISSEMENTS DU FAD AU MALI - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 21 octobre 2025

La Fiche d'information « Investissements du FAD au Mali », publiée le 21 octobre 2025, met en évidence le soutien apporté par le Fonds africain de développement au Mali à travers 71 projets, dont des initiatives multinationales, pour un montant total de 1,37 milliard d'USD. Ces projets sont axés sur l'agriculture, les transports, l'énergie et l'alimentation en eau, contribuant ainsi au développement durable des zones urbaines et rurales.

Fonds Africain de Développement au Mali - Fiche d'information



INVESTISSEMENTS DU FAD EN SIERRA LEONE - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 21 octobre 2025



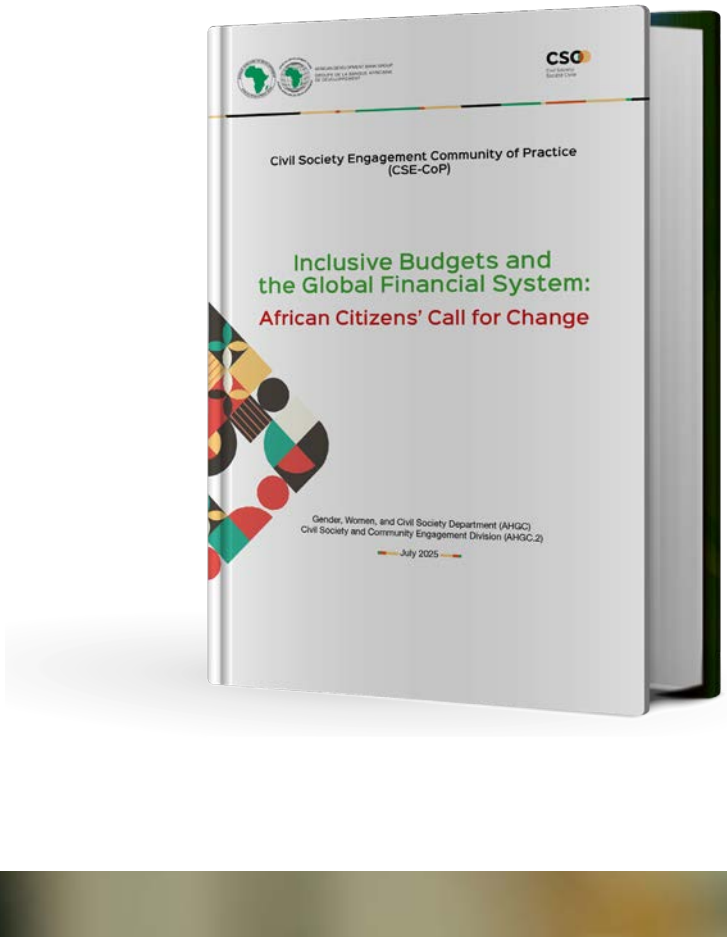
La Fiche d'information « Investissements du FAD en Sierra Leone » présente le soutien apporté par le Fonds africain de développement à travers 38 projets depuis le début des années 1970, pour un montant total de 286,32 millions d'USD. Les investissements sont axés sur l'agriculture, l'eau et l'assainissement, les services sociaux et la gouvernance, contribuant ainsi au développement durable dans les zones urbaines et rurales.

Fonds Africain de Développement au Sierra Leone - Fiche d'information



BUDGETS INCLUSIFS ET SYSTÈME FINANCIER MONDIAL : APPEL AU CHANGEMENT DES CITOYENS AFRICAINS / COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES POUR L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (CSE-COP)

Date de publication : juillet 2025



Le document Budgets inclusifs et système financier mondial : appel au changement des citoyens africains, publié en juillet 2025, présente les résultats de deux dialogues virtuels organisés en 2024 par la Communauté de pratiques pour l'engagement de la société civile du Groupe de la Banque africaine de développement. Réunissant 27 organisations de la société civile de toute l'Afrique, ces dialogues ont exploré la participation des citoyens à la gestion des finances publiques, aux processus budgétaires et au système financier mondial. Le rapport résume les conclusions de ces échanges à travers une analyse thématique, mettant en évidence les priorités et les perspectives clés de la société civile africaine en matière de finances publiques inclusives et responsables.

Civil Society Engagement Community of Practice (CSE-CoP) - Inclusive Budgets and the Global Financial System: African Citizens' Call for Change



FINANCE NUMÉRIQUE DURABLE EN AFRIQUE : TIRER PARTI DE SOLUTIONS INNOVANTES POUR REMÉDIER À LA FRAGILITÉ ET RENFORCER LA RÉSILIENCE

Date de publication : 1er octobre 2025



Le rapport analyse le rôle des technologies financières numériques dans la réponse aux déplacements et à la fragilité qui touchent plus de 40 millions de personnes en Afrique. À l'aide d'études de cas et d'exemples de projets, le rapport met en évidence la manière dont les mécanismes de financement et les partenariats hébergés par la Banque africaine de développement soutiennent l'inclusion financière numérique, la réponse aux crises et la résilience économique à long terme, en particulier dans les contextes de fragilité et de conflit.

Finance numérique durable en Afrique : tirer parti de solutions innovantes pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience



RÉFORME DE L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE AFRICAINE

GESTION DURABLE DE LA DETTE - PROMOUVOIR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE ET LA TRANSPARENCE À TRAVERS L'AFRIQUE

Date de publication : 10 novembre 2025

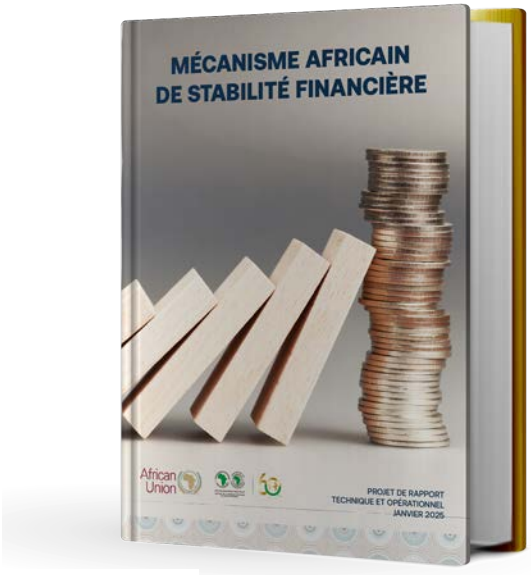


Le document présente les efforts déployés par la Banque africaine de développement pour renforcer la soutenabilité et la transparence de la dette grâce à des interventions stratégiques en matière de gouvernance et de réforme. Il présente les principaux piliers de la Banque en matière de gestion de la dette, les principaux résultats de ses initiatives en matière de gouvernance de la dette, et met en évidence les projets ECGF approuvés en 2023 qui intègrent des composantes liées à la dette, positionnant celle-ci comme un outil de développement plutôt que comme un obstacle.

Sustainable Debt Management - Promouvoir la soutenabilité de la dette et la transparence à travers l'Afrique

MÉCANISME AFRICAIN DE STABILISATION FINANCIÈRE (MASF) RAPPORT TECHNIQUE ET OPÉRATIONNEL

Date de publication : 21 février 2025



Le Rapport technique et opérationnel du Mécanisme africain de stabilité financière (MASF) plaide en faveur de la mise en place d'un mécanisme à l'échelle du continent pour faire face aux défis croissants liés à la dette de l'Afrique et au risque grandissant de crises de liquidité. Il propose que le MASF soit une institution fondée sur un traité qui, en collaboration avec le FMI et d'autres partenaires, fournit des refinancements concessionnels, achète des obligations et accorde des garanties afin de soutenir la soutenabilité de la dette et des restructurations bien ordonnées. Le rapport décrit la gouvernance, la structure de financement, la capitalisation et le plan de mise à l'échelle du MAFS, et indique qu'il a été entériné par le Comité technique spécialisé de l'Union africaine pour être soumis à l'examen de l'Assemblée de l'UA.

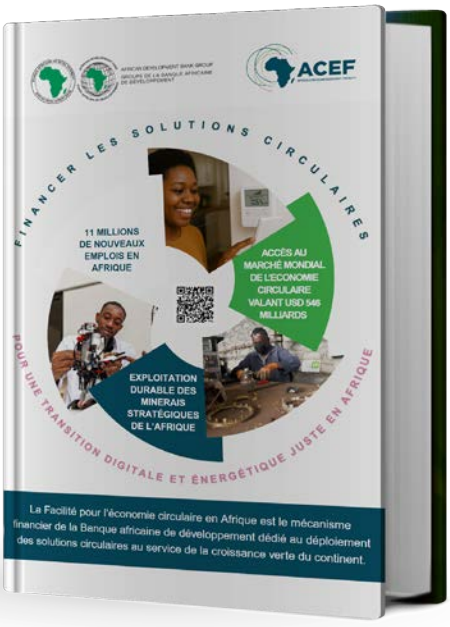
Rapport technique et opérationnel du Mécanisme africain de stabilité financière (MASF)

FINANCER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN AFRIQUE

Date de publication : 21 août 2025

Le document « Financer l'économie circulaire en Afrique », publié le 21 août 2025, présente le Fonds africain pour l'économie circulaire de la Banque africaine de développement, un mécanisme financier dédié au développement de solutions d'économie circulaire qui soutiennent la croissance verte et le développement durable à travers le continent.

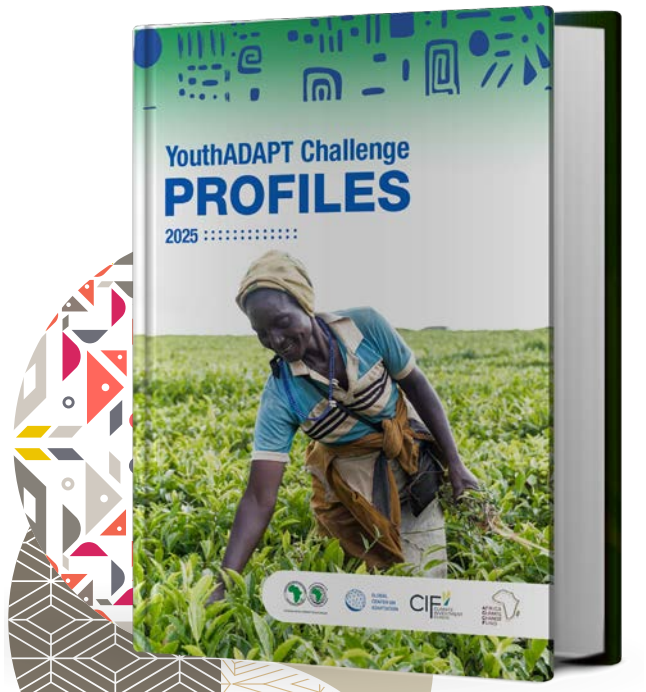
Financer l'économie circulaire en Afrique | African Development Bank Group



DU BOOM DÉMOGRAPHIQUE À LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

PROFILS DU DÉFI YOUTHADAPT 2025

Date de publication : 14 novembre 2025



Les profils du défi YouthADAPT 2025 présentent les entreprises lauréates qui déploient des innovations en matière d'adaptation au changement climatique dans des secteurs tels que l'agriculture, la gestion des déchets, l'eau et l'assainissement, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le document met en exergue la forte inclusion des jeunes et des femmes, plus de la moitié des entreprises étant des MPME détenues ou dirigées par des femmes, et situe l'initiative dans le cadre du partenariat entre la Banque africaine de développement et le Centre mondial pour l'adaptation, au titre du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, qui vise à développer le financement de l'adaptation au changement climatique sur le continent africain.

YouthADAPT Challenge 2025 Profiles

PROFIL ENTREPRENEURIAL DE LA TUNISIE : DÉFIS, OPPORTUNITÉS POUR L'EMPLOI ET IMPLICATIONS DES POLITIQUES

Date de publication : 15 décembre 2025



Le document « Profil entrepreneurial de la Tunisie : défis, opportunités pour l'emploi et implications des politiques » examine le besoin urgent du pays de créer un grand nombre d'emplois productifs et formels afin de lutter contre l'inactivité, le chômage et le travail informel, en particulier chez les femmes et les jeunes. Le rapport souligne que pour obtenir des gains significatifs en matière d'emploi, il faudra créer plus de 100 000 emplois par an, grâce à des investissements privés plus importants et à une croissance économique soutenue, et insiste sur le rôle essentiel de l'entrepreneuriat et des politiques visant à améliorer la productivité et stimuler une croissance inclusive.

Profil entrepreneurial de la Tunisie : défis, opportunités pour l'emploi et implications des politiques

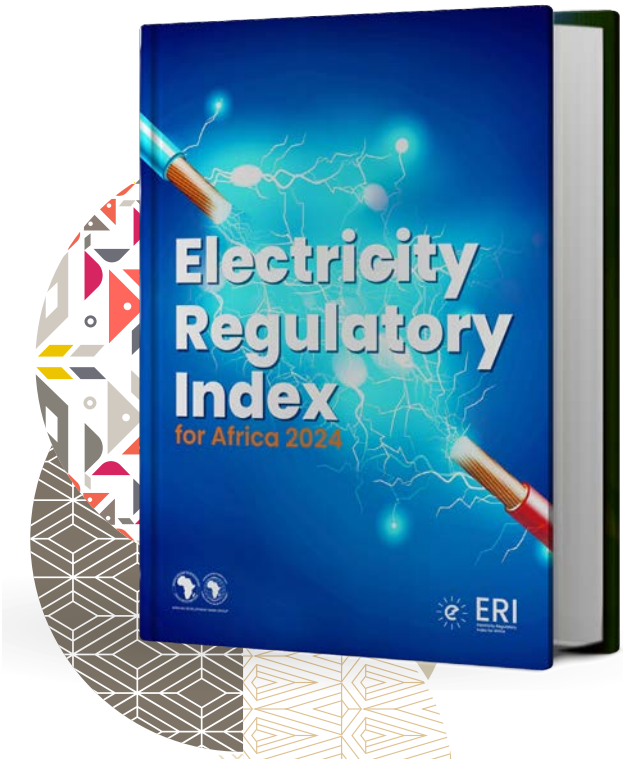


CONSTRUIRE DES INFRASTRUCTURES CLIMATO-RÉSILIENTES ET CRÉER DE LA VALEUR AJOUTÉE

INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES RÉSILIENTES

Indice de réglementation de l'électricité en Afrique 2024

Date de publication : 19 juin 2025

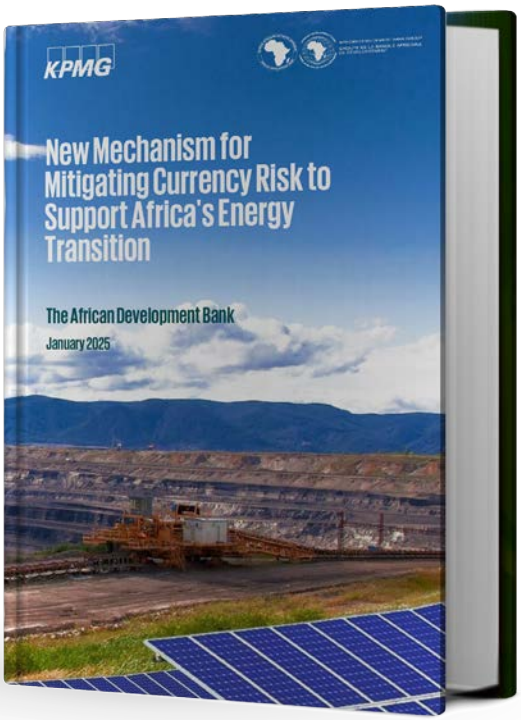


L'Indice de réglementation de l'électricité en Afrique 2024 évalue la maturité des cadres réglementaires du secteur de l'électricité dans les pays africains. Le rapport constate une amélioration continue des performances réglementaires, avec une note ERI moyenne en hausse à 0,668, grâce aux réformes des politiques tarifaires, des cadres juridiques et de la participation des consommateurs dans plusieurs pays. Malgré ces progrès, les disparités persistantes en matière d'indépendance réglementaire et de viabilité financière soulignent la nécessité de renforcer les institutions, d'harmoniser les politiques régionales et de maintenir les investissements afin d'accélérer l'accès universel à l'électricité.

Indice de réglementation de l'électricité en Afrique 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

NOUVEAU MÉCANISME D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CHANGE POUR SOUTENIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE L'AFRIQUE

Date de publication : 28 janvier 2025



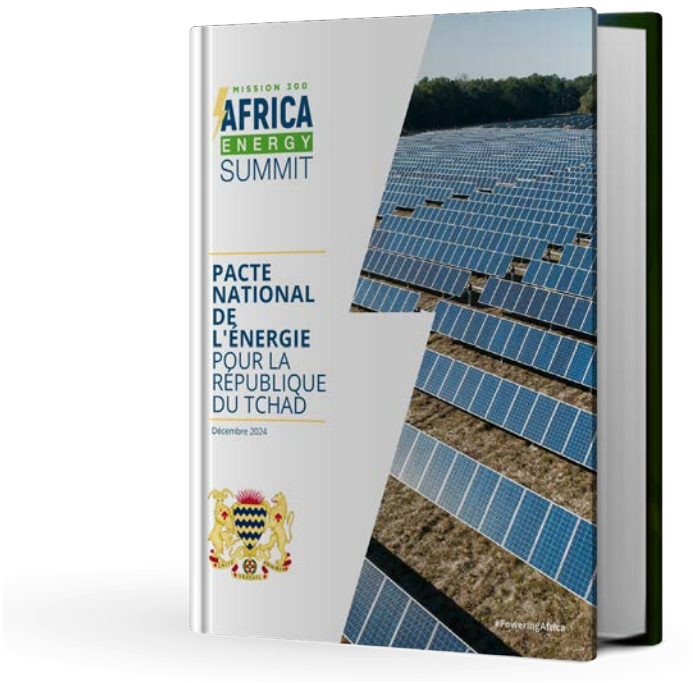
Le Nouveau mécanisme d'atténuation du risque de change pour soutenir la transition énergétique de l'Afrique présente une approche innovante visant à réduire les risques liés au taux de change et à la convertibilité des monnaies qui entravent le financement des projets d'énergie propre en Afrique. Le rapport propose une monnaie non circulante adossée à un panier de produits de base essentiels et un organe de règlement panafricain, en vue de réduire les coûts du capital, de soutenir les pays riches en ressources et de promouvoir l'intégration financière régionale, la coopération et le commerce transfrontalier.

Nouveau mécanisme d'atténuation du risque de change pour soutenir la transition énergétique de l'Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement



TCHAD – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025



Le Pacte national de l'énergie pour le Tchad définit une feuille de route alignée sur la lettre de politique énergétique du Tchad, afin d'accélérer l'accès à l'énergie et de fournir une énergie abordable, fiable, inclusive et propre. Élaboré dans le cadre d'un processus inclusif réunissant de multiples parties prenantes, le Pacte guide l'action coordonnée du gouvernement, des partenaires au développement, du secteur privé et de la société civile en vue de promouvoir l'énergie durable dans le pays.

Tchad - Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement

CÔTE D'IVOIRE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025

Le Pacte national de l'énergie pour la Côte d'Ivoire définit une feuille de route alignée sur le Plan national de développement 2021-2025 du pays et l'ODD 7, afin de garantir l'accès universel à une énergie abordable, fiable, inclusive et propre. Ce pacte traduit l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre un plan d'action coordonné visant à fournir une énergie durable à tous les Ivoiriens.

Côte d'Ivoire - Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025



Le Pacte national de l'énergie pour la République démocratique du Congo définit une feuille de route nationale visant à élargir l'accès à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre, conformément aux priorités nationales en matière de développement et à l'ODD 7. Ce pacte témoigne de l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre un plan d'action coordonné, afin d'accélérer l'accès à l'énergie et de soutenir un développement inclusif et durable dans tout le pays.

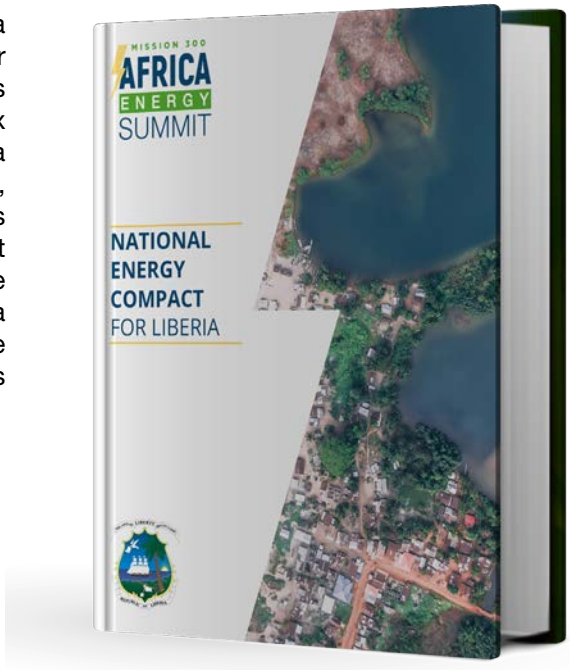
RDC - Compact énergétique | Groupe de la Banque africaine de développement

LIBERIA - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025

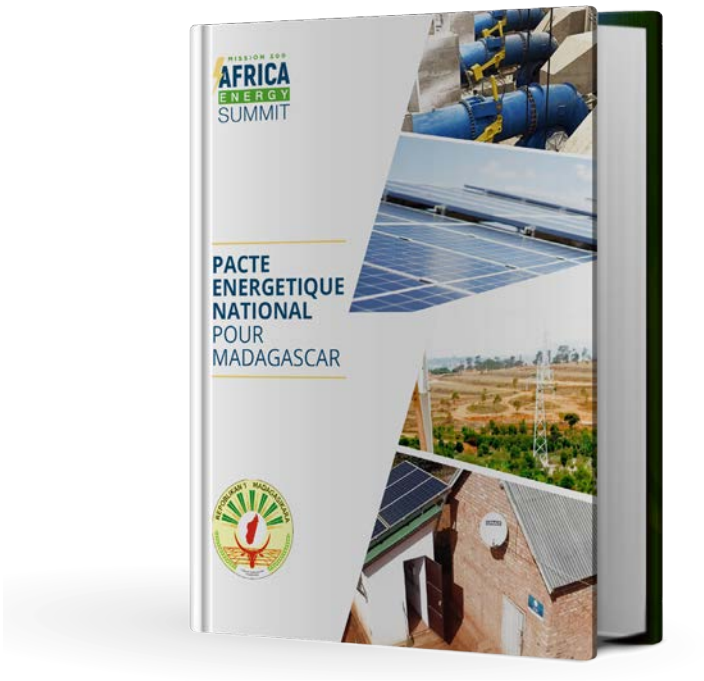
Le Pacte national de l'énergie pour le Liberia décrit l'engagement du gouvernement à garantir l'accès universel à des services énergétiques modernes abordables, durables et respectueux de l'environnement. Conformément à la politique énergétique nationale et à l'ODD 7, le pacte met l'accent sur la mobilisation des investissements privés, le développement des énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique et le renforcement de la coopération régionale et internationale dans le domaine du commerce et des investissements liés à l'électricité.

Liberia - Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement



MADAGASCAR – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025



Le Pacte national de l'énergie pour Madagascar définit une feuille de route alignée sur l'ODD 7, afin d'accélérer l'accès universel à une énergie abordable, fiable, inclusive et propre. Le Pacte vise à garantir l'accès à l'électricité à 80 % de la population et à fournir des solutions de cuisson propre à au moins 50 % de la population d'ici à 2030, grâce à un plan d'action détaillé qui guidera sa mise en œuvre.

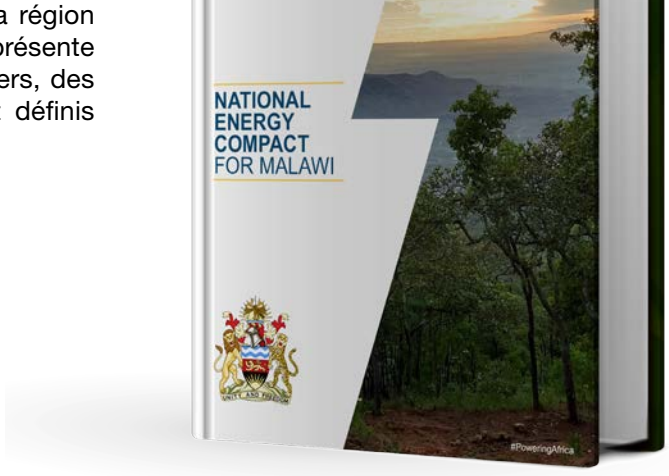
Madagascar - Pacte énergétique national | Groupe de la Banque africaine de développement

MALAWI – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025

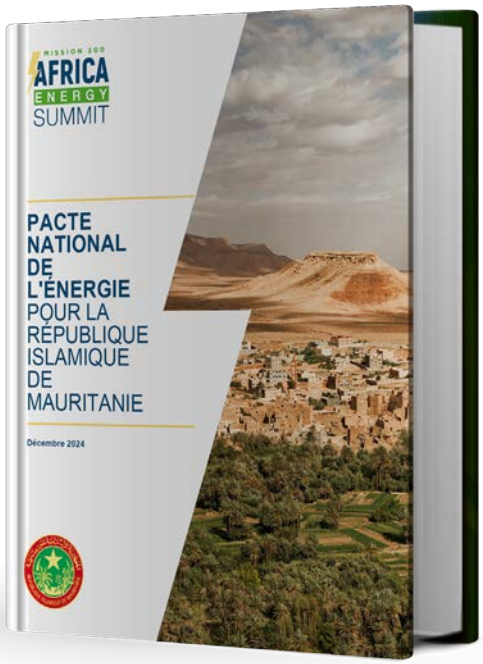
Le Pacte national de l'énergie pour le Malawi décrit l'engagement du gouvernement à élargir l'accès à une énergie abordable, fiable et propre, tout en augmentant la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique. Aligné sur le Pacte de l'énergie pour la région Afrique, il identifie les principaux défis et présente un plan d'action crédible, avec des piliers, des objectifs et des indicateurs clairement définis pour guider sa mise en œuvre.

Malawi – Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement



MAURITANIE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025



Le Pacte national de l'énergie pour la République islamique de Mauritanie fixe l'objectif ambitieux d'assurer l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030, comme le prévoit la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP 2030), et conformément à la Vision 2030 du pays et à l'objectif de développement durable (ODD) 7 des Nations Unies. Le Pacte sert de feuille de route pour garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre à l'ensemble de la population mauritanienne. Sa préparation s'est appuyée sur une approche inclusive et participative, impliquant un large éventail de parties prenantes, notamment les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile.

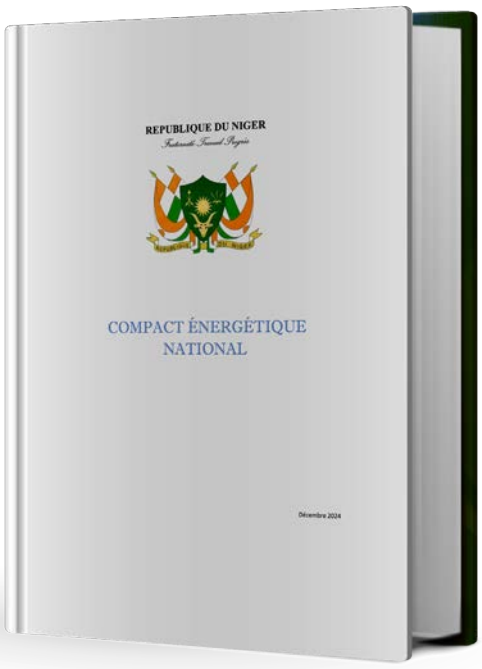
Mauritanie - Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement

NIGER – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025

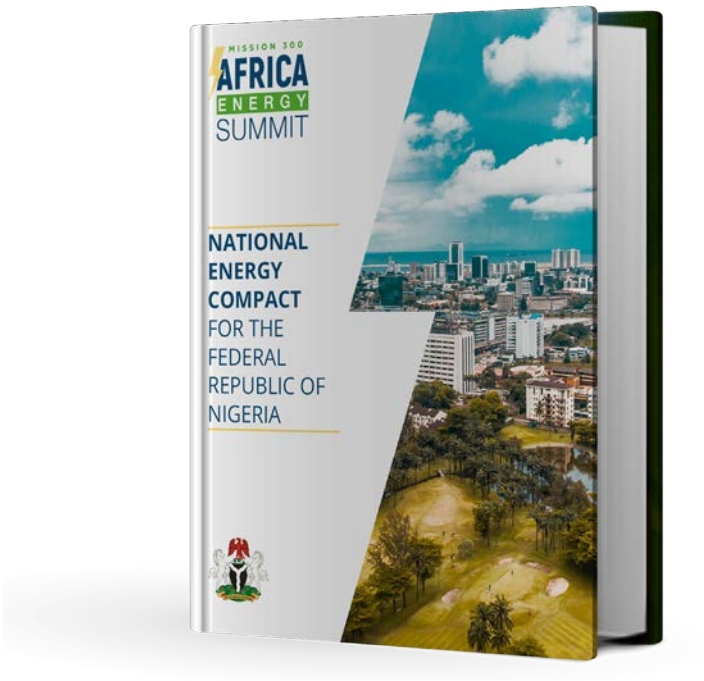
Le Pacte national de l'énergie pour le Niger présente les réformes visant à remédier à l'accès limité à l'énergie et à la forte dépendance vis-à-vis de la biomasse et des importations d'électricité. Le Pacte met en évidence les réformes juridiques et institutionnelles qui ont ouvert le secteur de l'électricité à la participation du secteur privé, renforcé la réglementation et soutenu les solutions hors réseau et les énergies renouvelables. Ces mesures visent à élargir l'accès à l'énergie, à attirer les investissements et à promouvoir un système énergétique plus durable et plus inclusif.

Niger - Compact énergétique national | Groupe de la Banque africaine de développement



NIGERIA – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025



Le Pacte national de l'énergie pour le Nigeria définit une feuille de route alignée sur la stratégie nationale d'électrification du Nigeria et l'ODD 7, afin d'accélérer l'accès à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre pour tous les Nigérians.

Nigeria - Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement

SÉNÉGAL – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025

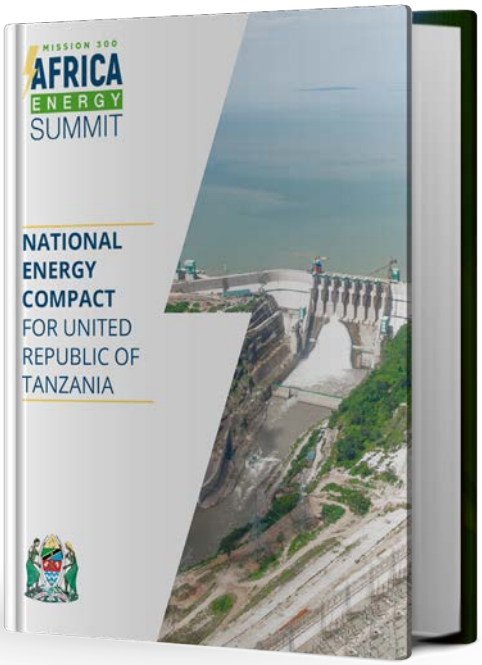
Le Pacte national de l'énergie pour le Sénégal, aligné sur le Plan opérationnel de mise en œuvre du programme d'électrification rurale « Universal Access SEforALL », le Programme d'urgence d'électrification (PUELEC), la dernière Lettre de politique de développement du secteur de l'énergie 2019-2023 et l'objectif de développement durable (ODD) n° 7 des Nations Unies, sert de feuille de route pour garantir l'accès à une énergie abordable, fiable et propre pour tous. Il présente un plan d'action détaillé pour relever les défis liés à la réalisation des objectifs énergétiques du pays, tout en soutenant des objectifs de croissance économique plus vastes



Sénégal - Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement

TANZANIE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025



Le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie s'engage à garantir à tous un accès à une énergie fiable, abordable, durable, inclusive et propre. Le présent Pacte national de l'énergie sert de feuille de route pour accélérer l'accès à l'énergie en vue d'atteindre cet objectif.

Tanzanie – Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement

ZAMBIE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Date de publication : 27 janvier 2025

Le document présente le Pacte national de l'énergie pour la Zambie, aligné sur la Vision 2030, le Plan national de développement (2022-2026) et l'objectif de développement durable n° 7 des Nations Unies. Ce pacte témoigne de l'engagement de la Zambie à garantir un accès à une énergie abordable, fiable et durable grâce au développement des énergies renouvelables, à l'amélioration des infrastructures et à la participation du secteur privé. Il vise à diversifier les sources d'énergie, à renforcer la sécurité énergétique et à favoriser la croissance socioéconomique et la résilience climatique à l'horizon 2030.

Zambie – Pacte national de l'énergie | Groupe de la Banque africaine de développement



BÉNIN - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour la République du Bénin s'aligne sur le Programme d'action du gouvernement et l'objectif de développement durable (ODD) n° 7 des Nations Unies, ainsi que sur les principaux documents de politique nationale, notamment la Stratégie nationale d'électrification (SNE), la Politique nationale de développement des énergies renouvelables (PONADER) 2020-2030, la Politique nationale de la maitrise d'énergie (PONAME) 2020-2030, le Plan national de développement 2018-2025, la Contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée (2021) et la Stratégie nationale de cuisson propre (SNCP). Le Pacte sert de feuille de route pour accélérer l'accès à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre pour l'ensemble de la population béninoise.

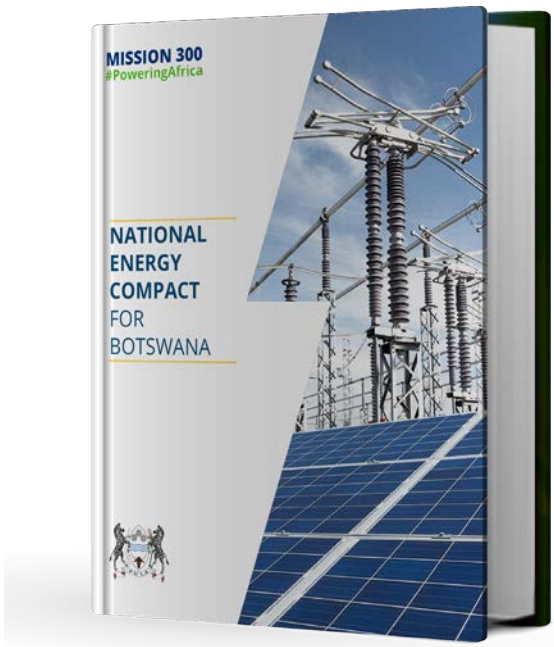
Bénin - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

BOTSWANA – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

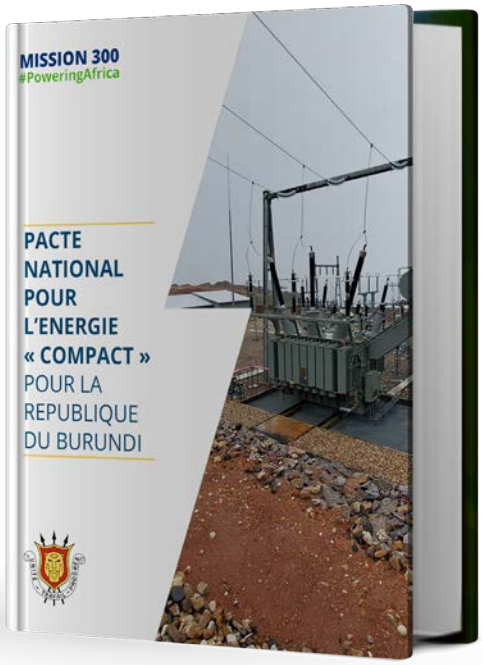
Le gouvernement du Botswana (GoB) s'engage à garantir à tous les citoyens l'accès à une énergie fiable, abordable et durable. Le présent Pacte national de l'énergie (ci-après dénommé « Pacte ») sert de cadre stratégique pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030, en bonne harmonie avec le programme de diversification économique et les engagements climatiques du Botswana.

Botswana – Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



BURUNDI – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



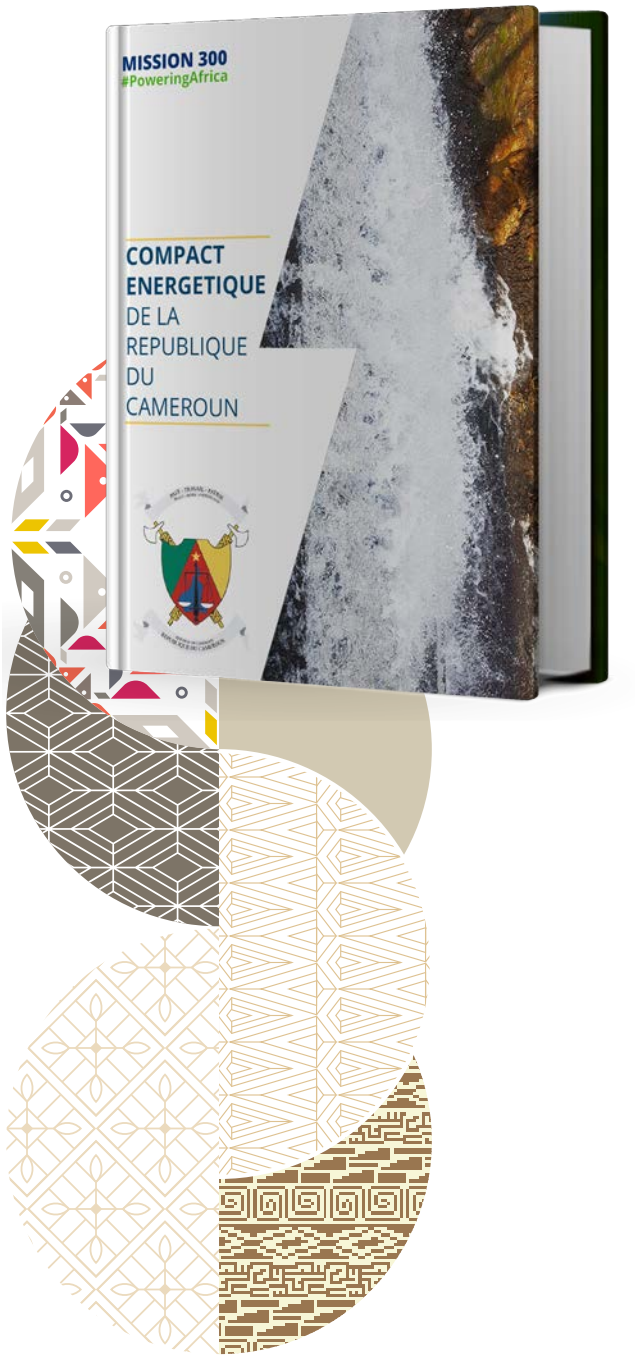
Le Pacte national de l'énergie pour la République du Burundi, appelé « Pacte national », s'aligne sur la Vision 2040-2060 du Burundi, l'objectif de développement durable n° 7 (ODD 7) des Nations Unies et l'ambition fixée dans le cadre de la Mission 300, qui met l'accent sur la fourniture d'une énergie fiable, abordable, durable, inclusive et propre. Le pacte témoigne de l'engagement du gouvernement à promouvoir l'accès à des services énergétiques abordables, fiables et propres.

Burundi - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



CAMEROUN – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour la République du Cameroun définit l'engagement du gouvernement et la feuille de route stratégique pour le développement d'infrastructures énergétiques durables, conformément aux priorités nationales de développement dans le secteur de l'électricité. Il vise à élargir l'accès à une énergie propre et fiable pour les ménages et les opérateurs économiques, à soutenir le développement industriel et à promouvoir des solutions de cuisson propre. Élaboré à l'issue de larges consultations avec les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile, le Pacte met l'accent sur le partenariat, le renforcement des capacités et l'action collective, et appelle à la mobilisation de 12,5 milliards d'USD de financement, dont 6,5 milliards d'USD devraient provenir du secteur privé, afin d'accélérer l'accès à l'énergie et de mener une transition énergétique transformatrice.

Cameroun - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

COMORES – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



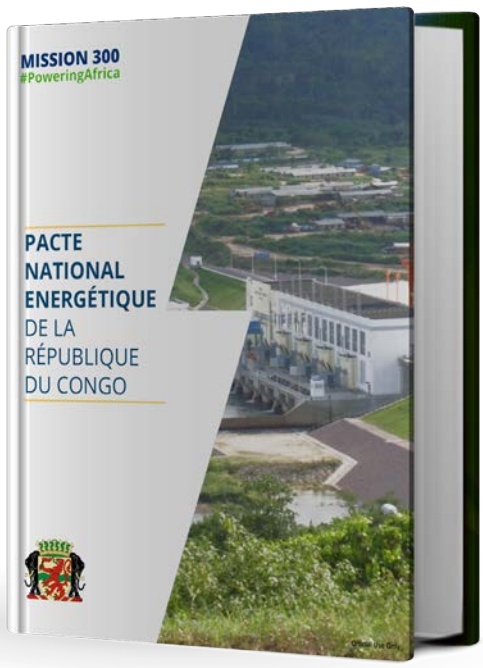
Le Pacte national de l'énergie pour l'Union des Comores, aligné sur l'objectif de développement durable (ODD 7) des Nations Unies, sert de feuille de route pour accélérer l'accès à l'électricité pour tous, en garantissant une énergie abordable, fiable, inclusive, durable, propre et peu coûteuse pour le peuple comorien. Le gouvernement a adopté sa stratégie en donnant la priorité au déploiement de mini-réseaux solaires et de solutions hors réseau, avec des procédures d'autorisation simplifiées, des cadres tarifaires dédiés et des mécanismes d'incitation. Une attention particulière sera accordée à Anjouan et Mohéli, où la part des solutions hors réseau sera plus importante pour garantir l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030.

Union des Comores - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

CONGO – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

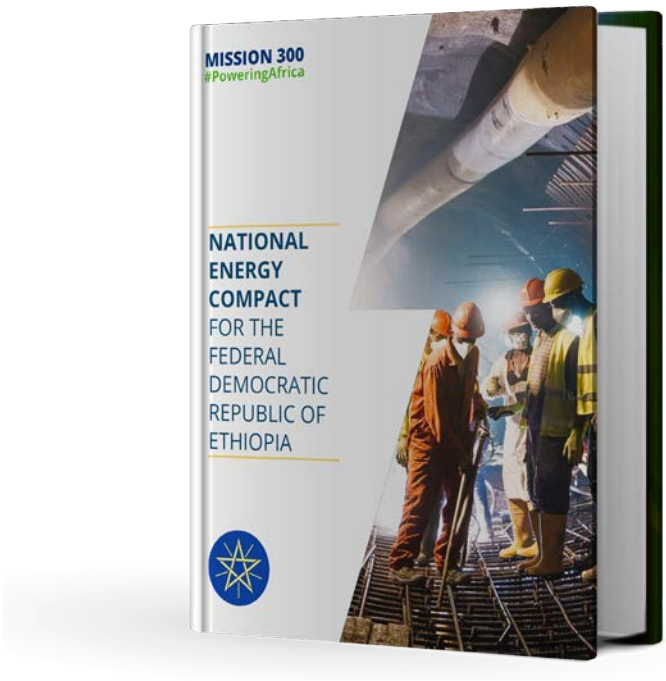
La publication inscrit le Pacte national de l'énergie pour la République du Congo dans le cadre de l'initiative Mission 300, lancée par le Groupe de la Banque mondiale, le Groupe de la Banque africaine de développement et leurs partenaires lors du Sommet africain sur l'énergie qui s'est tenu à Dar es-Salaam en janvier 2025. Mission 300 vise à accélérer l'accès à l'électricité pour près de 300 millions d'Africains d'ici à 2030, grâce à l'utilisation de nouvelles technologies et de mécanismes de financement innovants. En signant la Déclaration de Dar es-Salaam, la République du Congo a réaffirmé son engagement en faveur de cette ambition continentale et de la promotion de l'accès à l'énergie comme pierre angulaire d'un développement durable et inclusif.



Congo - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉTHIOPIE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour l'Éthiopie réaffirme l'engagement ferme du pays à atteindre l'objectif de développement durable n° 7 en élargissant l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne d'ici à 2030. Servant à la fois de cadre stratégique et d'appel à l'action collective, le pacte rassemble le gouvernement, les communautés, les partenaires au développement et le secteur privé, en vue d'accélérer la transformation du secteur de l'énergie. Il permet à l'Éthiopie d'exploiter son vaste potentiel en matière d'énergie propre et de renforcer son rôle de pôle majeur de l'énergie propre en Afrique.

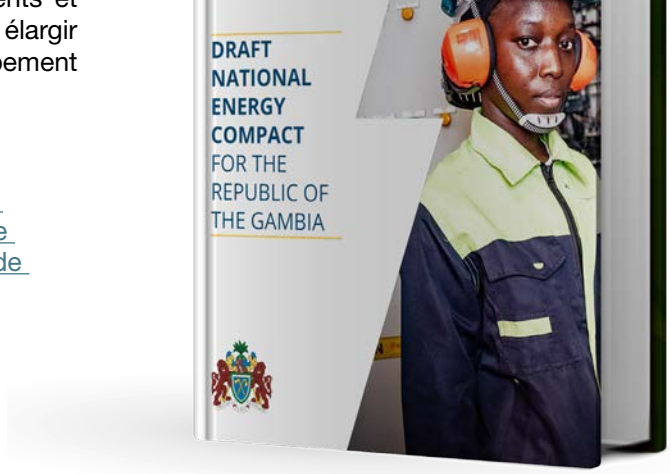
Éthiopie – Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

GAMBIE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

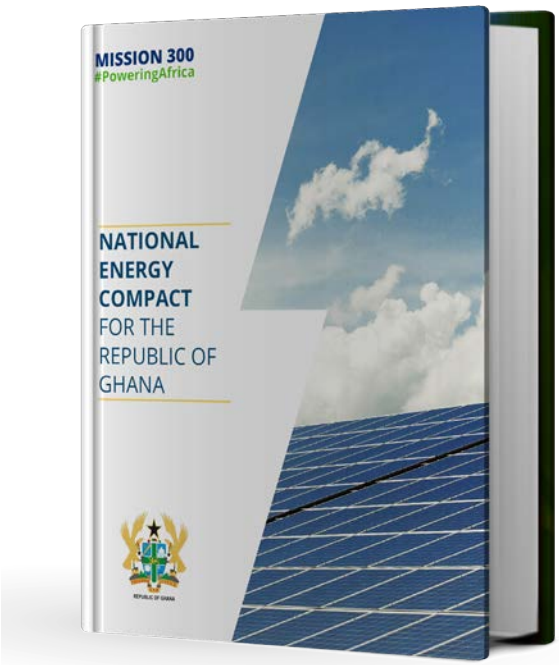
Le Pacte national de l'énergie pour la Gambie réaffirme l'engagement du gouvernement à garantir l'accès universel à une énergie abordable, fiable et moderne à l'horizon 2030. Ce pacte sert de feuille de route stratégique pour accélérer la mise en œuvre, orienter les investissements et mobiliser les partenariats nécessaires pour élargir l'accès à l'énergie et appuyer le développement socioéconomique durable.

Gambie – Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



GHANA – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour la République du Ghana constitue un engagement stratégique en faveur du développement durable dans le domaine de l'énergie. Avec un taux d'accès à l'électricité de 89 % (2024), le Ghana se trouve à un tournant décisif pour parvenir à l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030, grâce à l'extension ciblée du réseau électrique, aux énergies renouvelables distribuées (ERD) et aux solutions de cuisson propre.

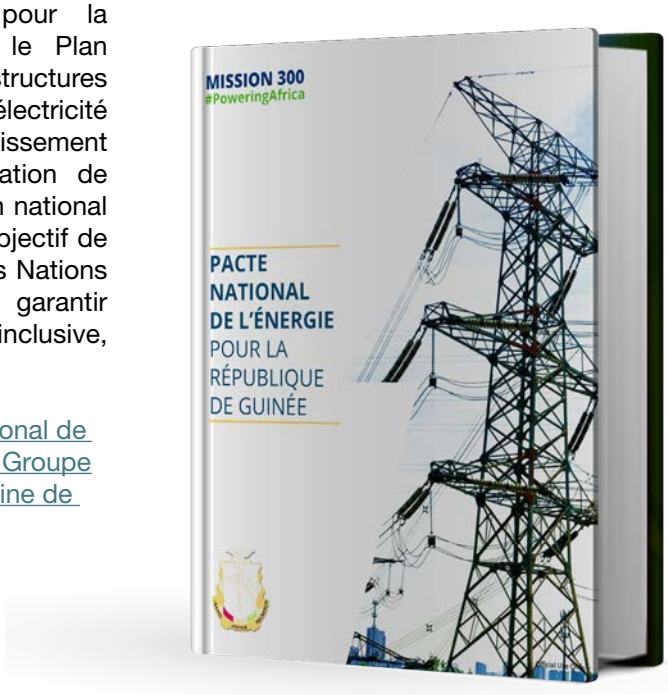
Ghana – Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

GUINÉE – PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

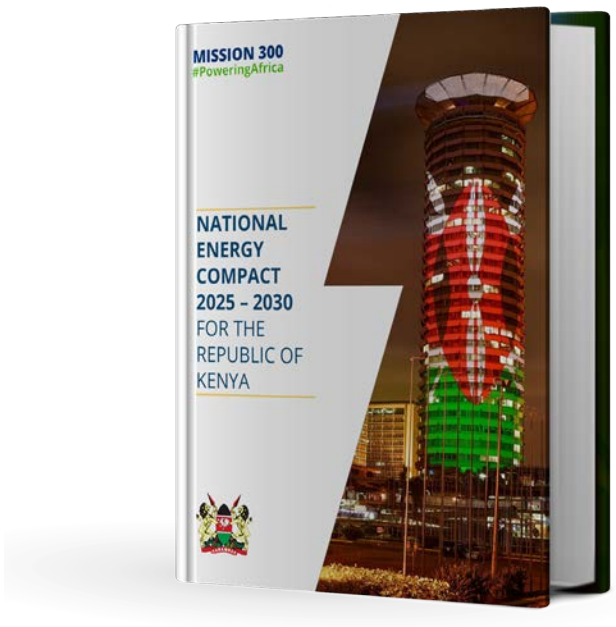
Le Pacte national de l'énergie pour la République de Guinée, aligné sur le Plan directeur de développement des infrastructures de production et de transport d'électricité 2019-2035, le Prospectus d'investissement 2016-2030 du Programme d'amélioration de l'accès à l'électricité en Guinée, le Plan national d'électrification rurale 2023-2040 et l'objectif de développement durable (ODD) n° 7 des Nations unies, sert de feuille de route pour garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre.

Guinée - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



KENYA - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour le Kenya souligne le rôle essentiel d'une énergie fiable, abordable, compétitive et durable dans la réalisation d'un développement national inclusif. S'appuyant sur des cadres juridiques, politiques et réglementaires solides, le Pacte reflète les réformes qui ont renforcé la gouvernance énergétique et attiré les investissements tant au niveau national qu'au niveau des comtés. Tout en reconnaissant les progrès significatifs accomplis, il met également en évidence les défis qu'il reste à relever et la nécessité d'adapter en permanence les politiques et les institutions, afin de répondre à l'évolution des tendances énergétiques nationales, régionales et mondiales.

Kenya - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

LESOTHO - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

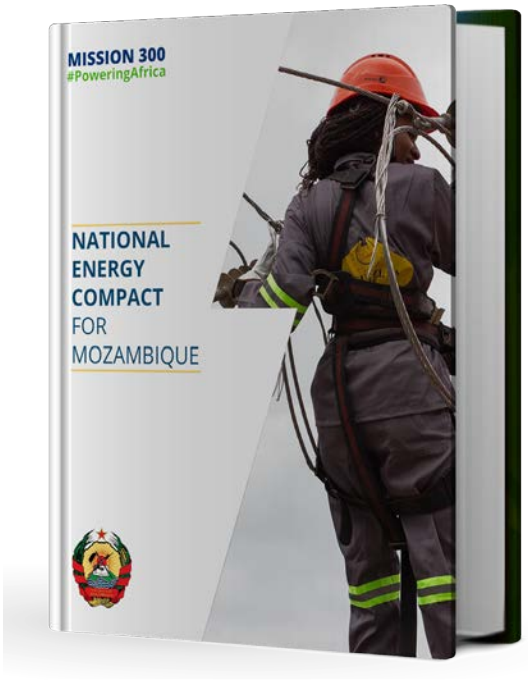
Le Pacte national de l'énergie pour le Lesotho réaffirme l'engagement du gouvernement à fournir une énergie fiable, abordable, durable, inclusive et propre à tous. Ce pacte sert de feuille de route stratégique pour accélérer l'accès à l'énergie, guider les efforts de mise en œuvre et soutenir la transition du pays vers un système énergétique plus inclusif et durable.

Lesotho - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



MOZAMBIQUE - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour le Mozambique réaffirme l'engagement du gouvernement à fournir une énergie fiable, abordable, durable, inclusive et propre à tous. Le Pacte offre une feuille de route claire pour accélérer les progrès, guider la mise en œuvre et mobiliser des partenariats en faveur de l'accès universel à l'énergie et du développement durable.

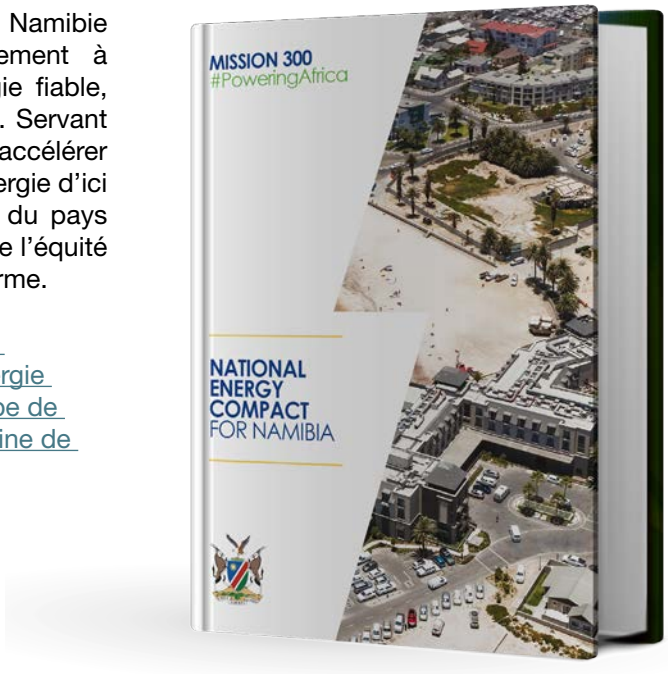
Mozambique - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

NAMIBIE - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

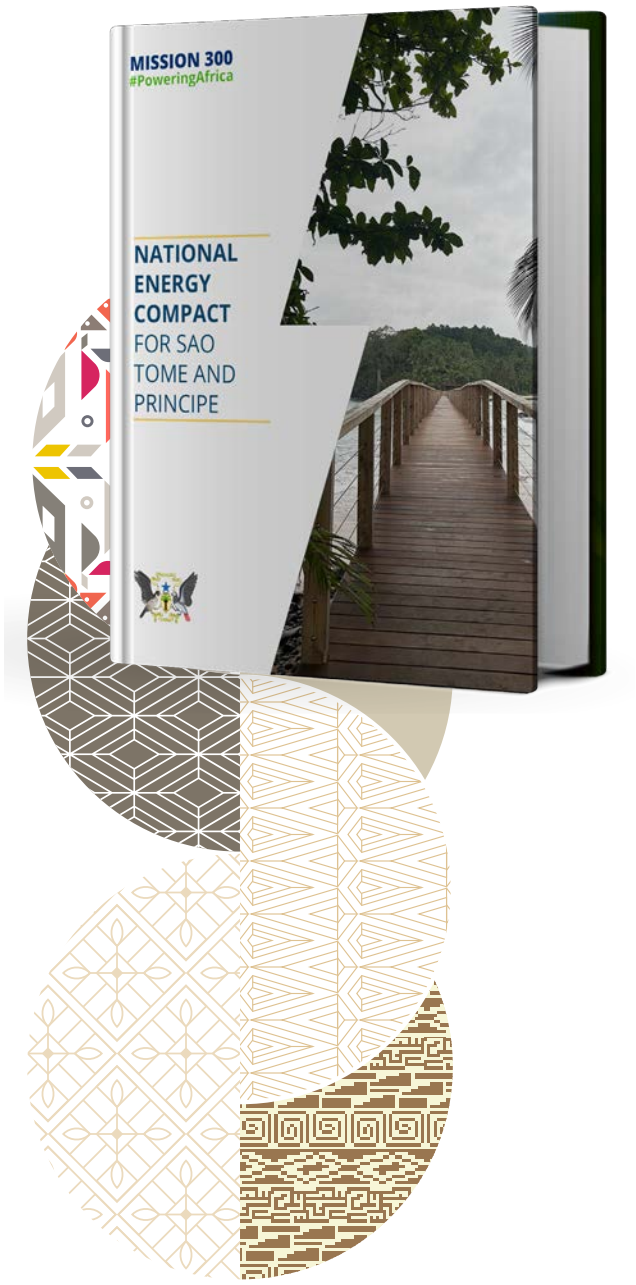
Le Pacte national de l'énergie pour la Namibie réaffirme l'engagement du gouvernement à garantir l'accès universel à une énergie fiable, abordable, durable, inclusive et propre. Servant de cadre stratégique, le Pacte vise à accélérer les progrès vers l'accès universel à l'énergie d'ici à 2040, traduisant ainsi l'engagement du pays en faveur du développement durable, de l'équité énergétique et de la résilience à long terme.

Namibie - Pacte national de l'énergie Cohort 2 I Groupe de la Banque africaine de développement



SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

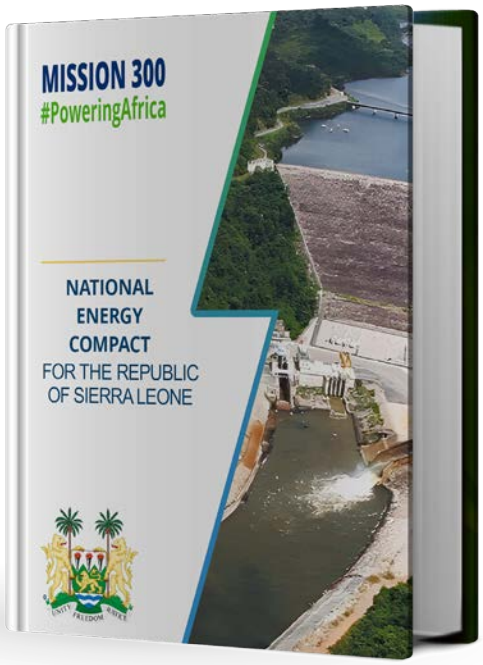


Le Pacte national de l'énergie pour São Tomé-et-Príncipe s'aligne sur l'objectif de développement durable n° 7 et la Vision nationale 2030 du pays, fournissant ainsi un cadre prospectif pour guider la transition vers un système énergétique propre et durable. Le Pacte définit un plan national assorti de priorités et d'échéances claires jusqu'en 2030, visant à réduire la dépendance vis-à-vis du diesel, à développer une production d'électricité rentable et respectueuse de l'environnement, et à réduire les émissions de carbone dans la production d'électricité et la cuisson propre. En jetant les bases d'un système énergétique résilient, le Pacte soutient la transformation économique plus large et la durabilité à long terme du pays.

São Tomé et Príncipe - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

SIERRA LEONE - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour la Sierra Leone, élaboré dans le cadre de l'initiative Mission 300 avec le soutien de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, fournit un cadre stratégique visant à accélérer l'accès à une énergie abordable, fiable et durable. Le pacte cherche à atteindre un taux d'accès à l'électricité de 78 % à l'échelle nationale à l'horizon 2030, tout en soutenant une croissance économique inclusive, l'amélioration de la prestation de services et une transformation sociale plus vaste.

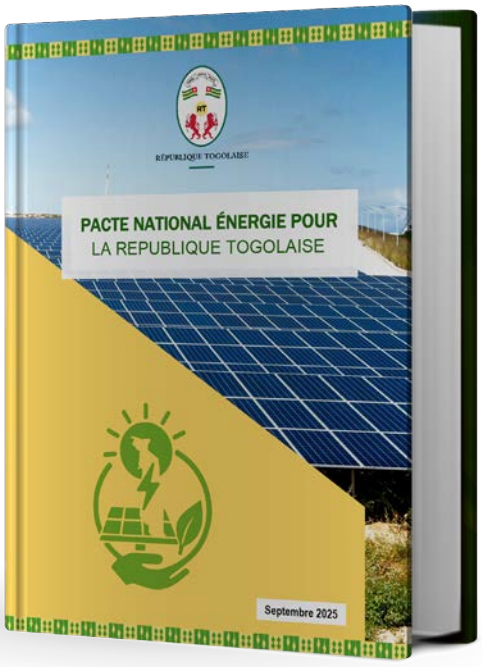
Sierra Leone - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

TOGO - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 25 septembre 2025

Le Pacte énergétique national pour la République togolaise s'aligne sur la Feuille de route du gouvernement 2020-2025 et l'objectif de développement durable n° 7 des Nations Unies, réaffirmant l'engagement du gouvernement en faveur d'un accès universel à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre. S'appuyant sur le plan directeur de la production, du transport et de la distribution d'électricité et sur la stratégie nationale d'électrification à l'horizon 2030, le pacte fournit un cadre cohérent pour accélérer l'accès à l'énergie et appuyer le développement durable du pays.

Togo - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



ZIMBABWE - PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE COHORT 2

Date de publication : 8 octobre 2025



Le Pacte national de l'énergie pour le Zimbabwe est aligné sur la Vision 2030, la Stratégie nationale de développement 1 (2021-2025), la future NDS2 (2026-2030) et l'objectif de développement durable n° 7 des Nations Unies. Il réaffirme l'engagement du gouvernement à accélérer l'accès universel à l'électricité et à des modes de cuisson propre d'ici à 2030, tout en renforçant les infrastructures énergétiques, en développant les énergies renouvelables et en encourageant la participation du secteur privé. Le pacte trace la voie à suivre pour relever les défis liés à l'accès à l'énergie, grâce à des investissements à moindre coût, à une planification géospatiale et à des réformes réglementaires et financières, afin de soutenir la transition vers un avenir énergétique résilient, inclusif et à faible émission de carbone.

Zimbabwe - Pacte national de l'énergie Cohort 2 | Groupe de la Banque africaine de développement



CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE POUR LES RESSOURCES NATURELLES

PRINCIPAUX POINTS SAILLANTS DE LA STRATÉGIE AFRICAINE POUR LES MINÉRAUX VERTS 2025 - NOTE D'INFORMATION

Date de publication : 18 août 2025



La présente note d'information met en évidence l'adoption de la Stratégie africaine pour les minéraux verts (AGMS), lors de la 38e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en février 2025, une étape importante qui coïncide avec la présidence sud-africaine du G20. La convergence de ces événements offre une opportunité stratégique pour faire progresser la mise en œuvre de l'AGMS, en tirant parti de la plateforme du G20 pour promouvoir la création de valeur ajoutée, les pratiques minières durables et les chaînes d'approvisionnement résilientes pour les minéraux critiques et verts. La stratégie s'aligne sur l'engagement du G20 en faveur d'un approvisionnement responsable et diversifié en minéraux, ce qui renforce le rôle clé de l'Afrique dans l'appui à la transition énergétique mondiale et à l'économie verte émergente.

Note d'information - Principaux points saillants de la Stratégie africaine pour les minéraux verts 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

MINÉRAUX CRITIQUES POUR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS DE L'AFRIQUE

Date de publication : 18 août 2025



La présente publication analyse l'importance stratégique croissante des minéraux et métaux critiques dans la transition énergétique mondiale, la fabrication de pointe et la transformation numérique. La demande croissante de ressources telles que le cobalt, le lithium, le nickel, les éléments de terres rares et les métaux du groupe du platine souligne leur rôle essentiel dans les technologies émergentes. Le rapport souligne que la notion de «criticité» varie d'un pays à l'autre, en fonction des priorités économiques et stratégiques nationales, des risques liés à la chaîne d'approvisionnement et des objectifs stratégiques, ce qui a des implications importantes pour le développement de l'Afrique et son positionnement dans les chaînes de valeur mondiales.

Minéraux critiques pour la croissance et le développement inclusifs de l'Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

EXPLOITER LES RESSOURCES MINÉRALES POUR LE DÉVELOPPEMENT : L'EXPÉRIENCE DU SECTEUR PUBLIC CHILIEN DANS L'EXPLOITATION MINIÈRE DU CUIVRE

Date de publication : 25 novembre 2025



La présente publication analyse comment le Chili a transformé sa richesse en cuivre en un développement à grande échelle grâce à des institutions solides, un modèle équilibré entre secteur public et secteur privé, et une gestion macroéconomique prudente. Le cuivre joue un rôle crucial dans l'économie chilienne, représentant une part importante du PIB et des exportations, avec l'appui de réglementations claires et de capacités publiques durables. Des institutions publiques spécialisées ont renforcé la surveillance du marché, les connaissances géologiques et la confiance des investisseurs, en générant des rendements financiers élevés sur les investissements publics dans les sciences de la terre et attirant des capitaux privés. Le modèle minier mixte du Chili combine une participation de l'État gérée de manière commerciale avec des investissements privés solides, sous-tendus par des règles budgétaires et des fonds de stabilisation qui fluidifient les cycles des matières premières et soutiennent une politique anticyclique. Alors que les niveaux de production se stabilisent, cette expérience montre l'importance de la productivité, de l'innovation et de l'utilisation efficace de l'énergie et de l'eau par rapport à une croissance axée sur le volume.

Exploiter les ressources minérales pour le développement : l'expérience du secteur public chilien dans l'exploitation minière du cuivre | Groupe de la Banque africaine de développement

DOUZE MINÉRAUX CRITIQUES POUR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS DE L'AFRIQUE

Date de publication : 25 novembre 2025



Le présent document de synthèse soutient que l'Afrique peut convertir ses richesses minérales en une croissance diversifiée et à plus forte valeur ajoutée, en se concentrant sur douze minéraux stratégiquement importants : le nickel, le cuivre, le cobalt, le lithium, la bauxite, le phosphate, les métaux du groupe platine (PGM), le minerai de fer, les terres rares, le manganèse, le graphite et le vanadium, tout en comblant les lacunes structurelles en matière d'énergie, de logistique, de technologie et de capitaux.

Douze minéraux critiques pour la croissance et le développement inclusifs de l'Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement



PASSER DE L'EXTRACTION DU NICKEL À SA TRANSFORMATION EN AVAL : LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE INDONÉSIENNE

Date de publication : 18 août 2025

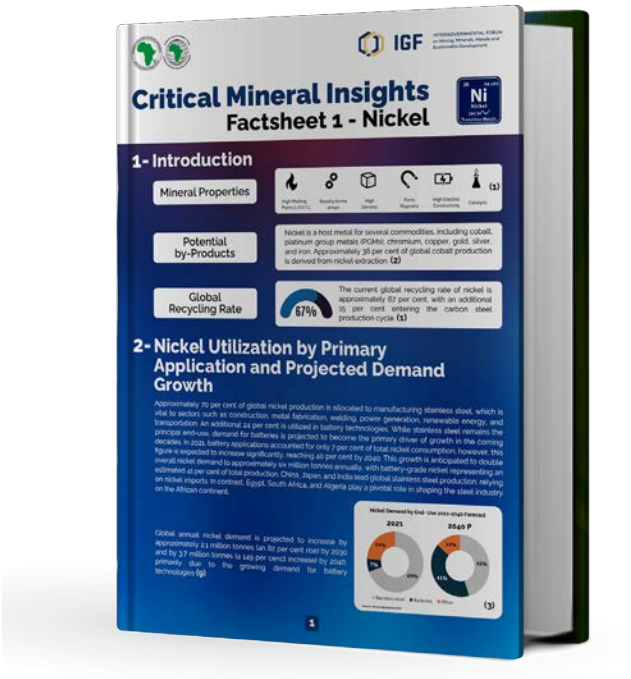


La publication analyse la transition de l'Indonésie de l'extraction minière primaire à la transformation en aval, en tirant les enseignements de son expérience en tant que pôle minier mondial majeur. Riche en minéraux combustibles et non combustibles, l'Indonésie a attiré d'importants investissements étrangers et s'est imposée comme l'un des principaux exportateurs de charbon, de nickel, d'étain, de cuivre et d'or. Le pays détient les plus grandes réserves de nickel au monde, ainsi que d'importantes ressources en étain, en bauxite et en cuivre, ce qui lui permet de tirer parti de sa richesse minérale pour créer davantage de valeur ajoutée, développer son industrie et participer aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Passer de l'extraction du nickel à sa transformation en aval : les enseignements tirés de l'expérience indonésienne | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES - FICHE D'INFORMATION N° 1 - NICKEL

Date de publication : 18 août 2025



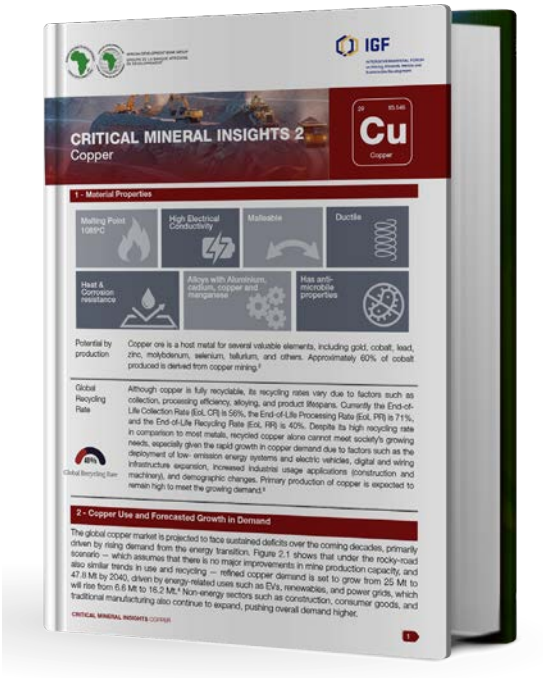
La fiche d'information souligne l'importance stratégique du nickel en tant que métal hôte pour plusieurs matières premières essentielles, notamment le cobalt, les métaux du groupe du platine, le chrome, le cuivre, l'or, l'argent et le fer. Elle indique que près de 38 % de la production mondiale de cobalt est obtenue comme sous-produit de l'extraction du nickel, soulignant ainsi le rôle important du nickel dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais et dans la transition énergétique.

Aperçu des minéraux critiques - Fiche d'information n° 1 - Nickel | Groupe de la Banque africaine de développement



APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES - FICHE D'INFORMATION N° 2 - CUIVRE

Date de publication : 17 novembre 2025



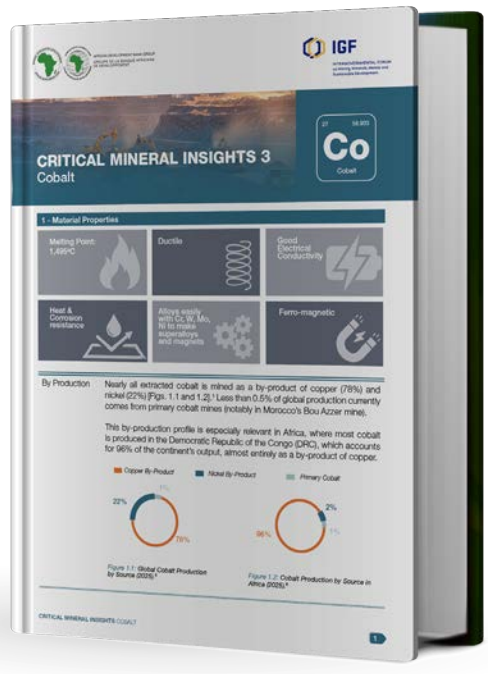
La fiche d'information souligne l'importance du cuivre en tant que métal hôte pour un large éventail d'éléments précieux, notamment l'or, le cobalt, le plomb, le zinc, le molybdène, le sélénium et le tellure. Elle souligne que près de 60 % de la production mondiale de cobalt provient de l'extraction du cuivre, soulignant ainsi le rôle stratégique du cuivre dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques et dans la transition énergétique mondiale.

Aperçu des minéraux critiques - Fiche d'information n° 2 – Cuivre | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES - FICHE D'INFORMATION N° 3 - COBALT

Date de publication : 16 octobre 2025

La fiche d'information analyse les tendances en matière de recyclage du cobalt, en soulignant que le taux de recyclage en fin de vie était estimé à 32 % en 2021. Malgré cela, le cobalt secondaire (recyclé) ne représentait que près de 6 % de l'offre totale en 2023. La part du cobalt recyclé devrait augmenter de manière significative, pour atteindre quelque 10 % d'ici à 2030 et 29 % à l'horizon 2040, grâce à la disponibilité croissante de débris et à l'amélioration continue des technologies de recyclage.



Aperçu des minéraux critiques - Fiche d'information n° 3 -Cobalt | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES - FICHE D'INFORMATION N°4 - LITHIUM

Date de publication : 16 octobre 2025



La fiche d'information présente les principales sources du lithium, qui est principalement extrait de minéraux de roche dure, tels que le spodumène, la pétalite et la lépidolite, présents dans les gisements de pegmatite, ainsi que des saumures riches en lithium dans les salines, en particulier dans le triangle du lithium en Amérique du Sud. Elle indique également que le lithium est présent en quantités infimes dans l'eau de mer et dans la plupart des types de roches, mais que ces sources ne sont pas encore commercialement viables.

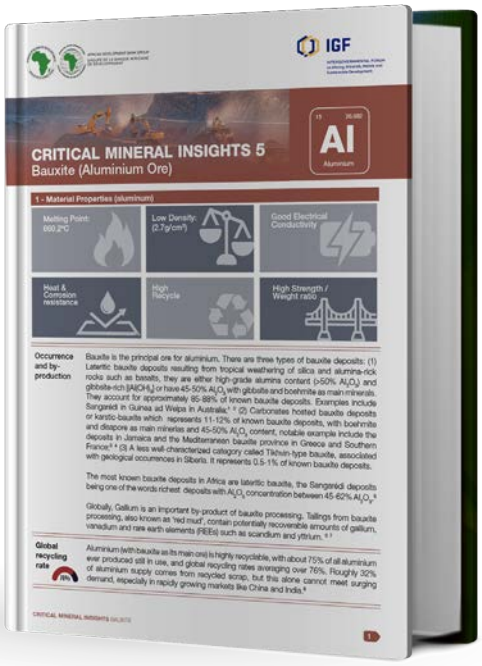
Aperçu des minéraux critiques - Fiche d'information n° 4 - Lithium | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES - FICHE D'INFORMATION N° 5 - BAUXITE (MINERAI D'ALUMINIUM)

Date de publication : 16 octobre 2025

La fiche d'information souligne la grande recyclabilité de l'aluminium, en précisant que près de 75 % de tout l'aluminium jamais produit reste en circulation et que les taux de recyclage mondiaux dépassent 76 %. Environ 32 % de l'approvisionnement actuel en aluminium provient de chutes recyclées ; toutefois, le recyclage seul ne suffit pas à répondre à la demande en forte croissance, en particulier sur les marchés en expansion tels que la Chine et l'Inde.

Aperçu des minéraux critiques - Fiche d'information n° 5 - Bauxite (minerai d'aluminium) | Groupe de la Banque africaine de développement



APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES - FICHE D'INFORMATION N° 6 - PHOSPHATE

Date de publication : 17 novembre 2025



La fiche d'information présente les principales sources de phosphore, un élément non métallique principalement extrait du phosphate naturel. La plupart du phosphate naturel se trouve dans des gisements sédimentaires, qui représentent plus de 75 % des ressources mondiales, suivis des gisements ignés, qui représentent quelque 15 à 20 %, et des gisements biogéniques, plus petits, qui représentent à peu près 2 à 3 %. Le minerai de phosphate est généralement extrait en tant que produit primaire, bien que dans de rares cas, il puisse être récupéré en tant que sous-produit de gisements d'éléments de terres rares ou d'uranium.

Aperçu des minéraux critiques - Fiche d'information n° 6 - Phosphate | Groupe de la Banque africaine de développement



APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES – FICHE D'INFORMATION N° 7 - ÉLÉMENTS DU GROUPE DU PLATINE (EGP)

Date de publication : 17 novembre 2025



La fiche d'information analyse les éléments du groupe platine (EGP) — platine, palladium, rhodium, iridium, ruthénium et osmium — qui comptent parmi les métaux les plus rares extraits dans le monde. Les EGP se trouvent dans les gisements de minerais ignés et sont extraits soit comme produits primaires à partir d'intrusions mafiques et ultramafiques stratifiées, soit comme sous-produits à partir de gisements de nickel-cuivre-EGP et de complexes carbonatitiques alcalins, la production historique provenant également de gisements alluviaux. Compte tenu de leur association fréquente avec l'or et des très faibles concentrations d'osmium, les teneurs en EGP sont généralement indiquées sous forme groupée (3E, 4E ou 6E), une convention adoptée dans la présente fiche d'information pour analyser les EGP tout en excluant l'or.

Aperçu des minéraux critiques – Fiche d'information n° 7 - Éléments du groupe du platine (EGP) | Groupe de la Banque africaine de développement



APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES – FICHE D'INFORMATION N° 8 - FER

Date de publication : 17 novembre 2025



La fiche d'information souligne que le fer est le métal le plus exploité au monde, représentant près de 93 % de tous les métaux extraits chaque année. Elle décrit les principaux types géologiques de gisements de minerai de fer, notamment les gisements sédimentaires tels que les formations ferrifères rubanées (la source la plus importante au monde) et les roches ferrugineuses oolithiques ; les gisements latéritiques formés par l'altération tropicale de roches riches en fer ; les gisements magmatiques tels que les minerais de type Kiruna et les minerais de titanomagnétite ; et les gisements hydrothermaux, notamment les skarns et les systèmes oxyde de fer-cuivre-or où le fer peut être récupéré comme sous-produit.

Aperçu des minéraux critiques – Fiche d'information n° 8 - Fer | Groupe de la Banque africaine de développement



APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES – FICHE D'INFORMATION N° 9 - ÉLÉMENTS DE TERRES RARES

Date de publication : 17 novembre 2025



La fiche d'information donne un aperçu des éléments de terres rares (ETR), un groupe de 17 métaux chimiquement similaires comprenant les 15 lanthanides, ainsi que le scandium et l'yttrium. Bien que relativement abondants dans la croûte terrestre, les ETR sont rarement présents en concentrations suffisamment élevées pour que leur extraction soit rentable. Ils constituent des intrants essentiels pour les technologies de pointe et jouent un rôle clé dans les applications énergétiques, militaires et numériques, en particulier dans les aimants permanents pour les véhicules électriques et les éoliennes, ainsi que dans les catalyseurs, les fibres optiques et l'électronique de haute précision.

Aperçu des minéraux critiques – Fiche d'information n° 9 - Éléments de terres rares | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES – FICHE D'INFORMATION N°10 - MANGANÈSE

Date de publication : 17 novembre 2025

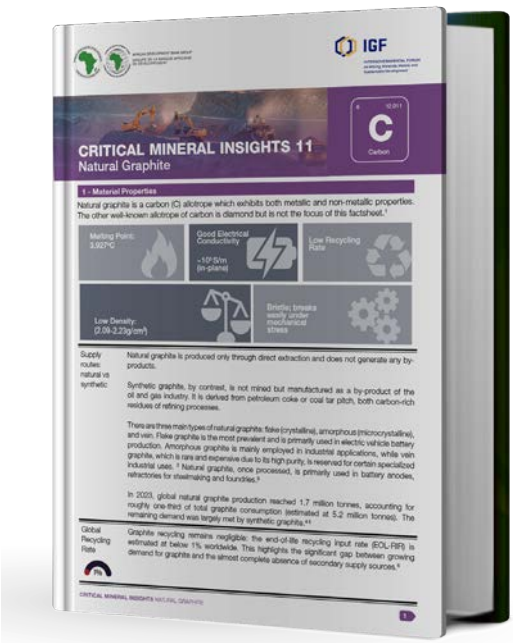
La fiche d'information porte sur le manganèse, qui est principalement extrait en tant que produit primaire, et décrit les principaux types de gisements de minerai de manganèse. Ceux-ci comprennent les gisements sédimentaires et sédimentaires hébergés, qui représentent plus des trois quarts des réserves connues, suivis par les gisements supergènes et latéritiques, les gisements hydrothermaux et les gisements métamorphiques plus petits. La fiche met également en évidence les nodules et croûtes marins riches en manganèse comme une ressource potentielle importante, tout en soulignant que l'extraction commerciale reste limitée en raison des contraintes technologiques et des préoccupations environnementales liées à l'exploitation minière en eaux profondes.



Aperçu des minéraux critiques – Fiche d'information n° 10 – Manganèse | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES – FICHE D'INFORMATION N°11 - GRAPHITE NATUREL

Date de publication : 16 octobre 2025



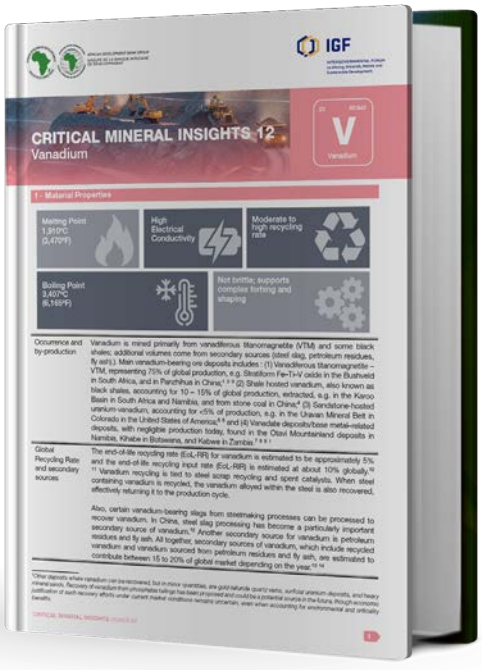
La fiche d'information montre le caractère limité du recyclage du graphite, soulignant que le taux mondial de recyclage en fin de vie reste inférieur à 1 %. La quasi-absence d'approvisionnement secondaire illustre l'écart croissant entre la demande de graphite en forte croissance et le manque de sources recyclées, ce qui a une incidence importante sur la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement.

Aperçu des minéraux critiques – Fiche d'information n° 11 - Graphite naturel | Groupe de la Banque africaine de développement

APERÇU DES MINÉRAUX CRITIQUES – FICHE D'INFORMATION N° 12 - VANADIUM

Date de publication : 17 novembre 2025

La fiche d'information présente les principales sources du vanadium, qui est principalement produit à partir de gisements de titanomagnétite vanadifère, ainsi que des contributions plus modestes provenant des schistes noirs et de sources secondaires telles que les scories d'acier, les résidus pétroliers et les cendres volantes. La titanomagnétite vanadifère représente environ les trois quarts de la production mondiale, suivie par les gisements contenus dans les schistes, tandis que les gisements d'uranium-vanadium contenus dans le grès et les gisements liés au vanadate ou aux métaux communs ont une contribution marginale. La fiche d'information souligne la diversité géologique des ressources en vanadium et leurs rôles divers dans l'approvisionnement mondial.



Aperçu des minéraux critiques – Fiche d'information n° 12 - Vanadium | Groupe de la Banque africaine de développement

INFRASTRUCTURES D'EAU ET AUTRES RÉSILIENTES

ANALYSE DU MARCHÉ ET DU FINANCEMENT DES ENGRAIS EN AFRIQUE

Date de publication : 02 juin 2025



Le rapport analyse les liens entre la production agricole, l'utilisation d'engrais, la dépendance commerciale et le financement à travers l'Afrique, en soulignant à la fois les progrès réalisés et les écarts de rendement persistants qui témoignent d'un fort potentiel de croissance. Il fait ressortir les grandes disparités régionales en matière de consommation d'engrais et la nécessité de formules adaptées à chaque culture, de taux d'application plus élevés et d'une réduction de la dépendance vis-à-vis des importations grâce à une production locale accrue. L'analyse identifie le financement par crédit commercial comme un mécanisme prometteur pour renforcer la distribution d'engrais, tout en soulignant l'importance continue des institutions de développement et financières pour remédier aux difficultés de financement et soutenir la participation du secteur privé. À travers des études de cas régionales, le rapport souligne les différents défis et compromis stratégiques, et préconise une combinaison coordonnée d'interventions financières, opérationnelles et stratégiques, afin de renforcer les marchés des engrais, stimuler la productivité agricole et améliorer la sécurité alimentaire sur le continent.

Analyse du marché et du financement des engrais en Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

PLAIDOYER SUR L'ACTION CLIMATIQUE AU BURKINA FASO

Date de publication : 11 juillet 2025



Le rapport souligne la nécessité urgente pour le Burkina Faso de renforcer sa réponse au changement climatique, compte tenu des menaces croissantes qui pèsent sur les moyens de subsistance, les écosystèmes et la stabilité économique. Il met en évidence la grande vulnérabilité du pays face à la hausse des températures, à l'irrégularité des précipitations, à la désertification et aux phénomènes météorologiques extrêmes, qui aggravent l'insécurité alimentaire, le stress hydrique et la pauvreté. La publication préconise une approche intégrée qui tient compte de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets dans la planification nationale du développement, avec l'appui d'une gouvernance plus forte, d'une capacité institutionnelle renforcée et d'une mobilisation accrue des financements nationaux et internationaux. En mettant l'accent sur des domaines prioritaires tels que l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la gestion de l'eau, le reboisement et les infrastructures résilientes, le rapport souligne le rôle d'une action coordonnée et inclusive de la part des pouvoirs publics, des communautés, du secteur privé et des partenaires au développement pour mettre en œuvre des solutions climatiques efficaces et équitables.

Plaidoyer sur l'action climatique au Burkina Faso | Groupe de la Banque africaine de développement

PLAIDOYER POUR UNE ACTION CLIMATIQUE CITOYENNE EN CÔTE D'IVOIRE

Date de publication : 11 juillet 2025



Le rapport souligne le rôle essentiel des citoyens dans le renforcement de la réponse de la Côte d'Ivoire au changement climatique, alors que les risques climatiques menacent les moyens de subsistance, les écosystèmes et la stabilité économique. Il met en évidence l'exposition du pays à des défis tels que la modification des régimes pluviométriques, la hausse des températures, l'érosion côtière, la déforestation et les phénomènes météorologiques extrêmes. La publication préconise une approche participative qui donne aux particuliers, aux communautés et à la société civile les moyens de contribuer activement à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, tout en intégrant l'engagement citoyen dans les politiques climatiques nationales et les cadres de gouvernance connexes. En mettant l'accent sur l'éducation environnementale, la prise de décision inclusive et les initiatives communautaires dans des domaines prioritaires tels que l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la protection du littoral, la conservation des forêts et les infrastructures résilientes, le rapport montre la manière dont l'action locale peut apporter des avantages environnementaux et socioéconomiques tangibles, grâce à une collaboration coordonnée entre les différentes parties prenantes.

Plaidoyer pour une action climatique citoyenne en Côte d'Ivoire | Groupe de la Banque africaine de développement

PLAIDOYER RELATIF À L'ACTION CLIMATIQUE AU SÉNÉGAL

Date de publication : 11 juillet 2025



Le plaidoyer souligne l'urgence de renforcer l'action climatique au Sénégal, pays soudano-sahélien fortement exposé aux risques climatiques. Il met en évidence les pressions climatiques croissantes – notamment les sécheresses et inondations récurrentes, l'érosion côtière, les vagues de chaleur, l'élévation du niveau de la mer et les augmentations de température prévues de 1,5 à 3 °C d'ici à 2050 – qui menacent les moyens de subsistance, les écosystèmes et la stabilité économique. Le rapport s'aligne sur la contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée du Sénégal, en mettant l'accent sur des priorités telles que l'agroécologie, l'amélioration des infrastructures hydrauliques, la restauration des écosystèmes côtiers et les systèmes d'alerte précoce. Il insiste fortement sur la participation citoyenne, s'appuyant sur les résultats d'enquêtes qui reflètent la prise de conscience généralisée du public sur le changement climatique et la demande d'actions concrètes. Le plaidoyer préconise un renforcement de la participation du public, l'intégration des préoccupations locales dans les décisions politiques, l'amélioration des cadres juridiques et institutionnels et une mobilisation accrue des financements pour le climat, en soulignant que l'efficacité de l'action climatique nécessitera des efforts coordonnés entre les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement.

Plaidoyer relatif à l'action climatique au Sénégal | Groupe de la Banque africaine de développement

MÉCANISME DES AVANTAGES DE L'ADAPTATION - GUIDE FÉVRIER 2025

Date de publication : 24 juin 2025



Le guide présente le cadre opérationnel du Mécanisme des avantages de l'adaptation (ABM), une initiative de financement axée sur les résultats mise au point par la Banque africaine de développement, en vue d'encourager et d'intensifier l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. Il sert de référence pratique aux promoteurs de projets, aux pays hôtes, aux vérificateurs et aux bailleurs de fonds, en décrivant comment les projets d'adaptation peuvent générer des unités certifiées d'avantages, grâce à des résultats mesurables et vérifiables pour les populations vulnérables. Le guide explique le cycle complet de l'ABM, depuis l'enregistrement du projet et la vérification par un tiers jusqu'à l'émission d'unités et aux paiements basés sur la performance, tout en clarifiant les modalités de gouvernance, les rôles institutionnels et les sauvegardes environnementales et sociales. Destiné à compléter les instruments de financement climatique existants, l'ABM vise à mobiliser la participation du secteur privé, à combler les lacunes en matière de financement de l'adaptation et à renforcer la résilience locale grâce à des approches transparentes et normalisées.

Mécanisme des avantages de l'adaptation - Guide février 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉVALUATION DES BESOINS MÉTHODOLOGIQUES POUR LE SUIVI DES RÉSULTATS ET DES IMPACTS DE L'ADAPTATION

Date de publication : 11 mars 2025



La publication souligne l'urgence croissante d'une adaptation efficace au changement climatique dans un contexte où les efforts mondiaux actuels d'atténuation devraient entraîner une augmentation de la température d'environ 2,8 °C d'ici la fin du siècle, dépassant de loin les objectifs de l'accord de Paris. Elle souligne que les effets du changement climatique, tels que les précipitations extrêmes, les vagues de chaleur et les incendies de forêt, s'intensifient déjà, avec des conséquences disproportionnées sur les populations vulnérables. Malgré ces risques, la planification, le financement et la mise en œuvre des mesures d'adaptation continuent d'accuser un retard, ce qui entraîne des pertes et des dégâts plus importants. L'évaluation souligne la nécessité de disposer de méthodologies solides pour suivre les résultats et les impacts de l'adaptation, en vue d'appuyer une prise de décision plus efficace, la responsabilité et le renforcement des mesures d'adaptation.

Évaluation des besoins méthodologiques pour le suivi des résultats et des impacts de l'adaptation | Groupe de la Banque africaine de développement

RAPPORT DU MÉCANISME DES AVANTAGES DE L'ADAPTATION – DU PROJET PILOTE AU MÉCANISME MONDIAL : RENDRE LA RÉSILIENCE BANCABLE

Date de publication : 10 novembre 2025



Le rapport retrace l'évolution du Mécanisme des avantages de l'adaptation (ABM) depuis sa phase pilote innovante jusqu'à son déploiement opérationnel intégral en tant qu'approche non marchande au titre de l'article 6.8 de l'Accord de Paris entre 2019 et 2025. Mis au point par la Banque africaine de développement en collaboration avec des partenaires africains et internationaux, l'ABM démontre que les résultats de l'adaptation au changement climatique peuvent être quantifiés, vérifiés et monétisés de manière crédible. S'appuyant sur des projets de démonstration menés dans plusieurs pays, le rapport souligne que l'émission de Certified Adaptation Benefits (avantages d'adaptation certifiés) constitue une étape importante à l'échelle mondiale pour rendre la résilience mesurable et finançable. Il présente également deux modalités de financement complémentaires, ex post et ex ante, qui offrent des points d'entrée flexibles aux parties prenantes publiques et privées pour appuyer et accroître les investissements dans l'adaptation.

Rapport de l'ABM – du projet pilote au mécanisme mondial : rendre la résilience bancable | Groupe de la Banque africaine de développement

MÉCANISME DES AVANTAGES DE L'ADAPTATION - PAIEMENTS BASÉS SUR LES RÉSULTATS POUR LA RÉSILIENCE

Date de publication : 10 novembre 2025



La publication explique comment le Mécanisme des avantages de l'adaptation (ABM) permet aux promoteurs de projets d'adaptation de générer des avantages d'adaptation certifiés (CAB) qui peuvent être achetés par divers acteurs publics et privés. Les recettes provenant de la vente des CAB permettent d'effectuer des paiements basés sur les résultats qui, soit renflouent les dons existants dans le cadre du mode de financement ex post (soutenant ainsi la reproduction et la mise à l'échelle), soit permettent d'accéder aux marchés des capitaux grâce au mode ex ante afin d'aider au lancement de projets d'adaptation. En liant les résultats mesurables en matière de résilience au financement, l'ABM renforce la bancabilité et l'évolutivité des investissements dans l'adaptation au changement climatique.

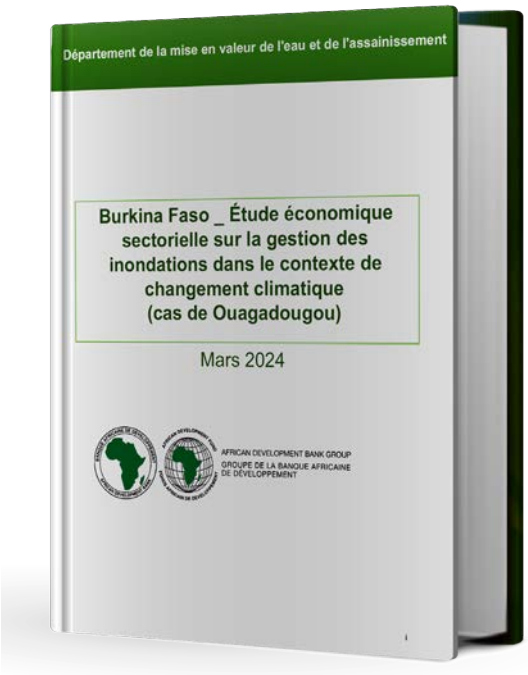
Mécanisme des avantages de l'adaptation - Paiements basés sur les résultats pour la résilience | Groupe de la Banque africaine de développement

BURKINA FASO - ÉTUDE ÉCONOMIQUE SECTORIELLE SUR LA GESTION DES INONDATIONS DANS LE CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE (CAS DE OUAGADOUGOU)

Date de publication : 1er avril 2025

L'étude économique sectorielle examine les défis liés à la gestion des inondations dans le contexte du changement climatique, en mettant l'accent sur la ville de Ouagadougou et le centre urbain de la municipalité voisine de Saaba. Elle évalue les mécanismes existants de prévention et d'intervention en cas d'inondation et propose des mesures adaptées au climat pour renforcer la résilience. L'étude vise à soutenir une gestion plus efficace des risques d'inondation, tout en améliorant l'efficacité économique à long terme des dépenses publiques liées à la lutte contre les inondations en milieu urbain.

Burkina Faso - Étude économique sectorielle sur la gestion des inondations dans le contexte de changement climatique (cas de Ouagadougou) | Groupe de la Banque africaine de développement



BURKINA FASO - ANALYSE DES DIFFÉRENTES APPROCHES D'INTERVENTION DANS LE SOUS-SECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET EXCRÉTAS ET LEUR IMPACT SUR L'ATTEINTE DES INDICATEURS

Date de publication : 1er avril 2025



L'étude analyse les différentes approches d'intervention dans le sous-secteur de l'assainissement des eaux usées et des excreta et leur impact sur l'atteinte des indicateurs dans le cas du Burkina Faso.

L'objectif principal de l'étude est de fournir un outil d'aide à la décision pour sélectionner les approches d'intervention les plus efficaces dans le sous-secteur de l'assainissement des eaux usées et des excreta, en vue d'atteindre les objectifs du PN-AEUE (2016-2030) au Burkina Faso.

Burkina Faso - Analyse des différentes approches d'intervention dans le sous-secteur de l'assainissement des eaux usées et excrétas et leur impact sur l'atteinte des indicateurs | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET SECTORIELLE SUR LE PROFIL EAU ET ASSAINISSEMENT DU BURKINA FASO

Date de publication : 1er avril 2025

L'étude économique et sectorielle fournit une évaluation complète du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso, en examinant son cadre de gouvernance, ses réalisations récentes, ses principaux défis et les nouvelles opportunités qui se présentent. Le rapport vise à soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes, en identifiant des mesures pratiques et réalisables pour accélérer les progrès vers l'atteinte de l'Objectif de développement durable n° 6, qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et à assurer une gestion durable des ressources en eau.

Étude économique et sectorielle sur le profil Eau et Assainissement du Burkina Faso | Groupe de la Banque africaine de développement



LIGNES DIRECTRICES POUR DES PROJETS D'HYDROGÈNE DURABLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 14 novembre 2025



La publication répond à l'expansion rapide du secteur mondial de l'hydrogène, marquée par une forte augmentation des projets annoncés et à grande échelle, et examine son importance croissante pour les pays en développement. Elle souligne le potentiel considérable de l'Afrique à devenir un important producteur d'hydrogène renouvelable, offrant des opportunités de diversification économique, de développement industriel et de renforcement de la sécurité énergétique à l'appui des engagements nationaux dans le domaine climatique. De même, les lignes directrices soulignent la nécessité de disposer de cadres de durabilité clairs, afin de s'assurer que les projets d'hydrogène apportent des avantages économiques et climatiques durables, tout en minimisant les risques sociaux et environnementaux associés à un déploiement à grande échelle.

Lignes directrices pour des projets d'hydrogène durables dans les pays en développement | Groupe de la Banque africaine de développement

MÉCANISME DE FINANCEMENT CATALYTIQUE POUR LES PME AGROALIMENTAIRES (ACFM) - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 09 juillet 2025



Le Mécanisme de financement catalytique pour les PME agroalimentaires (ACFM) est un fonds spécial hébergé par la Banque africaine de développement et financé par le gouvernement du Canada. Il fournit des financements concessionnels à long terme, complétés par une assistance technique sous forme de dons, afin de catalyser les investissements du secteur privé dans les petites et moyennes entreprises opérant dans le secteur agroalimentaire des pays africains.

Mécanisme de financement catalytique pour les PME agroalimentaires (ACFM) - Fiche d'information mars 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

BILANS ALIMENTAIRES DE LA ZAMBIE 2019-2023

Date de publication : 03 octobre 2025



Bilans alimentaires de la Zambie 2019-2023 | Groupe de la Banque africaine de développement

Les bilans alimentaires fournissent un aperçu complet de l'approvisionnement en denrées alimentaires et de leur utilisation en Zambie pour la période 2019-2023, à l'aide de méthodes analytiques et statistiques normalisées. Ils présentent un compte rendu détaillé de la disponibilité alimentaire, couvrant la production nationale, les importations et les variations des stocks, ainsi que sa répartition entre les exportations, les pertes après récolte, l'alimentation du bétail, l'utilisation des semences, la transformation, la consommation, l'utilisation industrielle et d'autres catégories résiduelles. Recensant tous les produits alimentaires consommés dans le pays et s'appuyant sur les comptes d'utilisation des stocks, les bilans alimentaires constituent un outil essentiel pour analyser la sécurité alimentaire, la nutrition et la performance agricole.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR AGRICOLE DANS LA PROVINCE DE CABINDA - FICHE D'INFORMATION

Date de publication : 26 août 2025



Le projet vise à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois et à la génération de richesse dans la province de Cabinda. Il met l'accent sur la création d'un environnement propice au développement agricole et à la valorisation des chaînes de valeur agricoles, notamment : les cultures vivrières (manioc, bananes, patates douces, arachides et haricots); les cultures de rente (café, cacao et huile de palme); la pêche maritime et continentale ; l'aviculture et les petits ruminants; ainsi que l'horticulture (légumes et fruits).

Projet de développement de la chaîne de valeur agricole dans la province de Cabinda - Fiche d'information | Groupe de la Banque africaine de développement

REVUE DES PÊCHERIES CONTINENTALES AFRICAINES

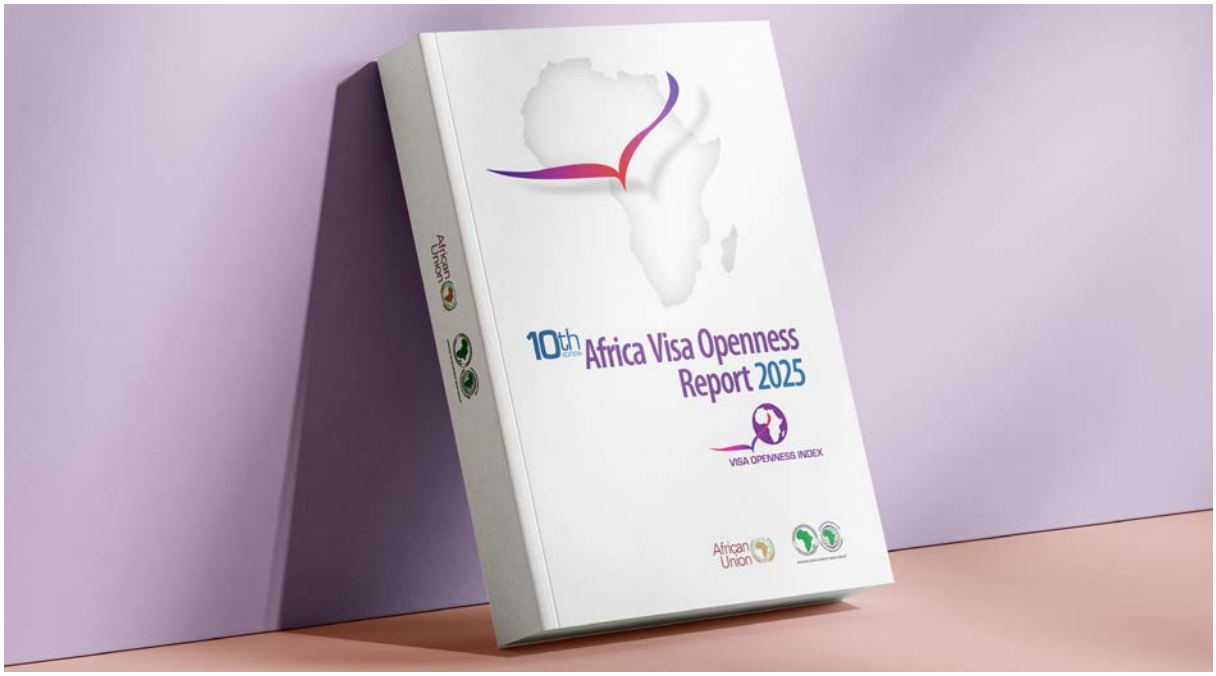
Date de publication : 22 septembre 2025



L'étude souligne l'importance économique, sociale et nutritionnelle considérable de la pêche continentale en Afrique. Le continent produit chaque année plus de 3,3 millions de tonnes de poissons sauvages d'eau douce, générant une valeur estimée à 6,3 milliards d'USD. La pêche continentale fournit des moyens de subsistance à temps plein ou à temps partiel à plus de 10 millions de personnes, dont plus de la moitié sont des femmes, et constitue une source essentielle de protéines animales et de nutriments essentiels pour au moins 300 millions de personnes, y compris les populations vivant dans des zones rurales reculées et fragiles.

Revue des pêcheries continentales africaines | Groupe de la Banque africaine de développement

RAPPORT SUR L'INDICE D'OUVERTURE DES RÉGIMES DE VISA EN AFRIQUE (IOVA) 2025 (10e ÉDITION)



L'Indice d'Ouverture des Régimes de Visas en Afrique (IOVA) mesure dans quelle mesure les pays Africains sont ouverts aux visiteurs en provenance d'autres pays africains, offrant une évaluation objective des exigences en matière de visa à travers le continent. Produit conjointement par le Groupe de la Banque Africaine de Développement et la Commission de l'Union Africaine, l'édition 2025 marque la dixième année de l'Indice et offre une perspective décennale sur les progrès accomplis en faveur de la facilitation de la mobilité des Africains.

S'appuyant sur les données relatives aux politiques de visa des 54 pays africains, le rapport analyse quels pays et quelles Communautés Économiques Régionales (CER) facilitent le plus les voyages des citoyens africains grâce à l'accès sans visa, aux visas à l'arrivée et, de plus en plus, aux systèmes d'autorisation de voyage électronique et d'e-Visa. Il présente les classements actualisés des pays et des CER, les tendances régionales et continentales, ainsi qu'une analyse comparative des évolutions des régimes de visa depuis 2016, mettant en évidence le passage des procédures traditionnelles vers des systèmes plus numériques et simplifiés.

Le Rapport indique que 28.2% des routes de voyage intra-africaines sont désormais exemptées de visa, le niveau le plus élevé depuis le lancement de l'Indice. Cependant, le score moyen d'ouverture des visas du continent a diminué par rapport aux trois années précédentes, avec plus de 51% des voyages intra-africains nécessitant désormais un visa avant le départ, contre 47% en 2024, et la disponibilité des visas à l'arrivée à son niveau le plus bas jamais enregistré. Plusieurs pays ont assoupli leurs conditions d'entrée au cours de la période. Le rapport couvre également l'adoption croissante des systèmes de visa électronique et d'autorisation électronique de voyage, les performances régionales des huit CER de l'UA, ainsi que la relation entre l'ouverture des visas et la mise en œuvre de la ZLECAf et du Protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes.

Parallèlement, l'Indice souligne que d'importants obstacles persistent. De nombreux Africains se heurtent encore à des exigences de visa restrictives lorsqu'ils voyagent dans les pays voisins, limitant les échanges entre les populations, l'entrepreneuriat transfrontalier, la mobilité de la main-d'œuvre et l'intégration des marchés régionaux. En combinant des analyses basées sur les données avec des analyses de politique et des recommandations pratiques, IOVA 2025 constitue un outil clé de plaidoyer et de suivi pour accompagner les États membres dans l'accélération des réformes et l'avancement vers une Afrique plus connectée, compétitive et intégrée.

Rapport sur l'Indice d'Ouverture des Régimes de Visa en Afrique (IOVA) 2025 (10e édition) |African Development Bank Group

ÉVALUATION DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE (ARIA XI)

Réaliser la Communauté économique africaine : Vers une Union douanière continentale africaine et un Marché commun continental africain

Date de publication 12 June 2025



État de l'intégration régionale en Afrique ARIA XI
RÉALISER LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE AFRICAINE : Vers une Union douanière continentale africaine et un Marché commun continental africain |African Development Bank Group

L'Évaluation de l'Intégration Régionale en Afrique (ARIA XI) est la onzième édition de la publication phare conjointe du Groupe de la Banque Africaine de Développement, de la Commission de l'Union Africaine et de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique. Le rapport fournit une évaluation globale et prospective du programme d'intégration régionale et continentale de l'Afrique, en mettant un accent particulier sur la transition du continent vers une Union douanière continentale africaine (AfCCU) et un Marché commun continental africain (AfCCOM).

S'appuyant sur des décennies de travaux analytiques menés dans le cadre de la série ARIA, cette édition positionne la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) comme pierre angulaire de la réalisation de la vision de la Communauté économique africaine énoncée dans le Traité d'Abuja. Elle fait le bilan des progrès accomplis dans l'intégration régionale au sein des Communautés Économiques Régionales (CER) d'Afrique, en examinant les développements en matière d'intégration productive, de convergence macroéconomique, de commerce des biens et services, de connectivité infrastructurelle, d'intégration sociale, de gouvernance, de paix et de sécurité, et de libre circulation des personnes.

ARIA XI combine une analyse théorique et empirique rigoureuse avec des enseignements orientés vers les politiques publiques. Il explore les fondements économiques, le séquençage et les exigences institutionnelles pour passer des zones de libre-échange aux unions douanières et aux marchés communs, en tirant les leçons des CER africaines ainsi que des expériences comparatives de l'Union européenne, du Mercosur et de l'ASEAN. À l'aide de modélisations quantitatives, le rapport évalue les impacts potentiels sur le commerce, le bien-être et les recettes de différents scénarios de tarif extérieur commun continental, mettant en évidence les opportunités et les défis distributifs associés à une intégration plus profonde.

Le rapport passe également en revue l'état de mise en œuvre de la ZLECAf, notamment les progrès accomplis dans le cadre de l'Initiative de commerce guidé, et identifie les contraintes structurelles qui continuent de limiter la réalisation des gains du commerce intra-africain. Il souligne le rôle central que jouent la réduction des barrières non tarifaires, l'harmonisation des politiques et des normes, le renforcement des institutions et la mobilisation d'un financement durable pour appuyer les prochaines phases de l'intégration africaine.

En fournissant des analyses fondées sur des données probantes, des options stratégiques et des recommandations pratique, ARIA XI sert de référence clé pour les décideurs, les institutions régionales et les partenaires au développement. Il soutient une prise de décision éclairée sur la manière dont l'Afrique peut consolider la ZLECAf et progresser résolument vers un marché continental plus intégré, compétitif et résilient, générateur de prospérité partagée.

AFRIQUE DE L'OUEST : REVUE À MI-PARCOURS DU DOCUMENT DE STRATÉGIE D'INTÉGRATION RÉGIONALE (2020-2025), COMBINÉE AVEC LA REVUE DE LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE RÉGIONAL (2024)

Date de publication September 2025



Afrique de l'Ouest : Revue à mi-parcours du Document de stratégie d'intégration régionale (2020-2025), combinée avec la Revue de la performance du portefeuille régional (2024)

Ce rapport présente la Revue à mi-parcours du Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique de l'Ouest (DSIR-AO) 2020-2025, combinée avec la Revue de la performance du portefeuille régional (RPPR) pour 2024. Il propose une évaluation globale du soutien apporté par le Groupe de la Banque africaine de développement à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest à un moment charnière pour la région, marqué par la reprise économique, les pressions climatiques, la fragilité croissante et l'évolution de la dynamique régionale.

Couvrant les quinze pays membres de la CEDEAO, la revue évalue les progrès accomplis dans le cadre des deux piliers stratégiques initiaux — renforcer la connectivité infrastructurelle régionale résiliente au climat et soutenir le développement des entreprises régionales — tout en examinant la pertinence, l'efficacité et la performance des opérations de prêt et hors prêt de la Banque entre 2020 et 2024. Le rapport situe l'agenda d'intégration de l'Afrique de l'Ouest dans un contexte régional complexe caractérisé par des défis sécuritaires, des transitions politiques, la vulnérabilité climatique et des goulets d'étranglement persistants en matière d'infrastructure et de commerce, tout en reconnaissant le fort potentiel économique et les progrès accomplis dans des domaines tels que la libre circulation des personnes.

La revue combinée met en évidence la contribution des opérations régionales financées par la Banque au soutien des corridors de transport et d'énergie, des chaînes de valeur régionales, de l'intégration financière et des systèmes de paiement, ainsi que du renforcement des capacités institutionnelles de la CEDEAO et des organismes associés. Elle documente les tendances de performance du portefeuille, notamment les niveaux d'approbation, les décaissements, les effets de levier et les défis de mise en œuvre, et énonce des mesures correctives pour améliorer les résultats et l'impact pendant la période restante de la stratégie.

Surtout, le rapport reflète une réorientation stratégique de l'engagement de la Banque en Afrique de l'Ouest face à la montée de la fragilité et aux évolutions géopolitiques. Il énonce les priorités révisées pour le reste de la période du DSIR-AO, centrées sur le renforcement de la sécurité des infrastructures et des investissements régionaux, l'amélioration de la résilience, et le renforcement de la gouvernance institutionnelle pour prévenir les crises et promouvoir la cohésion sociale. En intégrant la revue stratégique à l'analyse de la performance du portefeuille, le rapport constitue à la fois un outil de gestion et un guide prospectif, éclairant la conception de la stratégie d'intégration régionale de succession et renforçant le rôle de la Banque en tant que partenaire de premier plan pour le développement d'une Afrique de l'Ouest plus résiliente, connectée et inclusive.



5 THÈMES TRANSVERSAUX



GENRE

INDICATEURS SUR LE GENRE, LA PAUVRETÉ ET L'ENVIRONNEMENT POUR LES PAYS AFRICAINS EN 2025

Date de publication : 30 septembre 2025



La vingt-cinquième édition de la publication des indicateurs du Groupe de la Banque africaine de développement présente un aperçu complet des tendances en matière de développement liées au genre, à la pauvreté, à l'environnement et aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable dans les 54 pays du continent africain. Le rapport est structuré en trois parties : une évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des 17 ODD ; des données comparatives entre pays sur les indicateurs relatifs au genre, à la pauvreté et à l'environnement ; et des statistiques détaillées au niveau national pour chacun de ces thèmes. Il constitue une référence essentielle pour les décideurs, les chercheurs et les praticiens du développement qui suivent les résultats en matière de développement inclusif et durable sur le continent.

Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement pour les pays africains en 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉTUDES DIAGNOSTIQUES PAYS SUR LE GENRE ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

En 2025, la Banque africaine de développement, avec l'appui des Fonds d'investissement climatiques au titre du programme de développement des énergies renouvelables, a produit une série d'études diagnostiques pays sur le genre et les énergies renouvelables pour le Ghana, le Liberia, le Mali, le Lesotho, Madagascar et le Malawi. Ces études évaluent la manière dont les questions de genre sont intégrées dans les cadres énergétiques nationaux, en identifiant les principaux obstacles, les opportunités et les points d'entrée pour soutenir des transitions énergétiques plus inclusives et durables. Chaque diagnostic propose une analyse ciblée et des recommandations pratiques pour éclairer l'élaboration des politiques, des investissements et des programmes, en mettant l'accent sur le renforcement de la participation, du leadership et de l'accès au financement des femmes dans le secteur des énergies renouvelables.



Études diagnostiques pays sur le genre et les énergies renouvelables | Groupe de la Banque africaine de développement

CARTOGRAPHIE DES ASSOCIATIONS DE FEMMES ENTREPRENEURES DE PETITE ET MOYENNE ENVERGURE EN AFRIQUE - RAPPORT GLOBAL 2025

Date de publication : 11 août 2025



Le rapport global examine le rôle des associations de femmes entrepreneures dans le soutien aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes à travers l'Afrique. Il met en évidence leur contribution au renforcement des compétences entrepreneuriales, à la promotion des droits et à l'inclusion économique et financière des femmes, ainsi que leur rôle plus large dans l'élargissement de la participation des femmes à l'économie formelle et à la prise de décision. Consciente de ce potentiel, la Banque africaine de développement, par l'intermédiaire de sa division Société civile et coopération avec les communautés et de l'initiative Action positive pour le financement en faveur des femmes en Afrique, a chargé Deloitte Côte d'Ivoire de recenser les associations de femmes entrepreneures et d'évaluer leurs besoins en matière de renforcement des capacités dans 16 pays africains. L'étude vise à positionner ces associations comme des acteurs stratégiques au sein de l'écosystème d'autonomisation économique des femmes, capables d'influencer les politiques, de faciliter l'accès au financement, de favoriser les partenariats et de soutenir les femmes entrepreneures dans le développement d'entreprises viables et l'accès aux marchés.

Mapping Study of Small to Medium Scale Women Business Associations in Africa-Global Report 2025

ACCROÎTRE LES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES ET L'ACCÈS AU CRÉDIT POUR LES FEMMES DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN OUGANDA, AU KENYA ET AU RWANDA



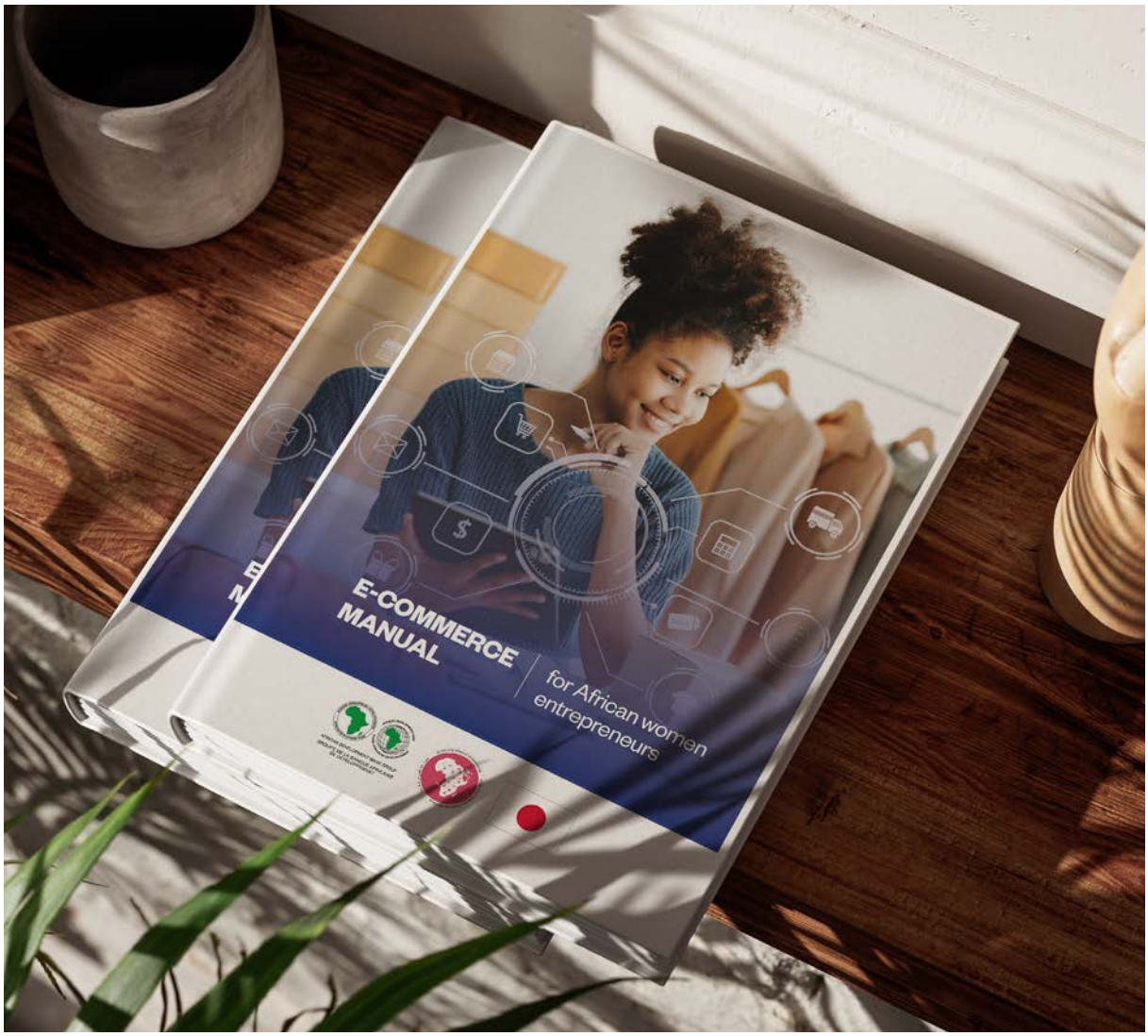
En 2025, la Banque africaine de développement, avec le soutien des Fonds d'investissement climatiques au titre du programme de développement des énergies renouvelables (SREP), a produit une série de rapports pays examinant la manière d'accroitre les opportunités commerciales et l'accès au crédit pour les femmes dans le secteur des énergies renouvelables en Ouganda, au Kenya et au Rwanda. Ces rapports soulignent le rôle du SREP dans l'appui à l'accès à l'énergie grâce à des technologies pérennes, notamment les mini-réseaux, tout en favorisant la croissance économique, en réduisant la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. S'appuyant sur la collaboration du SREP avec les pays partenaires et sur d'importants engagements financiers, les études identifient les principaux obstacles auxquels les femmes entrepreneures sont confrontées et soulignent le potentiel considérable et inexploité des entreprises dirigées par des femmes pour stimuler une croissance inclusive sur les marchés des énergies renouvelables en pleine expansion dans la région.



Accroître les opportunités commerciales et l'accès au crédit pour les femmes dans le secteur des énergies renouvelables en Ouganda, au Kenya et au Rwanda | Groupe de la Banque africaine de développement

MANUEL DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES AFRICAINES

Date de publication : 31 octobre 2025



La publication est le fruit d'une collaboration entre le Groupe de la Banque africaine de développement, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le manuel a pour objectif d'aider les femmes entrepreneures africaines à tirer parti du commerce électronique comme outil de croissance de leur activité, d'accès aux marchés et d'autonomisation économique.

Manuel de commerce électronique pour les femmes entrepreneures africaines | Groupe de la Banque africaine de développement

MALI - PROFIL GENRE PAYS 2024

Date de publication : 04 octobre 2025



Le profil genre du pays examine les progrès réalisés par le Mali dans la promotion de l'égalité des sexes, en soulignant les avancées en matière de participation politique des femmes, de santé maternelle, d'éducation des filles et d'inclusion financière. Il identifie également les écarts persistants et formule des recommandations visant à renforcer l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes, à étendre la protection sociale et à améliorer l'accès à la terre, au financement et aux marchés. Le rapport souligne la nécessité de renforcer la participation des femmes à la gouvernance, à la consolidation de la paix et à l'action climatique, de lutter contre la violence sexiste et les pratiques préjudiciables, et de renforcer la coordination institutionnelle et l'intégration de la dimension de genre dans les processus de planification et de budgétisation.

République du Mali - Profil genre pays – 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

CÔTE D'IVOIRE – PROFIL GENRE PAYS 2024

Date de publication : 04 octobre 2025



Le profil genre pays, élaboré dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, la Banque africaine de développement et ONU Femmes, passe en revue les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire en matière d'égalité des sexes. Il met en évidence les avancées notables enregistrées dans l'accès des femmes à l'éducation et leur représentation accrue dans les institutions publiques, tout en identifiant les défis persistants liés à l'accès aux ressources productives, à l'intégration sur le marché du travail et à la répartition inégale des tâches domestiques non rémunérées. Le rapport recommande des réformes ciblées en matière de droits fonciers et successoraux, un soutien accru aux entreprises dirigées par des femmes et des systèmes de protection sociale renforcés, ainsi qu'une meilleure coordination institutionnelle et l'intégration systématique des questions de genre dans la planification et la budgétisation nationales en vue de contribuer à un développement inclusif et durable.

République de Côte d'Ivoire - Profil genre pays – 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

RÉPUBLIQUE DU CONGO - PROFIL GENRE PAYS 2024

Date de publication : 21 novembre 2025



Le profil genre pays met en évidence les progrès réalisés par la République du Congo dans l'élargissement de l'éducation des filles et le renforcement du cadre juridique en faveur de l'égalité des sexes, tout en soulignant les défis persistants auxquels les femmes sont confrontées. Il s'agit notamment de leur participation limitée à la prise de décision, des niveaux élevés de violence sexiste et des contraintes qui pèsent sur leur autonomisation économique. Le rapport préconise des réformes ciblées visant à renforcer les droits des femmes, à élargir leur accès aux ressources productives et à promouvoir une gouvernance sensible au genre comme fondements d'un développement inclusif et durable.

Congo - Profil Genre Pays | Groupe de la Banque africaine de développement

NUMÉRISATION ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

GAIN DE PRODUCTIVITÉ DE L'AFRIQUE GRÂCE À L'IA - VERS L'EFFICACITÉ DU TRAVAIL, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA TRANSFORMATION INCLUSIVE

Date de publication : 12 décembre 2025



La publication examine le potentiel transformateur de l'intelligence artificielle pour les économies africaines, soulignant comment le développement et le déploiement inclusifs de l'IA pourraient générer jusqu'à 1 000 milliards d'USD de PIB supplémentaire d'ici à 2035, soit près d'un tiers de la production économique actuelle du continent. Elle présente cette opportunité comme réalisable, en s'appuyant sur les atouts démographiques de l'Afrique, le développement des infrastructures numériques et les réformes sectorielles en cours, et souligne le rôle de l'IA dans l'augmentation de la productivité du travail, l'accélération de la croissance économique et le soutien à une transformation structurelle inclusive.

Gain de productivité de l'Afrique grâce à l'IA - vers l'efficacité du travail, la croissance économique et la transformation inclusive | Groupe de la Banque africaine de développement

FICHE D'INFORMATION SUR LE PROJET - ANGOLA - PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

Date de publication : 31 octobre 2025



Le projet de développement de la science et de la technologie appuie les efforts déployés par le gouvernement angolais pour promouvoir la science, la technologie et l'innovation en tant que moteurs du développement. Il vise principalement à renforcer le cadre national de la recherche scientifique et technologique, à améliorer les capacités institutionnelles et à créer un environnement plus propice à l'innovation, en vue de favoriser un écosystème scientifique et technologique dynamique et durable.

Fiche d'information sur le projet - Angola - Projet de développement de la science et de la technologie | Groupe de la Banque africaine de développement

FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

RENFORCER LA COLLABORATION DANS LES DOMAINE HUMANITAIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DANS LES CONTEXTES DE FRAGILITÉ ET DE CONFLIT EN AFRIQUE - BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT - COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE - NOTE D'ORIENTATION

Date de publication : 15 décembre 2025



La note d'orientation conjointe de la Banque africaine de développement et du Comité international de la Croix-Rouge explore la manière dont une collaboration plus étroite entre les acteurs humanitaires et ceux du développement peut avoir un impact plus durable sur le lien action humanitaire-développement-paix. S'appuyant sur des expériences menées dans des contextes de fragilité et de conflit à travers l'Afrique, la note souligne l'importance de combiner la protection humanitaire et les interventions d'urgence avec le financement à long terme, la mise en place de systèmes et la collaboration stratégique avec les institutions de développement. Elle préconise une action plus précoce et mieux coordonnée pour protéger les services et les systèmes essentiels avant qu'ils ne s'effondrent, en tirant parti des avantages comparatifs de chaque acteur. Le respect du droit international humanitaire est au cœur de cette approche, car il contribue à limiter les revers en matière de développement pendant les conflits, à appuyer le redressement et à jeter les bases d'une paix durable.

Note d'orientation BAD- CICR : Renforcer la collaboration dans les domaine humanitaire et du développement dans les contextes de fragilité et de conflit en Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

INVESTIR DANS DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT POUR RÉPONDRE AUX DÉPLACEMENTS FORCÉS EN AFRIQUE

Date de publication : 09 octobre 2025



La publication examine l'ampleur et les répercussions sur le développement des déplacements forcés en Afrique, la région la plus touchée par les déplacements liés aux conflits et à la violence. Elle met en évidence l'augmentation rapide du nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays au cours des 15 dernières années, les crises prolongées affectant à la fois les populations déplacées et les communautés d'accueil. Le rapport souligne comment des pressions multiples – notamment les conflits, la violence et le changement climatique, qui aggrave la situation – continuent de miner la résilience et d'entraîner de nouveaux déplacements. Il plaide en faveur de réponses plus fortes axées sur le développement qui s'attaquent aux causes profondes, soutiennent les communautés d'accueil et renforcent la résilience à long terme, parallèlement à l'aide humanitaire.

Investir dans des activités de développement pour répondre aux déplacements forcés en Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE 2025

Date de publication : 1er octobre 2025

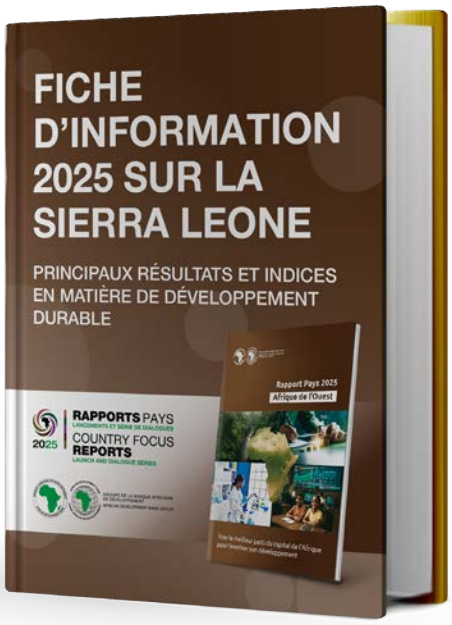


Le Rapport sur le développement durable en Afrique 2025 évalue les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et propose des recommandations stratégiques pour accélérer leur réalisation. Conformément au thème et aux domaines d'intervention du Forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2025, le rapport examine les progrès réalisés dans la réalisation de certains objectifs de développement durable : bonne santé et bien-être (objectif 3), égalité entre les sexes (objectif 5), travail décent et croissance économique (objectif 8), vie aquatique (objectif 14) et partenariats mondiaux (objectif 17). Chaque objectif est examiné par rapport à la cible correspondante de l'Agenda 2063, offrant ainsi une perspective intégrée des priorités de l'Afrique en matière de développement durable.

Rapport sur le développement durable en Afrique 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

FICHE D'INFORMATION 2025 SUR LA SIERRA LEONE – PRINCIPAUX RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Date de publication : 19 août 2025



La fiche d'information met en évidence les efforts continus que déploie la Sierra Leone pour tirer parti de son capital naturel et humain, en vue de soutenir la reprise et la transformation économiques, avec l'appui d'un portefeuille de 265,85 millions d'USD de la Banque africaine de développement. Malgré les pressions exercées par l'inflation et la vulnérabilité climatique, les progrès réalisés dans le cadre du Plan national de développement à moyen terme « Big Five Game Changers » contribuent à la réalisation de résultats en matière de développement durable alignés sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Fiche d'information 2025 sur la Sierra Leone – principaux résultats en matière de développement durable | Groupe de la Banque africaine de développement

FICHE D'INFORMATION 2025 SUR LE SÉNÉGAL – PRINCIPAUX RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Date de publication : 19 août 2025

La fiche d'information met en évidence la récente performance économique du Sénégal, marquée par le démarrage de la production pétrolière à grande échelle dans le champ de Sangomar et une forte croissance de 6,9 % en 2024-2025. Bien que les pressions budgétaires persistent, notamment en raison d'une dette publique élevée, le pays a entrepris des réformes en matière de transparence et des mesures d'assainissement budgétaire. Avec une croissance qui devrait atteindre 10,3 % en 2025, soutenue par l'augmentation de la production pétrolière et un portefeuille actif de 2,6 milliards d'USD de la Banque africaine de développement, le Sénégal poursuit son programme de développement à long terme dans le cadre de la vision Sénégal 2050, la gestion efficace des ressources et les réformes structurelles restant des éléments essentiels à une transformation durable et inclusive.

Fiche d'information 2025 sur le Sénégal – Principaux résultats en matière de développement durable | Groupe de la Banque africaine de développement



FICHE D'INFORMATION 2025 SUR CABO VERDE – PRINCIPAUX RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Date de publication : 19 août



La fiche d'information met en évidence la bonne performance économique continue de Cabo Verde, avec une croissance du PIB de 7,3 % en 2024 et une prévision de 5,3 % en 2025, tirée par la reprise du tourisme et la résilience des services. L'inflation a baissé à 1,0 % en 2024, tandis que les mesures d'assainissement budgétaire ont réduit le déficit budgétaire et considérablement diminué la dette publique. Malgré ces progrès, le pays est confronté à un déficit de financement persistant, à un taux de chômage élevé chez les jeunes et à une économie informelle très répandue. S'appuyant sur de solides références en matière de gouvernance, sur les progrès réalisés dans le domaine de la finance verte et sur une intégration plus poussée dans la zone de libre-échange continentale africaine, Cabo Verde poursuit ses réformes, avec des partenariats stratégiques, notamment avec la Banque africaine de développement, le Portugal et l'Union européenne, qui jouent un rôle clé dans l'appui à un développement inclusif et climato-résilient.

Fiche d'information 2025 sur Cabo Verde – Principaux résultats en matière de développement durable | Groupe de la Banque africaine de développement



REVUE SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT AU BÉNIN 2025

Date de publication : 13 février 2025



La Revue sur l'efficacité du développement au Bénin évalue le partenariat entre le Bénin et la Banque africaine de développement (BAD ou la Banque), au cours de la dernière décennie (2013-2023), dans le domaine de l'appui au développement du pays, en mettant en évidence les réalisations, les défis et les perspectives.

Revue sur l'efficacité du développement au Bénin 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

PROJET DE FEUILLE DE ROUTE NATIONALE POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE (NCER)

Date de publication : 11 mars 2025



Le dépliant présente le projet de Feuille de route nationale pour l'économie circulaire (NCER), lancé par le Fonds africain pour l'économie circulaire de la Banque africaine de développement, en partenariat avec l'Alliance africaine pour l'économie circulaire. La NCER vise à accélérer la transition de l'Afrique vers une économie circulaire, en fournissant une base stratégique pour un changement systémique. Elle décrit les principaux cadres permettant de soutenir une transformation de l'ensemble de la société, notamment les réformes stratégiques, les incitations pour les initiatives circulaires du secteur privé, le renforcement des capacités institutionnelles et une collaboration mondiale accrue.

Projet de feuille de route nationale pour l'économie circulaire | Groupe de la Banque africaine de développement

PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU FONDS AFRICAIN POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Date de publication : 13 mars 2025



Le document présente les principes de fonctionnement du Fonds africain pour l'économie circulaire (ACEF), un fonds fiduciaire multidonateurs géré par la Banque africaine de développement et destiné à soutenir la transition de l'Afrique vers un modèle de croissance inclusive et verte, grâce à l'économie circulaire. Il présente les domaines d'intervention stratégiques de l'ACEF, ses modalités de gouvernance et de fonctionnement, ses critères d'admissibilité, son cycle de projet, ses pratiques en matière de rapports et ses orientations à l'intention des partenaires intéressés à rejoindre le Fonds en tant que donateurs.

Principes de fonctionnement du Fonds africain pour l'économie circulaire | Groupe de la Banque africaine de développement

PROGRAMME AFRICIRCULAR INNOVATORS

Date de publication : 11 mars 2025



Programme AfriCircular Innovators | Groupe de la Banque africaine de développement

Le dépliant présente le Programme AfriCircular Innovators, soutenu par le Fonds africain pour l'économie circulaire de la Banque africaine de développement, en partenariat avec l'Alliance africaine pour l'économie circulaire. Le programme promeut et encourage les initiatives en faveur de l'économie circulaire à travers l'Afrique, en soutenant des solutions innovantes qui favorisent une croissance durable et inclusive et accélèrent la transition du continent vers une économie circulaire.

ALLIANCE AFRICAINE POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : TRACER LA VOIE DE L'AFRIQUE VERS LA CIRCULARITÉ

Date de publication : 11 mars 2025



Le dépliant présente l'Alliance africaine pour l'économie circulaire, une coalition de pays africains dirigée par les gouvernements et engagée à faire progresser la transition du continent vers une économie circulaire. L'Alliance vise à stimuler la croissance économique, la création d'emplois et les résultats environnementaux positifs en promouvant les politiques, la collaboration et les actions en faveur de l'économie circulaire sur le continent africain.

Alliance africaine pour l'économie circulaire | Groupe de la Banque africaine de développement

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN AFRIQUE AU FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE 2025

Date de publication : 03 juillet 2025



La publication rend compte de la présence forte et coordonnée de l'Afrique au Forum mondial de l'économie circulaire 2025, soulignant le rôle clé de ce forum dans la promotion de l'agenda du continent en matière d'économie circulaire dans le cadre des discussions mondiales. Grâce à une large participation physique et virtuelle, la collaboration entre l'Alliance africaine pour l'économie circulaire et le Fonds africain pour l'économie circulaire a aidé à mettre en évidence les priorités, les perspectives et les solutions africaines, renforçant ainsi la voix du continent dans la mise en place d'une transition vers une économie circulaire plus inclusive et connectée à l'échelle mondiale.

L'économie circulaire en Afrique au Forum mondial de l'économie circulaire 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

FEUILLE DE ROUTE NATIONALE POUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DU TCHAD (2025–2035)

Date de publication : 10 juillet 2025



La feuille de route décrit un changement stratégique dans la trajectoire de développement du Tchad vers une économie plus résiliente, inclusive et durable sur le plan environnemental. Élaborée avec le soutien du Fonds africain pour l'économie circulaire de la Banque africaine de développement, en partenariat avec l'Alliance africaine pour l'économie circulaire, elle présente une vision nationale globale pour promouvoir l'économie circulaire. Axée sur six secteurs prioritaires (les systèmes agroalimentaires, la gestion des déchets, les plastiques, l'énergie, l'eau et la construction), la feuille de route adopte une approche intégrée et intersectorielle et définit un plan d'action séquentiel comprenant des mesures réalisables et à fort impact. Grâce à ce cadre, elle vise à renforcer les capacités institutionnelles, à mobiliser les investissements verts, à créer des emplois et à améliorer la résilience économique à long terme du Tchad.

Feuille de route nationale pour l'économie circulaire du Tchad 2025 - 2035 | Groupe de la Banque africaine de développement

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN AFRIQUE

Date de publication : 21 août 2025



La publication présente l'économie circulaire comme un modèle de production et de consommation qui encourage le partage, la location, la réutilisation, la réparation, la remise à neuf et le recyclage des matériaux et des produits aussi longtemps que possible. Elle souligne la pertinence des principes de l'économie circulaire pour le développement de l'Afrique, en mettant l'accent sur le potentiel existant pour favoriser l'utilisation efficace des ressources, réduire les déchets, créer des emplois et promouvoir une croissance inclusive et durable sur le continent.

L'économie circulaire en Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

URBANISATION

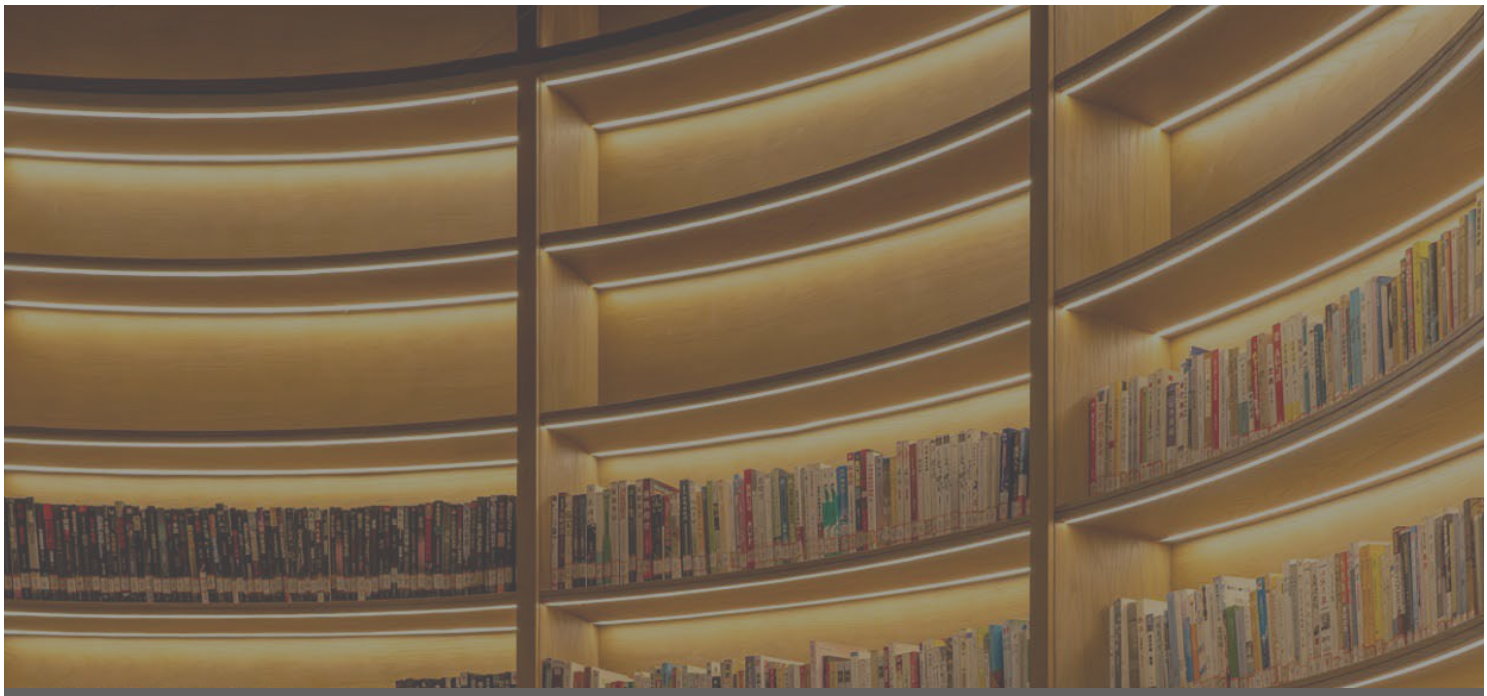
DYNAMIQUES DE L'URBANISATION AFRICAINE 2025 - PLANIFIER L'EXPANSION URBAINE

Date de publication : 11 mars 2025

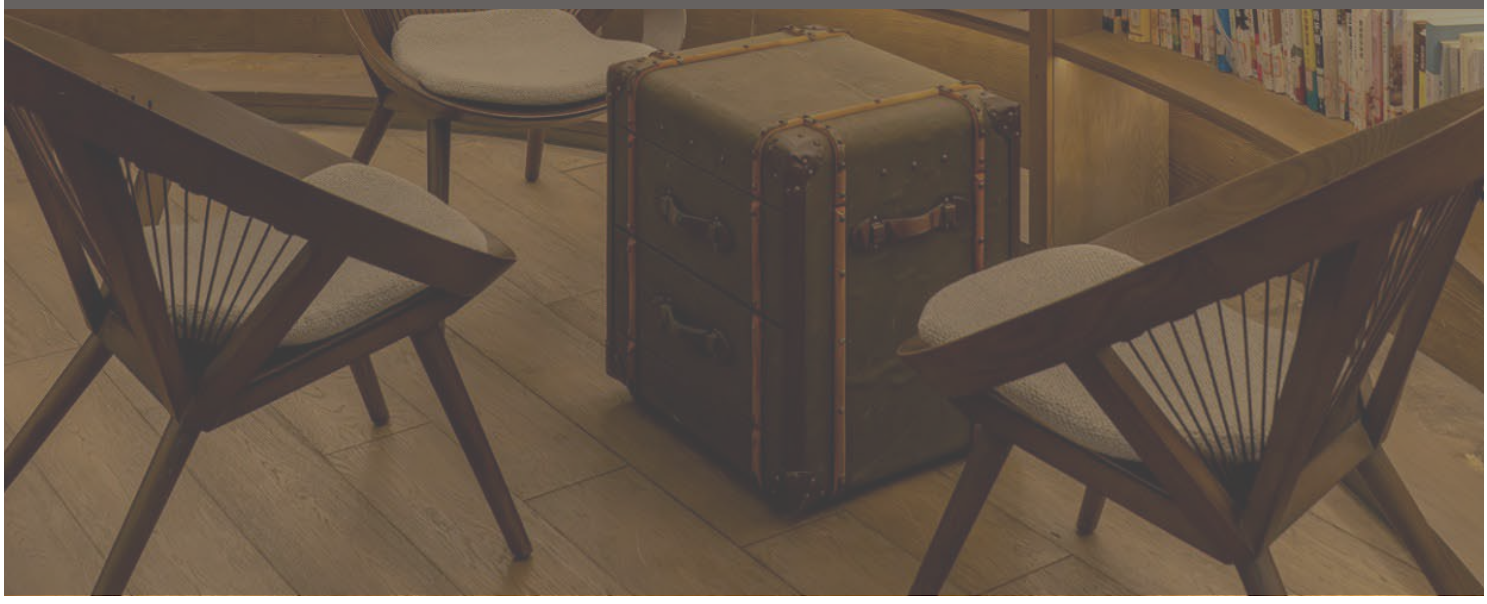


Le rapport, produit conjointement par la Banque africaine de développement, l'OCDE et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, examine la croissance urbaine rapide de l'Afrique et ses implications pour le développement durable. Il souligne que la population urbaine africaine devrait doubler d'ici à 2050, ajoutant près de 950 millions de personnes aux villes principales et secondaires, ce qui créera à la fois d'importantes opportunités économiques et des défis urgents liés aux infrastructures, aux inégalités et à la durabilité environnementale. Axée sur le thème Des villes durables pour une croissance inclusive, l'édition 2025 explore la manière dont une planification urbaine intégrée, des systèmes de transport améliorés, un accès élargi aux services de base et des capacités renforcées des collectivités locales peuvent favoriser le développement de villes productives, résilientes et équitables. S'appuyant sur des études de cas provenant de tout le continent, le rapport présente des recommandations stratégiques pratiques, telles que le développement d'infrastructures résilientes au climat, l'exploitation de solutions numériques pour la gestion urbaine et le renforcement des villes secondaires, afin d'aligner la trajectoire d'urbanisation de l'Afrique sur l'Agenda 2063 et les objectifs de développement durable.

Dynamiques de l'urbanisation africaine 2025 - Planifier l'expansion urbaine | Groupe de la Banque africaine de développement



6 POLITIQUES, STRATÉGIES, GUIDES, MANUELS ET DOCUMENTS D'ORIENTATION DE LA BANQUE



PROCÉDURES

PROCÉDURES D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LES PRODUITS DE CONNAISSANCE DU GROUPE DE LA BANQUE

Date de publication : 02 octobre 2025



Le rapport propose des procédures d'assurance qualité pour les produits de connaissance du Groupe de la Banque (QAPKP), un cadre complet conçu pour renforcer la qualité, la cohérence et la gouvernance des produits de connaissance du Groupe de la Banque tout au long de la chaîne de valeur, depuis l'identification et la préparation jusqu'à l'examen, l'approbation et la diffusion. Il présente de nouveaux instruments institutionnels, notamment des directives présidentielles, une matrice de délégation des pouvoirs (MDP), la création officielle du Comité de gestion des connaissances (KMC) et l'intégration d'un chapitre consacré aux produits de connaissance dans le manuel des opérations.

https://vcda.afdb.org/en/report/quality-assurance-procedures-bank-group-knowledge-products

CATALOGUES

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DU GROUPE DE LA BANQUE 2024

Date de publication : 28 avril 2025



Le catalogue des publications du Groupe de la Banque 2024 souligne le rôle essentiel des connaissances dans la mission du Groupe de la Banque africaine de développement, qui consiste à accélérer la croissance et le développement de l'Afrique. Au-delà du financement, le catalogue met en évidence la manière dont la Banque tire parti des connaissances pour éclairer les politiques, stimuler l'innovation et soutenir le développement durable en reliant les expériences, les idées et les solutions africaines à l'expertise mondiale. Il présente les publications de la Banque comme une plateforme pour la prise de décisions avisées, l'échange de connaissances et la promotion d'un développement inclusif et résilient sur le continent.

Catalogue des publications du Groupe de la Banque 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

PROGRAMME D'ACCÉLÉRATION DE L'ADAPTATION EN AFRIQUE - CATALOGUE DES INVESTISSEMENTS DANS L'ADAPTATION

Date de publication : 14 novembre 2025



Le catalogue met en évidence les progrès réalisés par l'Afrique dans la mise en œuvre de mesures concrètes d'adaptation au changement climatique dans le cadre du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique. Dirigé par la Banque africaine de développement et ses partenaires, ce programme a intégré la résilience climatique dans plus de 84 opérations menées dans 46 pays, bénéficiant à près de 60 millions de personnes. S'appuyant sur ces réalisations, le Catalogue des investissements dans l'adaptation présente 33 projets prêts à être financés dans les domaines de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie et des infrastructures résilientes, représentant 640 millions d'USD d'opportunités de cofinancement. Ces projets sont conçus pour être mis en œuvre rapidement et démontrent la manière dont le financement de l'adaptation peut stimuler l'innovation, appuyer les moyens de subsistance et renforcer la résilience à long terme sur le continent.

AAAP- Catalogue des investissements dans l'adaptation | Groupe de la Banque africaine de développement

MANUELS

MANUEL DES PRODUITS FINANCIERS 2025-2026

Date de publication : 05 mai 2025

Manuel des produits financiers 2025-2026 pour approfondir la relation avec les clients et stimuler l'impact sur le développement



Le Manuel des produits financiers 2025-2026 offre un aperçu complet et convivial de la gamme complète d'instruments financiers du Groupe de la Banque africaine de développement, notamment les prêts, les garanties, les prises de participation et les solutions de gestion des risques. Élaboré par le département Syndications, Forum pour l'investissement en Afrique et Solutions clients, le manuel est destiné à aider le personnel de la Banque, ses clients et ses partenaires à structurer des transactions innovantes et à répondre aux besoins de financement en constante évolution à travers l'Afrique. Il sert de référence pratique pour approfondir la relation avec les clients, améliorer la transparence et renforcer le rôle catalyseur de la Banque dans la mobilisation de capitaux et la réalisation d'impacts sur le développement.

Manuel des produits financiers 2025-2026 | Groupe de la Banque africaine de développement

PLANS D'ACTION ET GUIDES

PLAN D'ACTION DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET D'INVESTISSEMENT 2025-2029

Date de publication : 14 novembre 2025



Le Plan d'action de gestion des ressources naturelles et d'investissement (NRAP) 2025-2029 définit la manière dont la Banque africaine de développement mettra en œuvre sa Stratégie décennale 2.0 dans le domaine des ressources naturelles, en favorisant un développement durable et inclusif. Le plan donne la priorité à une gouvernance, une transparence et une responsabilité accrues pour faire en sorte que les richesses naturelles de l'Afrique profitent équitablement à sa population, tout en favorisant la valeur ajoutée et l'industrialisation grâce à la transformation locale et à la diversification économique. Il aligne la gestion des ressources naturelles sur la croissance verte en intégrant la résilience climatique, la durabilité environnementale et la protection de la biodiversité, et met l'accent sur la coopération régionale, la gestion transfrontalière des ressources et le renforcement des capacités, en vue de faire des ressources naturelles le fondement d'une croissance économique inclusive à long terme et d'une amélioration des moyens de subsistance.

Plan d'action de gestion des ressources naturelles et d'investissement 2025–2029 | Groupe de la Banque africaine de développement

INITIATIVE INNOVATION SUR LES DONNÉES POUR L'AFRIQUE (DI4A) – GUIDE PRATIQUE POUR L'APPLICATION DU MODÈLE DE MATURITÉ DE L'INNOVATION SUR LES DONNÉES DE LA BAD

Date de publication : 17 novembre 2025



L'initiative Innovation sur les données pour l'Afrique (DI4A) – Guide pratique pour l'application du modèle de maturité de l'innovation sur les données de la BAD, publié le 17 novembre 2025, résume les premiers enseignements tirés de l'initiative DI4A lancée en 2023 par le Département des statistiques de la Banque africaine de développement dans le cadre du programme Autoroute de l'information en Afrique. Ce guide présente les fondements, les étapes importantes et les premiers résultats de l'initiative, en réponse à l'intérêt croissant des offices nationaux de la statistique africains pour l'intégration de l'innovation dans leurs activités. Il met en évidence la manière dont un soutien ciblé et catalyseur a permis la création de laboratoires d'innovation sur les données, démontre comment l'innovation peut renforcer les écosystèmes nationaux de données et améliorer la réactivité et l'impact, et fournit des conseils pratiques, fondés sur l'expérience, pour aider les pays à appliquer le modèle de maturité de l'innovation sur les données de la BAD dans des situations réelles.

L'initiative Innovation sur les données pour l'Afrique (DI4A) – Guide pratique pour l'application du modèle de maturité de l'innovation sur les données de la BAD | Groupe de la Banque africaine de développement



7 RAPPORTS SPÉCIAUX

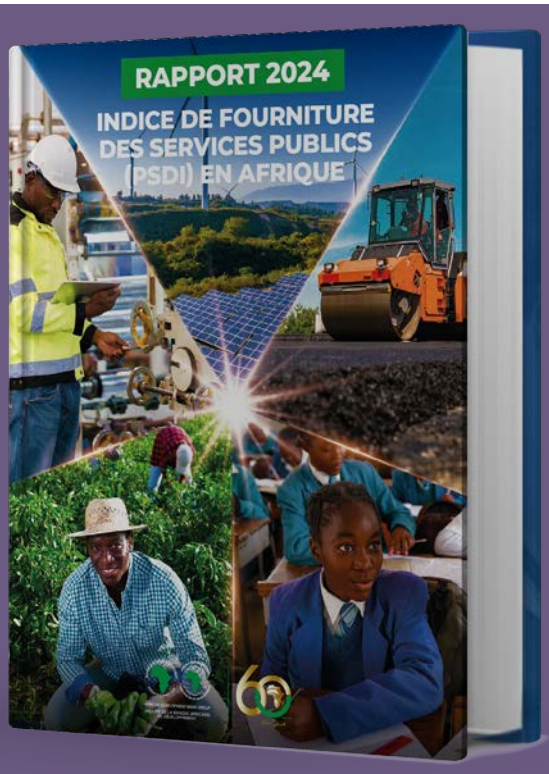
INDICE DE FOURNITURE DES SERVICES PUBLICS EN AFRIQUE

RAPPORT PRINCIPAL

Indice de fourniture des services publics en Afrique - Rapport 2024

Date de publication : 29 mai 2025

Le Rapport sur l'indice de fourniture des services publics en Afrique – 2024, publié le 29 mai 2025, présente le premier outil de référence à l'échelle du continent mis au point par la Banque africaine de développement pour évaluer l'efficacité et l'équité de la fourniture des services publics dans 52 pays africains. À l'aide d'un indice multidimensionnel qui combine des données sur l'accès, la qualité, l'équité et l'efficacité des ressources dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de la protection sociale, le rapport fait ressortir de grandes disparités dans les résultats entre les régions et en leur sein, montrant qu'un revenu national plus élevé ne se traduit pas automatiquement par de meilleurs services. Il met en évidence la gouvernance, la capacité institutionnelle et la gestion des ressources comme des déterminants essentiels de la performance, et propose des recommandations stratégiques axées sur le renforcement des systèmes de données, le ciblage plus efficace des investissements, l'amélioration de la cohérence des politiques et le renforcement de la participation citoyenne, de la décentralisation et de la gestion axée sur la performance, en vue d'améliorer les services publics en tant que fondement d'un développement inclusif.

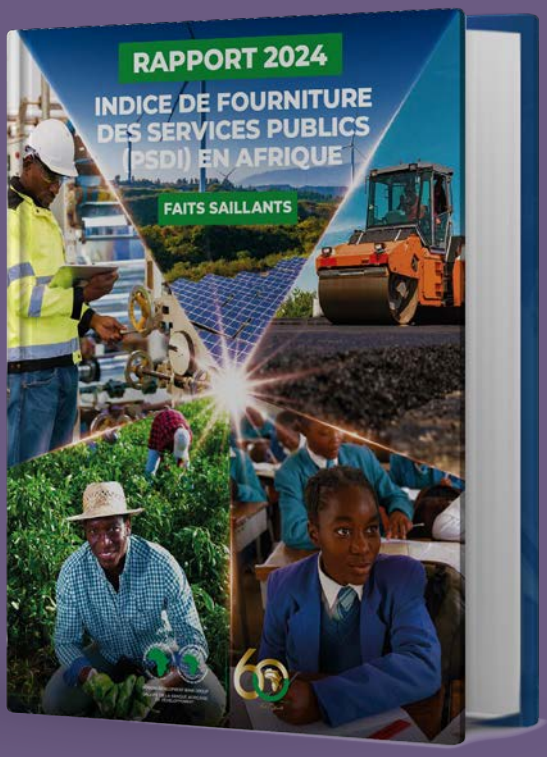


Indice de fourniture des services publics en Afrique - Rapport 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

INDICE DE FOURNITURE DES SERVICES PUBLICS EN AFRIQUE – POINTS SAILLANTS DU RAPPORT 2024

Date de publication : 29 mai 2025

Le Rapport sur l'indice de fourniture des services publics en Afrique 2024 - Points saillants - présente la première évaluation à l'échelle continentale réalisée par la Banque africaine de développement sur la performance, l'équité et l'efficacité de la fourniture des services publics en Afrique. Sur la base de 100 indicateurs et d'une enquête sur la perception des ménages, le PSDI évalue cinq dimensions et fait état d'un faible score moyen continental de 45,39 sur 100, ce qui souligne d'importantes lacunes dans la fourniture des services. Les faiblesses étaient plus accentuées dans les domaines de l'industrialisation, des systèmes alimentaires et de l'intégration régionale, tandis que l'énergie et l'électricité ainsi que l'inclusion socioéconomique affichaient une performance relativement meilleure. Les conclusions mettent en évidence des défis persistants, notamment la médiocrité des infrastructures, la faiblesse des chaînes de valeur agricoles, la mobilité régionale limitée, les disparités entre les sexes et les jeunes, et la mauvaise qualité des services. Elles préconisent des réformes fondées sur des données probantes, une participation citoyenne plus forte et l'apprentissage entre pairs, en vue d'améliorer les services publics essentiels à la réalisation des ODD, de l'Agenda 2063 et des priorités High-5 de la Banque.



Rapport sur l'indice de fourniture des services publics en Afrique 2024 - Points saillants | Groupe de la Banque africaine de développement

RAPPORT SUR LA PERFORMANCE ET LES RÉSULTATS DU FAD-16

Date de publication : 09 octobre 2025



Le Rapport sur la performance et les résultats du FAD-16 résume la performance au titre du 16e cycle de reconstitution (2023-2025) des ressources du Fonds africain de développement, en montrant qu'elle est restée solide en 2024, malgré un environnement opérationnel difficile. Le rapport met en évidence les progrès réalisés dans deux domaines stratégiques, ainsi que les avancées dans les priorités transversales. Il fournit également des informations actualisées sur les opérations approuvées et présente les résultats attendus en matière de développement, en soulignant le rôle du FAD-16 dans l'appui à une croissance inclusive et résiliente dans les pays africains à faible revenu.

Rapport sur la performance et les résultats du FAD-16 - octobre 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

CADRE STRATÉGIQUE D'ACTIONS CLÉS EN FAVEUR DE LA RÉALISATION D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE

Date de publication : 15 février 2025



Le Cadre stratégique d'actions clés en faveur de la réalisation d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique décrit la manière dont l'Afrique peut concrétiser la vision de l'Agenda 2063 grâce à une croissance inclusive, un développement durable et une profonde transformation structurelle. S'appuyant sur les engagements pris par l'Afrique dans le cadre d'initiatives mondiales telles que les ODD et l'Accord de Paris, le rapport présente les priorités High-5 du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) – alimenter l'Afrique en énergie, transformer l'agriculture, industrialiser, intégrer les régions et améliorer la qualité de vie – comme les principaux moteurs du changement. Il fournit une feuille de route claire des actions prioritaires à mener par les pays africains et leurs partenaires au développement pour accélérer la croissance, libérer le potentiel du continent et traduire les aspirations de l'Agenda 2063 en résultats concrets en matière de développement.

Cadre stratégique d'actions clés en faveur de la réalisation d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

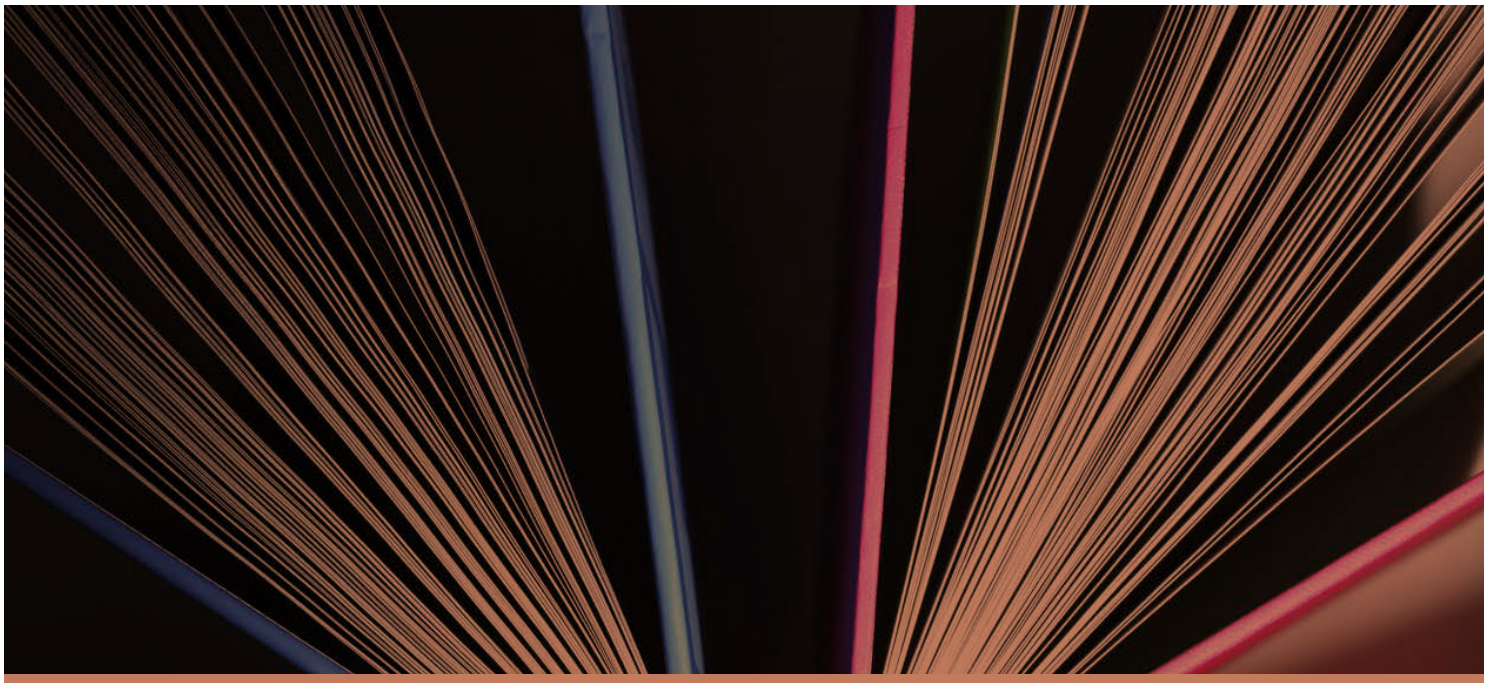
IMPACTS DE L'AUGMENTATION DES DROITS DE DOUANE DES ÉTATS-UNIS SUR L'AFRIQUE

Date de publication : 17 décembre 2025

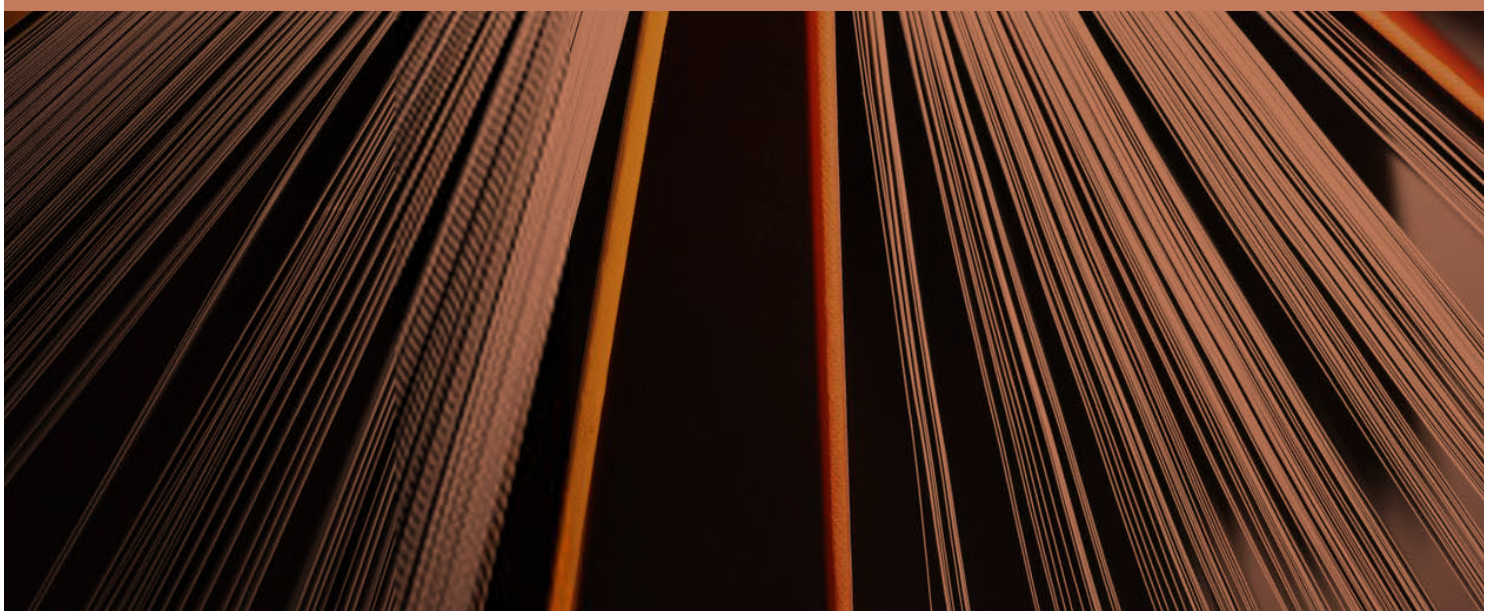


L'analyse des répercussions de l'augmentation des droits de douane des États-Unis sur l'Afrique montre que, même si l'exposition commerciale globale de l'Afrique aux États-Unis est relativement faible, la hausse de ces droits de douane pourrait tout de même avoir des effets considérables sur certains pays et secteurs d'exportation. L'Afrique n'exporte qu'environ 5 % de ses exportations totales de marchandises vers les États-Unis et représente une part très faible du commerce américain, mais un groupe de pays africains dépendent davantage du marché américain que la moyenne continentale. Les résultats de la modélisation suggèrent que l'impact macroéconomique sur le PIB de l'Afrique serait modeste — une baisse d'environ 0,07 % en cas d'augmentation des droits de douane de 10 points de pourcentage et de 0,21 % dans le cas d'un scénario de réciprocité totale des droits de douane — mais l'impact commercial serait beaucoup plus marqué, les exportations africaines vers les États-Unis chutant respectivement de 8,1 % et jusqu'à 21,5 %. Cela indique que, même si les effets sur la croissance à l'échelle du continent pourraient être limités, les augmentations tarifaires pourraient perturber considérablement les recettes d'exportation des économies africaines plus dépendantes vis-à-vis des États-Unis.

Impacts de l'augmentation des droits de douane des États-Unis sur l'Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement



8 RAPPORTS D'ÉVALUATION INDÉPENDANTE DU DÉVELOPPEMENT



RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LA VALIDATION DES RAPPORTS D'ACHÈVEMENT DE PROJET ET DE SUPERVISION ÉLARGIE 2022-2023

Date de publication : mai 2025



Rapport de synthèse sur la validation des rapports d'achèvement de projet et de supervision élargie 2022-2023 | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

Le Rapport de synthèse sur la validation des rapports d'achèvement de projet et de supervision élargie 2022-2023 résume la manière dont le Groupe de la Banque africaine de développement évalue la performance de ses opérations souveraines et non souveraines à travers des auto-évaluations et des revues indépendantes. S'appuyant sur la validation par l'Évaluation indépendante du développement de 130 rapports d'achèvement de projet et de 18 rapports de supervision élargie, la synthèse évalue les résultats des projets, la qualité des autoévaluations et l'efficacité des systèmes de suivi et d'évaluation. Elle met en évidence les forces et les faiblesses de la mise en œuvre et des rapports, et tire les enseignements clés visant à renforcer la mesure des résultats, l'apprentissage institutionnel et la responsabilité dans l'ensemble des opérations de la Banque.

ÉVALUATION GROUPÉE DES PROJETS FERROVIAIRES ET AÉRIENS DE LA BAD (2012-2023)

Date de publication : 20 Mai 2025



Évaluation groupée des projets ferroviaires et aériens de la BAD (2012-2023)| IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

L'Évaluation groupée des projets ferroviaires et aériens de la BAD (2012-2023) porte sur 16 opérations ferroviaires et aériennes soutenues par le Groupe de la Banque africaine de développement dans ses pays membres régionaux. Réalisée par l'Évaluation indépendante du développement, cette évaluation complète les évaluations antérieures des projets routiers et portuaires et contribue à un examen plus large du soutien apporté par la Banque au secteur des transports au cours de la même période. Elle examine la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des projets, ainsi que l'additionnalité de certaines opérations non souveraines, et tire des enseignements pour renforcer la conception et la performance des futurs investissements dans les transports.

BOTSWANA : ÉVALUATION À MI-PARCOURS DE LA STRATÉGIE ET DU PROGRAMME PAYS DE LA BAD (2022-2026)

Date de publication : 18 mars 2025



Botswana : Évaluation à mi-parcours de la stratégie et du programme pays de la BAD (2022-2026) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

Le document Botswana : Évaluation à mi-parcours de la stratégie et du programme pays de la BAD (2022-2026) passe en revue les progrès réalisés dans le cadre de huit opérations soutenues par la Banque africaine de développement, sur la base d'une évaluation indépendante. L'évaluation conclut que la stratégie pays est bien alignée sur les priorités nationales du Botswana et les objectifs de la Banque, en particulier en matière de gouvernance économique, de développement du secteur privé et d'infrastructures. Toutefois, elle identifie des difficultés de mise en œuvre, notamment des retards dans l'accès à l'énergie et les projets d'énergie renouvelable dus à des goulets d'étranglement en matière de passation de marchés et à des capacités institutionnelles limitées, tout en notant que, même si la résilience budgétaire s'est améliorée, la diversification économique et les investissements du secteur privé continuent de se heurter à des contraintes structurelles, ce qui souligne la nécessité de prendre des mesures correctives pour renforcer la mise en œuvre pendant le reste de la période couverte par la stratégie.

UNE DÉCENNIE DE MOBILITÉ : ÉVALUATION DE L'APPUI DE LA BAD AU SECTEUR DES TRANSPORTS (2012-2023)

Date de publication : 20 mai 2025



Une décennie de mobilité : évaluation de l'appui de la BAD au secteur des transports (2012-2023) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

Le document Une décennie de mobilité : évaluation de l'appui de la BAD au secteur des transports (2012-2023) examine la manière dont le Groupe de la Banque africaine de développement a soutenu les transports routiers, ferroviaires, aériens, fluviaux et urbains au cours de la dernière décennie, en mettant l'accent sur la connectivité régionale. Réalisée par l'Évaluation indépendante du développement, cette évaluation conclut que les interventions de la Banque dans le domaine des transports étaient bien alignées sur les cadres internationaux, les priorités nationales et les stratégies de la BAD, et qu'elles ont contribué à améliorer la connectivité, la facilitation des échanges, l'intégration régionale et la croissance économique, grâce à une collaboration renforcée avec les partenaires au développement. Elle souligne toutefois des défis persistants liés à l'efficacité, à la viabilité à long terme, à la résilience climatique, à l'inclusion des femmes et à la participation du secteur privé, en partie dus à la rigidité des procédures et à la capacité institutionnelle limitée. Le Rapport conclut par des enseignements et des recommandations visant à renforcer les futurs investissements dans les transports, grâce à une meilleure conception des projets, une résilience et une inclusion accrues, un meilleur entretien et une participation des parties prenantes et une mise en œuvre plus efficaces.

ÉVALUATION DU FONDS SPÉCIAL DU NIGERIA

Date de publication : mai 2025



Évaluation du Fonds spécial du Nigeria | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

L'évaluation du Fonds spécial du Nigeria (FSN) examine la performance du FSN en tant qu'instrument de financement au sein de la Banque africaine de développement, sur la base d'un examen indépendant réalisé par l'Évaluation indépendante du développement sur 23 projets mis en œuvre dans 16 pays africains. L'évaluation conclut que le Fonds spécial du Nigeria a joué un rôle utile en « comblant les déficits », en complétant les ressources concessionnelles et en répondant avec souplesse aux besoins urgents des pays à faible revenu. L'évaluation a jugé l'efficacité et l'efficience des projets satisfaisantes. Cependant, son impact global a été limité par sa petite taille, ses conditions restrictives, des problèmes de conception structurelle et sa faible visibilité, ce qui soulève des questions quant à sa pertinence à long terme en tant que guichet de financement autonome. Le rapport met en évidence les enseignements tirés des économies d'échelle, l'importance de la visibilité et la valeur d'un financement flexible, et recommande un dialogue stratégique avec les autorités nigérianes sur l'avenir du Fonds, parallèlement à des mesures visant à renforcer son efficacité, son efficience et sa communication.

RAPPORT 2025 DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT DES ACTIONS DE LA DIRECTION (MARS) : ÉTAT D'ADOPTION DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION INDÉPENDANTE DU DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 19 décembre 2025



Rapport 2025 du Système d'enregistrement des actions de la Direction (MARS) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

Le Rapport 2025 du Système d'enregistrement des actions de la Direction (MARS) examine l'efficacité avec laquelle la Banque africaine de développement a donné suite aux recommandations issues des évaluations indépendantes menées par l'Évaluation indépendante du développement. Après avoir suivi 129 recommandations issues de 50 évaluations à travers 360 plans d'action de la direction, le rapport constate que l'alignement sur les recommandations de l'IDEV reste élevé, à 95 %, tandis que la mise en œuvre s'est légèrement améliorée, à 81 %. Toutefois, les progrès continuent d'être freinés par des retards, la plupart des plans d'action ayant été achevés en retard et la durée moyenne des retards ayant augmenté par rapport à l'année précédente. L'adoption globale des recommandations combinant alignement et mise en œuvre a été jugée globalement substantielle à modérée, les retards étant identifiés comme le principal obstacle. Le rapport signale également un petit nombre d'actions en retard important et propose de retirer les recommandations qui ont été pleinement mises en œuvre, renforçant ainsi le MARS en tant qu'outil clé de responsabilité et d'apprentissage au sein de la Banque.

ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE « UNE SEULE BANQUE » DE LA BAD

Date de publication : 07 novembre 2025



Évaluation de la mise en œuvre de l'approche « Une seule Banque » de la BAD | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

L'évaluation de la mise en œuvre de l'approche « Une seule Banque » de la BAD examine la mesure dans laquelle cette approche a renforcé la responsabilité, l'efficacité et la collaboration au sein du Groupe de la Banque africaine de développement. Réalisée par l'Évaluation indépendante du développement, l'évaluation conclut que l'approche « Une seule Banque » est bien alignée sur les stratégies institutionnelles de la Banque et qu'elle a amélioré la coordination, clarifié les rôles, renforcé la gestion budgétaire et favorisé une culture organisationnelle plus intégrée. Toutefois, elle identifie également des défis persistants, notamment la complexité des processus, la faiblesse des incitations au travail d'équipe, les pénuries de personnel, la centralisation de la prise de décision et l'attention limitée accordée aux clients, ainsi que des résultats inégaux en matière de gestion du changement. Le rapport préconise de consolider les réformes en clarifiant la définition des rôles, en améliorant l'alignement des cadres de performance, en rationalisant les processus, en renforçant le suivi et la gestion des risques, et en poursuivant les efforts visant à ancrer une culture de collaboration dans l'ensemble de l'institution.

ÉVALUATION DE LA DÉCENTRALISATION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2015-2024)

Date de publication : mai 2025

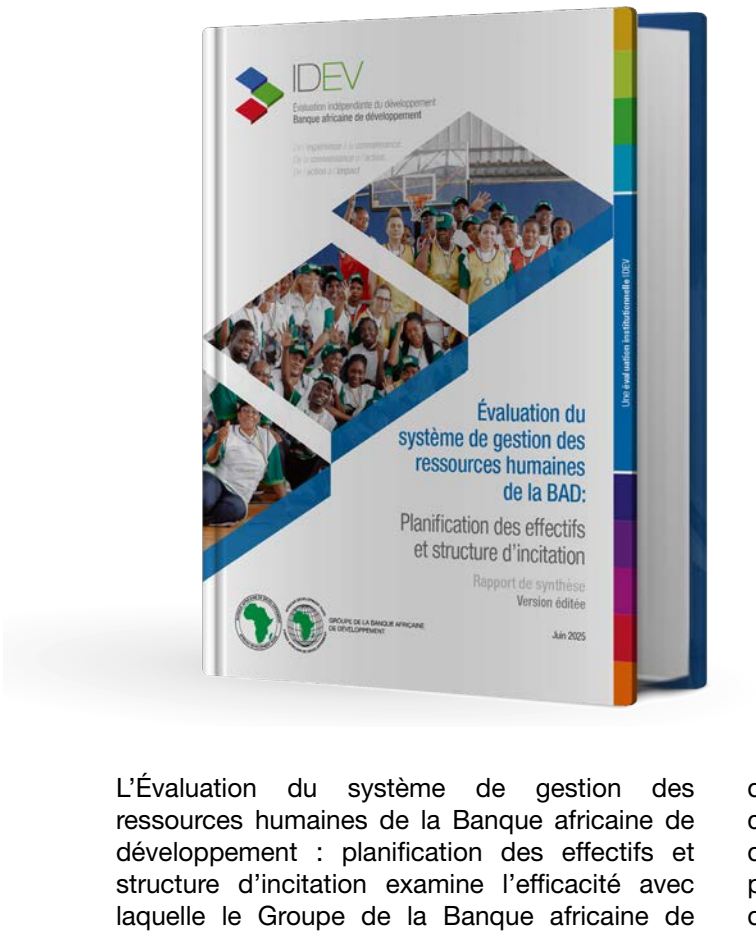


Évaluation de la décentralisation de la Banque africaine de développement (2015-2024) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

L'évaluation de la décentralisation de la Banque africaine de développement (2015-2024) examine la manière dont les réformes liées à la décentralisation ont amélioré la proximité avec les clients, la mise en œuvre des projets et la participation des parties prenantes au sein du Groupe de la Banque africaine de développement. Réalisée par l'Évaluation indépendante du développement, cette évaluation conclut que la décentralisation était globalement conforme aux stratégies de la Banque et aux besoins des clients et qu'elle a contribué à renforcer la présence locale, à accroître le portefeuille, à favoriser le dialogue sur les politiques et à améliorer la performance des projets, en particulier lorsque les chefs de projet étaient basés dans le pays. Toutefois, les résultats ont été mitigés, seule la moitié environ des résultats escomptés ayant été atteints, et des lacunes ont persisté en matière de délégation de pouvoirs, de dotation en personnel, de ressources financières et de cadres de suivi, surtout dans les pays sans bureaux local. Bien que les avantages soient susceptibles d'être durables, le rapport avertit que l'impact à long terme dépend de la levée des contraintes en matière de ressources humaines, du renforcement de la communication et de la responsabilité, et du renforcement de l'orientation stratégique, des systèmes et des processus en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience.

ÉVALUATION DU SYSTÈME DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT : PLANIFICATION DES EFFECTIFS ET STRUCTURE D'INCITATION

Date de publication : juin 2025

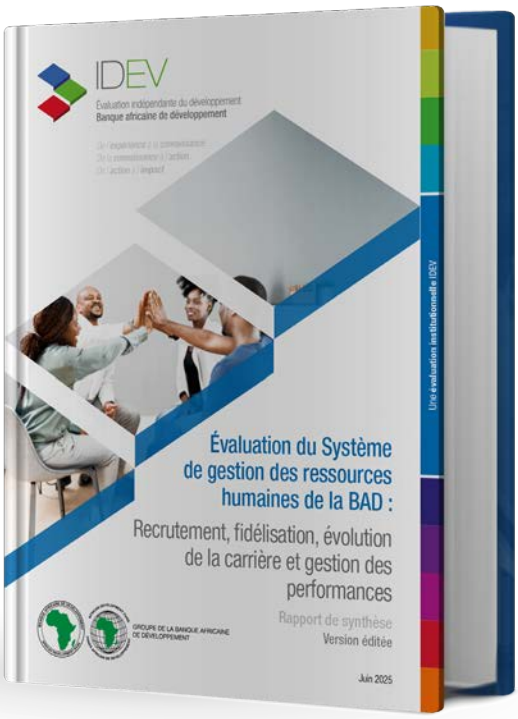


Évaluation du système de gestion des ressources humaines de la Banque africaine de développement : planification des effectifs et structure d'incitation | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

L'Évaluation du système de gestion des ressources humaines de la Banque africaine de développement : planification des effectifs et structure d'incitation examine l'efficacité avec laquelle le Groupe de la Banque africaine de développement a mis en œuvre des réformes en matière de planification des effectifs et d'incitation pour renforcer sa capacité d'exécution. Réalisée par l'Évaluation indépendante du développement, cette évaluation conclut que les réformes étaient conformes aux engagements stratégiques de la Banque et ont contribué à jeter les bases d'une gestion plus stratégique des effectifs, tout en améliorant la rémunération globale. Toutefois, les progrès ont été inégaux, la coordination étant faible, les outils RH obsolètes, la participation des parties prenantes limitée, outre la mise en œuvre partielle qui a limité l'impact. Les mesures de planification des effectifs ont pris du retard par rapport aux objectifs, et la flexibilité limitée du cadre incitatif ainsi que son déploiement progressif ont réduit son efficacité pour attirer des compétences spécialisées et maintenir la motivation du personnel. Si le contrôle des coûts s'est amélioré à court terme, la viabilité à long terme reste incertaine, ce qui a conduit l'évaluation à recommander une gestion plus rigoureuse des réformes, une planification des effectifs plus souple et fondée sur les données, une meilleure utilisation des talents, une plus grande transparence salariale et des incitations plus souples et plus compétitives.

ÉVALUATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA BAD : RECRUTEMENT, FIDÉLISATION, ÉVOLUTION DE LA CARRIÈRE ET GESTION DE LA PERFORMANCE

Date de publication : 24 juin 2025



Évaluation de la gestion des ressources humaines de la BAD : recrutement, fidélisation, évolution de la carrière et gestion de la performance | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

L'Évaluation de la gestion des ressources humaines de la BAD : recrutement, fidélisation, évolution de la carrière et gestion de la performance analyse l'efficacité avec laquelle les réformes des ressources humaines ont soutenu le mandat et les priorités stratégiques du Groupe de la Banque africaine de développement. Réalisée par l'Évaluation indépendante du développement, cette évaluation conclut que les réformes des ressources humaines étaient globalement alignées sur les objectifs institutionnels, notamment la décentralisation, les capacités de la main-d'œuvre et la culture organisationnelle, mais que leur impact a été affaibli par une mise en œuvre fragmentée et une intégration limitée entre les processus RH. Bien que le recrutement et la gestion de la performance aient montré certaines améliorations et gains d'efficacité, les progrès en matière d'évolution de carrière ont été freinés par des retards, une application inégale et des capacités limitées. L'efficacité et la durabilité globales ont été compromises par des charges de travail élevées, le recours à du personnel temporaire, une numérisation limitée et un suivi insuffisant, ce qui a conduit l'évaluation à recommander un renforcement de l'appropriation du leadership, une amélioration de la responsabilité et de l'analyse des ressources humaines, ainsi qu'une meilleure gestion des réformes RH en cours et futures en vue d'améliorer les performances institutionnelles à long terme.

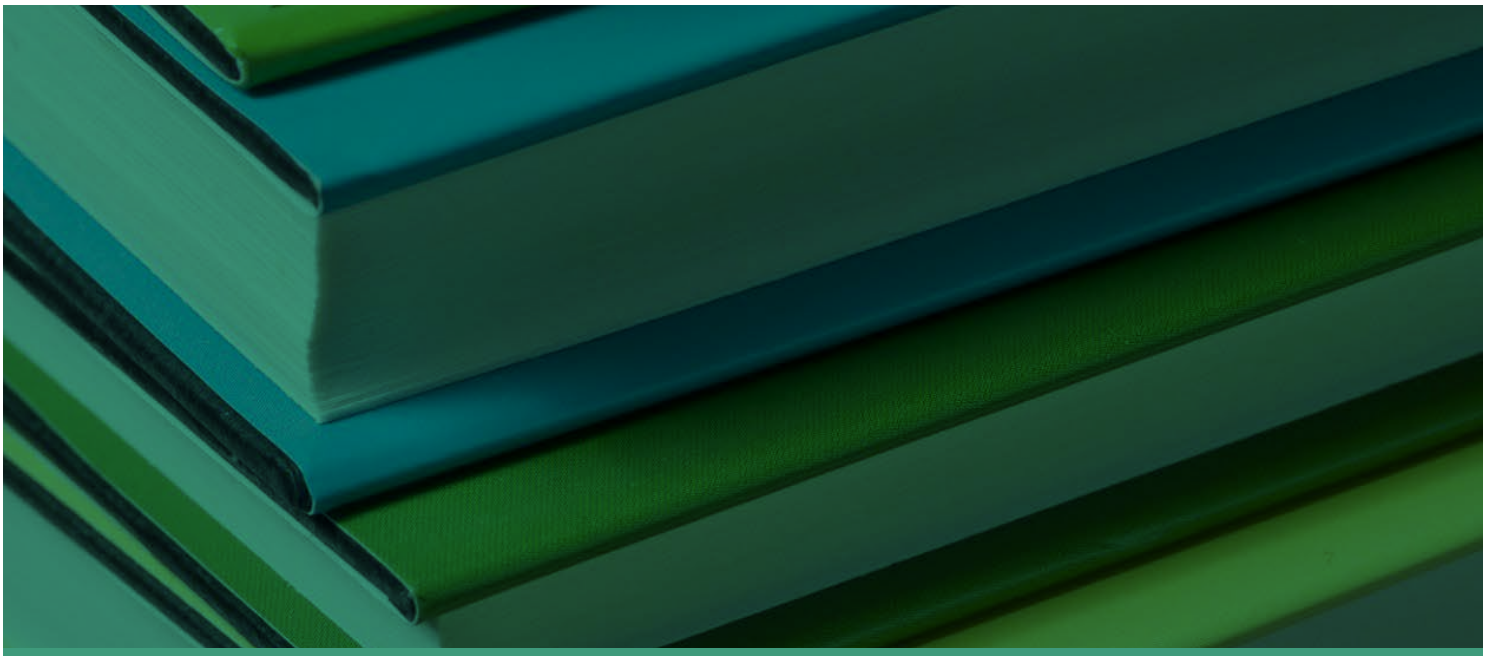
SEYCHELLES : VALIDATION DU RAPPORT D'ACHEVEMENT DU DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS DE LA BAD (2021–2025)

Date de publication : 19 Decembre 2025



Seychelles : Validation du rapport d'achèvement du Document de stratégie pays de la BAD (2021–2025)

IDEV a validé le rapport d'achèvement du Document de stratégie pays (DSP) de la BAD pour les Seychelles (2021–2025). La validation a conclu que le rapport est globalement solide, avec une évaluation complète et fondée sur des données probantes de la performance du programme, une analyse rigoureuse des données, une implication active des parties prenantes, ainsi qu'un bon alignement sur les normes de reporting de la Banque. Elle a également mis en évidence des effets positifs non anticipés, notamment le renforcement des capacités institutionnelles. Toutefois, certaines lacunes subsistent, notamment une évaluation insuffisante des ajustements apportés au programme (tels que l'augmentation du soutien budgétaire), une prise en compte partielle des questions transversales, ainsi qu'un lien insuffisamment étayé entre les résultats obtenus et la Stratégie décennale 2013–2022 de la Banque ainsi que les priorités des High 5.

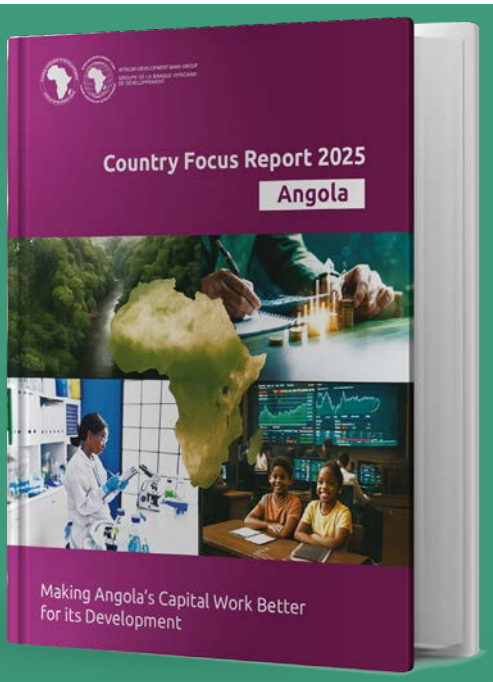


9 RAPPORTS PAYS 2024 (CFR)



ANGOLA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'ANGOLA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



Rapport pays 2025 - Angola : Tirer le meilleur parti du capital de l'Angola pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Grâce aux excellents résultats enregistrés dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, des diamants et de l'énergie, l'économie angolaise a connu une croissance de 4,4 % en 2024. Cette croissance devrait ralentir pour s'établir à 3,0 % en 2025 et à 3,6 % en 2026, en raison des droits de douane américains et de la volatilité des prix du pétrole. Le pays a besoin de 14 milliards d'USD par an pour atteindre ses objectifs liés aux ODD 2030 et à l'Agenda 2063, mais il est confronté à un déficit de financement de 8,6 milliards d'USD.

Pour combler ce déficit, l'Angola doit renforcer la mobilisation des ressources nationales, en particulier dans le secteur non pétrolier, améliorer le respect des obligations fiscales, réduire les inefficacités et tirer parti des fonds de pension et des financements multilatéraux. Malgré des progrès en matière de gouvernance le pays est passé de la 45e à la 36e place dans l'indice Mo Ibrahim l'Angola a toujours besoin d'institutions plus solides, d'une meilleure gestion des dépenses publiques et de réformes visant à renforcer la participation du secteur privé et à améliorer la gestion des ressources naturelles.



BÉNIN : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU BÉNIN POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



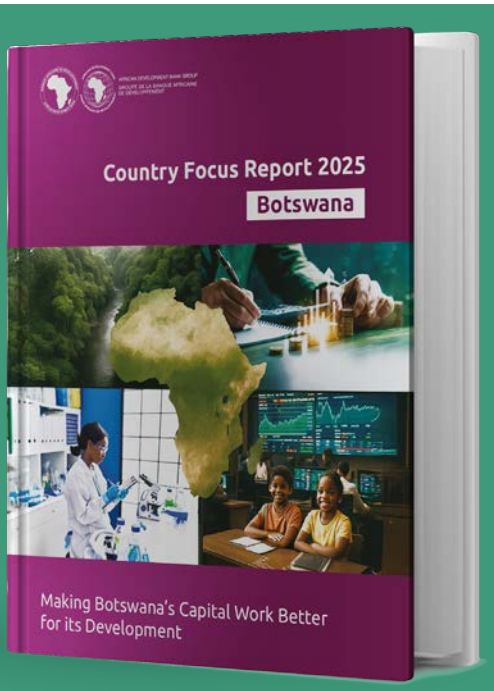
Rapport Pays 2025 - Bénin - Tirer le meilleur parti du capital du Bénin pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Bénin - Tirer le meilleur parti du capital du Bénin pour favoriser son développement (23 juin 2025) examine la manière dont le Bénin peut maintenir sa forte croissance malgré les incertitudes externes croissantes, notamment l'instabilité des politiques commerciales et la baisse de l'aide au développement. Bien que le pays soit devenu l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique, le rapport constate que la mobilisation limitée des capitaux nationaux, la sous-utilisation du potentiel du secteur privé et les contraintes persistantes en matière de capital humain — telles que la fragilité du système de santé, l'inadéquation des compétences et l'inégalité d'accès aux services sociaux — continuent de limiter la marge de manœuvre budgétaire et la croissance inclusive. Il soutient que la diversification des instruments de financement, l'accélération de la numérisation des services publics, l'harmonisation des normes industrielles, le renforcement des industries locales et la priorité accordée aux investissements dans les infrastructures, l'énergie, les TIC, l'éducation et la santé sont essentiels pour permettre aux capitaux privés de jouer un rôle plus important dans la promotion du développement durable.



BOTSWANA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU BOTSWANA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 29 septembre 2025



Rapport pays 2025 - Botswana - Tirer le meilleur parti du capital du Botswana pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport par pays (CFR) 2025 pour le Botswana examine les performances économiques récentes et les perspectives de croissance pour la période 2025-2026. Il propose en outre des politiques visant à favoriser la croissance inclusive, la stabilité macroéconomique et la transformation économique. Il évalue la mobilisation des capitaux nationaux, notamment le capital naturel et humain, les actifs des entreprises et le secteur financier, et propose des stratégies visant à mieux tirer parti de ces ressources. Le rapport souligne également le rôle joué par l'État pour l'accroissement de la richesse nationale grâce à une meilleure gestion du capital naturel, à des institutions plus solides, à une gouvernance efficace et à une meilleure efficacité des dépenses publiques.



BURKINA FASO : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU BURKINA FASO POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 29 septembre 2025



Rapport Pays 2025 - Burkina Faso - Tirer le meilleur parti du capital du Burkina Faso pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

L'économie du Burkina Faso a continué de croître en 2024 malgré les défis sécuritaires, humanitaires et climatiques, ainsi qu'un environnement international défavorable. Afin de parvenir à une croissance plus inclusive et plus résiliente, le pays poursuit ses efforts en matière de diversification économique, de développement des chaînes de valeur locales, d'amélioration des infrastructures, de renforcement du capital humain et de promotion du secteur privé. Le Burkina Faso dispose d'un potentiel de capital important pour financer son développement, avec pour priorités le renforcement des chaînes de valeur minières, la création d'un fonds souverain pour gérer les revenus tirés de l'exploitation minière, le développement de l'agroindustrie, le renforcement des capacités dans les domaines fiscal, douanier et minier, et la mobilisation des capitaux de la diaspora. Les réformes clés se concentrent sur la lutte contre la corruption, l'amélioration de l'accès à la justice, le renforcement du système judiciaire, l'optimisation du cadre juridique du secteur extractif et le renforcement des institutions de supervision de l'État.



BURUNDI : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU BURUNDI POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



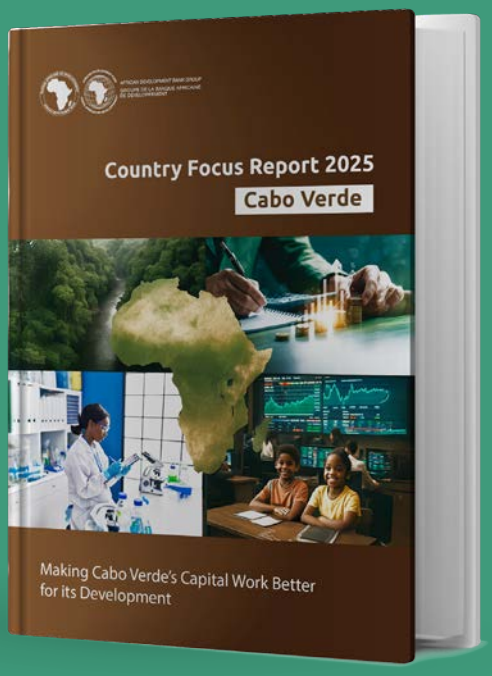
Rapport Pays 2025 - Burundi - Tirer le meilleur parti du capital du Burundi pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Burundi : Tirer le meilleur parti du capital du Burundi pour favoriser son développement examine la manière dont le Burundi peut mieux exploiter son capital humain, naturel, financier et institutionnel pour soutenir une croissance durable et une transformation structurelle. Le rapport passe en revue les performances économiques récentes et les perspectives à moyen terme, identifie les principaux risques pour la stabilité macroéconomique et met en évidence les inefficacités dans la mobilisation et l'utilisation des capitaux nationaux. Il souligne le rôle essentiel de la gouvernance, des institutions et de l'État de droit dans la lutte contre des problèmes tels que la corruption, la fuite des capitaux et la faiblesse des capacités, et formule des recommandations stratégiques visant à renforcer la stabilité, à améliorer l'efficacité des capitaux et à libérer le potentiel de développement du Burundi, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



CABO VERDE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE CABO VERDE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



Rapport pays 2025 - Cabo Verde - Tirer le meilleur parti du capital de Cabo Verde pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Cabo Verde - Tirer le meilleur parti du capital de Cabo Verde pour favoriser son développement évalue la reprise postpandémique du pays et ses perspectives à moyen terme, en soulignant la forte stabilisation macroéconomique, l'amélioration de la gouvernance et les progrès réalisés en matière de mobilisation fiscale, de numérisation et de gestion de la dette. Malgré ces avancées, le rapport souligne la vulnérabilité persistante de Cabo Verde face aux chocs externes en raison de sa dépendance vis-à-vis du tourisme, des envois de fonds et des importations, ainsi que de la diversification économique limitée et de la sous-utilisation du capital naturel. Il souligne la nécessité de mieux mobiliser et déployer les capitaux nationaux dans les domaines humain, naturel, financier, commercial et institutionnel, en relevant des défis tels que l'inadéquation des compétences, le sous-emploi et l'informalité. Si la solidité des institutions positionne Cabo Verde comme un réformateur de premier plan en Afrique, le rapport souligne qu'une mise en œuvre plus rapide et plus approfondie des réformes est essentielle pour parvenir à une transformation structurelle et à la résilience climatique, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



CAMEROUN : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU CAMEROUN POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 21 juillet 2025



Rapport Pays 2025 - Cameroun - Tirer le meilleur parti du capital du Cameroun pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Cameroun : Tirer le meilleur parti du capital du Cameroun pour favoriser son développement examine les perspectives de croissance et le programme de réformes du pays sous l'angle de l'efficacité avec laquelle le capital national est mobilisé et utilisé pour le développement. Le rapport dresse un tableau globalement positif mais prudent, soulignant les progrès réalisés après la COVID en matière de reprise macroéconomique, de réformes de la gouvernance, de mobilisation fiscale, de transformation numérique et de gestion de la dette. Dans le même temps, il souligne la vulnérabilité du Cameroun vis-à-vis des chocs externes, des déséquilibres structurels, de la sous-utilisation du capital naturel et de la lenteur de la diversification économique. Afin de renforcer le développement à long terme, le rapport insiste sur la nécessité de mieux tirer parti du capital national dans les domaines humain, naturel, financier, commercial et institutionnel, tout en s'attaquant aux défis persistants tels que l'informalité, le sous-emploi et l'inadéquation des compétences. Il préconise un approfondissement des marchés de capitaux, une utilisation accrue des ressources renouvelables et un environnement des affaires plus compétitif, en soulignant que des réformes accélérées et bien séquencées seront essentielles pour parvenir à une transformation structurelle et à une résilience climatique, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 1er juillet 2025



Rapport Pays 2025 - République Centrafricaine - Tirer le meilleur parti du capital de la République Centrafricaine pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport République centrafricaine : Tirer le meilleur parti du capital de la République Centrafricaine pour favoriser son développement passe en revue la reprise économique progressive du pays, marquée par une croissance modeste soutenue par une amélioration de l'approvisionnement en électricité, une plus grande stabilité et des progrès dans la numérisation des finances publiques. Même si l'inflation reste faible et les perspectives à moyen terme globalement positives, le rapport souligne la persistance des déficits budgétaires et extérieurs et la mobilisation très limitée des ressources nationales. Il identifie les principales contraintes, notamment la complexité du système fiscal, la faiblesse des marchés financiers et la faible capacité institutionnelle, et souligne la nécessité de renforcer les administrations fiscales et douanières, de moderniser les systèmes financiers et de développer des outils de financement innovants. Le rapport souligne également les faiblesses en matière de gouvernance et appelle à un renforcement des institutions et à une mise en œuvre efficace du code minier en vue de garantir une gestion durable des ressources naturelles, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



TCHAD : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU TCHAD POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 28 octobre 2025



Rapport Pays 2025 - Tchad - Tirer le meilleur parti du capital du Tchad pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport souligne que la croissance économique du Tchad a ralenti pour atteindre 3,2 % en 2024, en raison de l'impact des inondations sur la production agricole et des retards dans la production pétrolière. Malgré les importantes ressources naturelles dont dispose le pays, la mobilisation des recettes reste insuffisante pour combler l'important déficit de financement du développement et soutenir une transformation économique plus rapide. La faiblesse de la gouvernance, illustrée par un score de 32,9 sur 100 selon l'indice Mo Ibrahim, continue de limiter l'efficacité des réformes. Le rapport conclut que le renforcement de la diversification économique, l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et le renforcement des capacités institutionnelles sont essentiels pour obtenir des résultats plus durables et plus résilients en matière de développement.



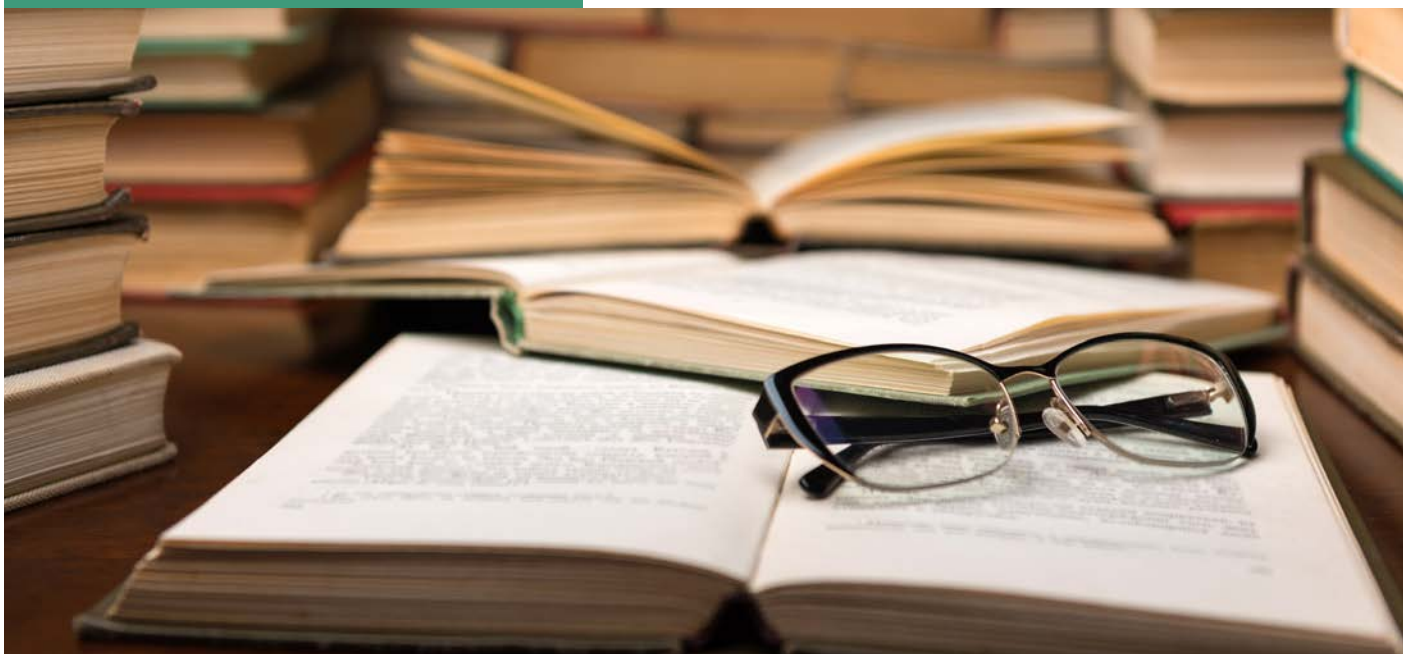
COMORES : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DES COMORES POUR FAVORISER LEUR DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 18 juillet 2025



Rapport Pays 2025 - Comores - Tirer le meilleur parti du capital des Comores pour favoriser leur développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Comores : Tirer le meilleur parti du capital des Comores pour favoriser leur développement examine les contraintes structurelles qui limitent la croissance durable de l'Union des Comores malgré une performance économique modérée. Le rapport souligne la fragilité de l'économie, due à une forte vulnérabilité climatique, à la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et des envois de fonds, à un vaste secteur informel, à la faiblesse des capacités institutionnelles et à une diversification économique limitée. Il constate que la mobilisation des ressources nationales est très faible, que le capital naturel reste sous-exploité et que le développement du capital humain est freiné par des lacunes en matière d'éducation, de santé et d'intégration sur le marché du travail, en particulier pour les jeunes et les femmes. Le rapport souligne la nécessité de renforcer la gouvernance et les institutions, d'améliorer la transparence, d'élargir l'accès au financement, de formaliser le secteur privé et d'approfondir l'intégration régionale, notamment à travers la ZLECA, afin de placer les Comores sur une voie de développement plus résiliente, inclusive et durable, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



CONGO : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 25 juin 2025

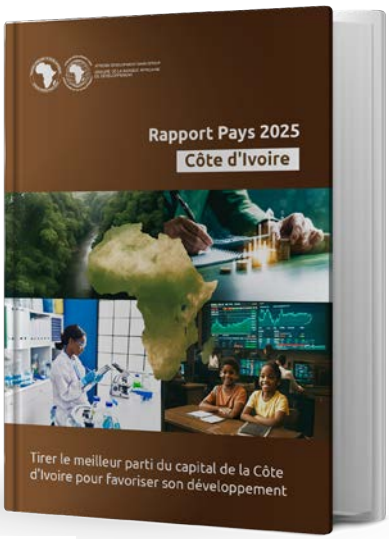


Rapport Pays 2025 - République du Congo - Tirer le meilleur parti du capital de la République du Congo pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Congo : Tirer le meilleur parti du capital de la République du Congo pour favoriser son développement examine la fragilité économique prolongée de la République du Congo à la suite des chocs répétés liés à la volatilité des prix du pétrole, à la pandémie de COVID-19 et aux tensions géopolitiques mondiales. Le rapport met en évidence une forte baisse des niveaux de revenus, une augmentation de la pauvreté et une dette publique très élevée qui a limité la marge de manœuvre budgétaire, malgré les richesses naturelles considérables du pays, en particulier ses forêts et ses tourbières d'importance mondiale qui présentent un fort potentiel de séquestration du carbone. Axée sur le thème d'une meilleure mobilisation du capital national, l'analyse souligne la nécessité de renforcer les institutions, la gouvernance et l'État de droit, en vue de libérer le capital naturel, humain et physique. Elle conclut que l'exploitation plus durable des atouts naturels du Congo et l'amélioration de la gestion du capital sont essentielles pour réduire la vulnérabilité et soutenir un développement inclusif à long terme, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

CÔTE D'IVOIRE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA CÔTE D'IVOIRE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



Rapport Pays 2025 - Côte d'Ivoire - Tirer le meilleur parti du capital de la Côte d'Ivoire pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Côte d'Ivoire : Tirer le meilleur parti du capital de la Côte d'Ivoire pour favoriser son développement adapte l'analyse économique continentale du Groupe de la Banque africaine de développement au contexte national, en identifiant la manière dont la Côte d'Ivoire peut mieux mobiliser et utiliser son capital pour soutenir une croissance durable et inclusive. Le rapport passe en revue la performance et les perspectives macroéconomiques récentes, et souligne l'importance du capital macroéconomique, financier, humain et institutionnel dans la transformation structurelle. Il insiste sur la nécessité de renforcer la mobilisation des ressources nationales, de combler les déficits de financement et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation du capital, tout en renforçant la qualité des institutions, la gouvernance macroéconomique, l'État de droit et les droits de propriété pour libérer le potentiel de développement du pays.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 21 juillet 2025

Le rapport République démocratique du Congo : Tirer le meilleur parti du capital de la République Démocratique du Congo pour favoriser son développement examine la manière dont la RDC peut transformer ses vastes richesses naturelles en résultats inclusifs et durables en matière de développement. Malgré une solide performance macroéconomique et d'énormes ressources naturelles, l'économie reste peu diversifiée et fortement dépendante vis-à-vis des exportations de minerais non transformés, ce qui l'expose à la volatilité des prix et se traduit par des revenus et des résultats très faibles en matière de développement humain. Le rapport met en évidence un important déficit annuel de financement du développement et identifie les faiblesses en matière de gouvernance, de réglementation et d'institutions comme des obstacles majeurs à une mobilisation efficace des capitaux. Il préconise une transformation structurelle et des réformes politiques accélérées afin d'améliorer la gestion des ressources, de renforcer les institutions et de canaliser le capital naturel, humain et financier du pays vers des investissements productifs qui favorisent la diversification, la résilience et la croissance inclusive, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport Pays 2025 - République Démocratique du Congo - Tirer le meilleur parti du capital de la République Démocratique du Congo pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

DJIBOUTI : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE DJIBOUTI POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 25 juillet 2025



Rapport Pays 2025 - Djibouti - Tirer le meilleur parti du capital de Djibouti pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Djibouti : Tirer le meilleur parti du capital de Djibouti pour favoriser son développement évalue la manière dont Djibouti peut tirer parti de sa forte croissance tirée par les investissements, tout en relevant les défis persistants en matière de développement humain et de climat. Le rapport souligne l'avantage stratégique du pays dans le domaine des transports et de la logistique, qui a soutenu une croissance régulière et une transition vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, mais note des contraintes persistantes, notamment la pauvreté, le chômage des jeunes, les inégalités sociales et la vulnérabilité croissante face au climat. Il examine la performance récente, les perspectives à moyen terme et les principaux risques, et souligne la nécessité de mieux mobiliser et gérer le capital humain, naturel, financier et institutionnel national. Le rapport souligne que les réformes de la gouvernance, une mobilisation accrue des ressources nationales et une utilisation plus efficace des actifs nationaux sont essentielles pour parvenir à un développement durable et inclusif, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

ESWATINI : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL D'ESWATINI POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

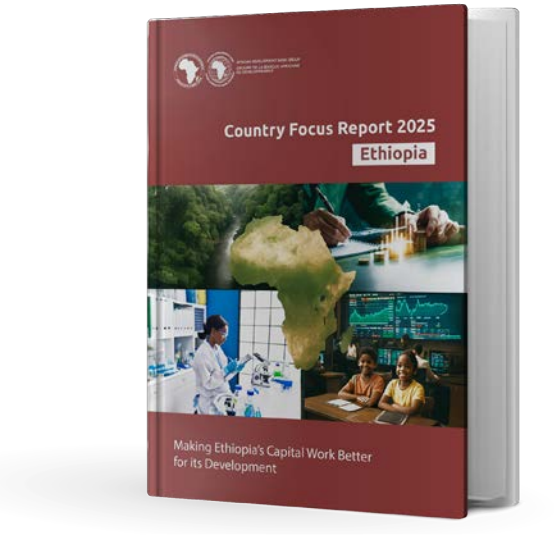
Le rapport Eswatini : Tirer le meilleur parti du capital d'Eswatini pour favoriser son développement examine la trajectoire de croissance du pays et les contraintes qui limitent son développement à long terme. Après une période de forte croissance tirée par le secteur privé, l'Eswatini a connu une expansion plus lente, marquée par un rôle croissant de l'État et un affaiblissement du dynamisme du secteur privé. Le rapport souligne la mobilisation limitée des ressources nationales, notant que même si les recettes publiques sont relativement élevées, la croissance des recettes fiscales reste insuffisante pour soutenir la transformation structurelle. Il insiste sur la nécessité de mieux mobiliser et utiliser le capital naturel, financier et humain, de renforcer la participation du secteur privé et de s'attaquer aux goulets d'étranglement structurels. En accord avec le thème des Perspectives économiques en Afrique, le rapport formule des recommandations stratégiques visant à améliorer l'utilisation du capital et à promouvoir un développement inclusif et durable, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Eswatini - Tirer le meilleur parti du capital d'Eswatini pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉTHIOPIE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'ÉTHIOPIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



Rapport pays 2025 - Éthiopie - Tirer le meilleur parti du capital de l'Éthiopie pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Éthiopie : Tirer le meilleur parti du capital de l'Éthiopie pour favoriser son développement examine la manière dont l'Éthiopie peut tirer parti de son capital national pour lutter contre la pauvreté persistante et accélérer la transformation structurelle. Le rapport met en évidence le ralentissement par rapport aux années de forte croissance antérieures, dû aux déséquilibres macroéconomiques, aux conflits, aux chocs climatiques et aux pressions mondiales, ainsi qu'à la transition limitée de l'agriculture vers des secteurs à plus forte productivité. Il analyse les tendances macroéconomiques récentes, le déficit de financement du pays et l'efficacité de la mobilisation des capitaux nationaux, en mettant l'accent sur les capitaux financiers, naturels, humains et commerciaux. Le rapport souligne l'importance de renforcer les institutions de gouvernance, d'améliorer la gestion macroéconomique et de renforcer l'État de droit pour mieux déployer les capitaux de l'Éthiopie en faveur d'un développement durable et inclusif, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

GABON : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU GABON POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 09 juillet 2025

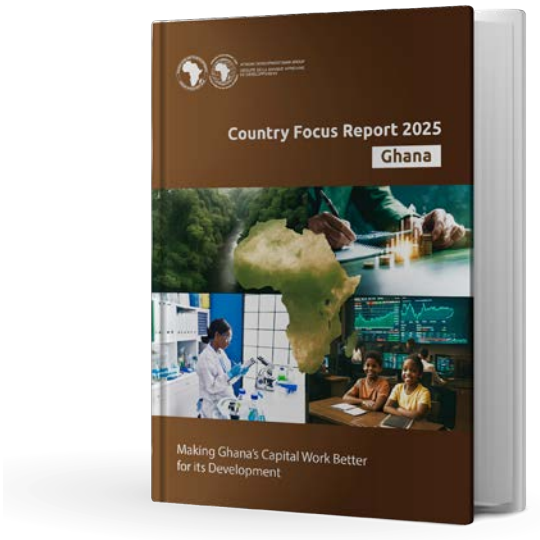
Le rapport Gabon : Tirer le meilleur parti du capital du Gabon pour favoriser son développement examine les perspectives de développement du Gabon dans un contexte de transition politique et de dépendance persistante vis-à-vis des ressources naturelles. Le rapport souligne les niveaux de revenus élevés du pays, tirés par le pétrole, les mines et le bois, mais note la vulnérabilité persistante face aux chocs extérieurs, le taux de chômage élevé, la pauvreté qui touche une part importante de la population et les inégalités sociales persistantes. Il examine la performance macroéconomique récente et les perspectives à moyen terme, et évalue l'efficacité avec laquelle le Gabon mobilise et utilise son capital naturel, humain, financier et institutionnel. Soulignant le rôle crucial de la gouvernance, le rapport préconise le renforcement des institutions, la diversification économique et l'amélioration de la gestion du capital, afin de traduire la richesse nationale en résultats plus inclusifs et durables en matière de développement, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport Pays 2025 - Gabon - Tirer le meilleur parti du capital du Gabon pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

GHANA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU GHANA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 25 juin 2025



Rapport pays 2025 - Ghana - Tirer le meilleur parti du capital du Ghana pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Ghana : Tirer le meilleur parti du capital du Ghana pour favoriser son développement analyse la manière dont le Ghana peut mieux exploiter ses diverses ressources en capital pour soutenir une croissance durable et une transformation à long terme. S'appuyant sur le cadre analytique des Perspectives économiques en Afrique, le rapport passe en revue la performance économique récente et les perspectives à moyen terme, et évalue l'efficacité de la mobilisation des capitaux nationaux. Il met en évidence les possibilités de tirer parti de manière plus productive des capitaux naturels, humains, financiers et commerciaux du Ghana, afin de renforcer la résilience et d'accélérer la transformation économique. Le rapport fournit des informations fondées sur des données probantes pour éclairer les choix stratégiques et les partenariats au développement visant à soutenir la croissance et à améliorer les résultats en matière de développement, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

KENYA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU KENYA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 30 juin 2025

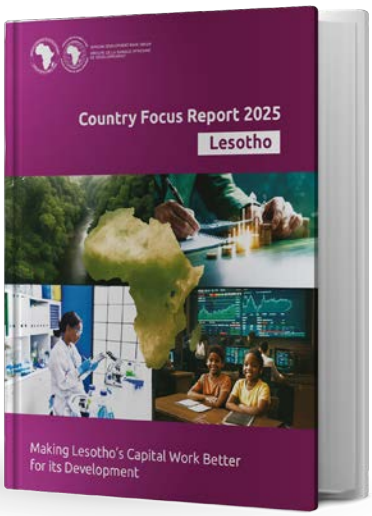
Le rapport Kenya : Tirer le meilleur parti du capital du Kenya pour favoriser son développement passe en revue la longue histoire de croissance régulière et de réformes structurelles du Kenya, tout en soulignant les défis persistants qui entravent son développement inclusif et durable. Le rapport note que, malgré les progrès réalisés grâce à la stabilité politique et à un secteur des services dynamique, la pauvreté, le chômage, les inégalités, les risques climatiques et la faible compétitivité industrielle continuent de limiter la réalisation d'une croissance largement partagée. Il examine la performance macroéconomique récente, les déficits de financement et les contraintes pesant sur la mobilisation des capitaux nationaux, et souligne l'importance de renforcer les institutions et la gouvernance. Le rapport préconise une meilleure mobilisation et utilisation du capital naturel, humain, financier et institutionnel du Kenya, en vue d'accélérer la transformation structurelle et de soutenir une croissance inclusive et résiliente, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Kenya - Tirer le meilleur parti du capital du Kenya pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

LESOTHO : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU LESOTHO POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 14 juillet 2025



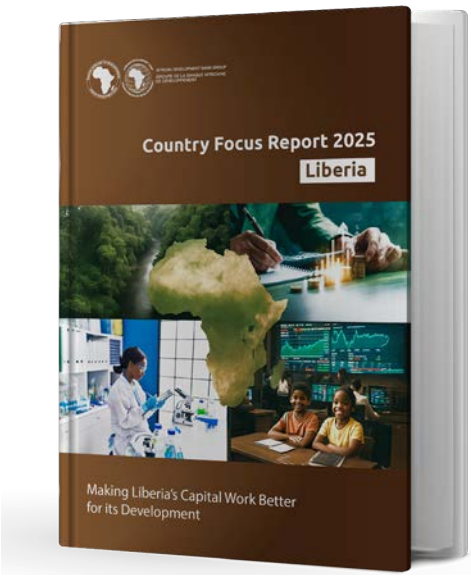
Rapport pays 2025 - Lesotho - Tirer le meilleur parti du capital du Lesotho pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Lesotho : Tirer le meilleur parti du capital du Lesotho pour favoriser son développement examine la manière dont le Lesotho peut mieux tirer parti de ses atouts pour réduire sa vulnérabilité et soutenir sa croissance à long terme. Le rapport souligne la forte dépendance du pays vis-à-vis de l'Afrique du Sud et des projets menés par le gouvernement, ainsi que son exposition aux chocs externes tels que les changements de politique commerciale et la diminution de l'aide. Malgré un fort potentiel en matière de ressources en eau, de textiles, de minéraux et d'énergies renouvelables, le capital reste sous-utilisé. L'analyse passe en revue les tendances macroéconomiques récentes, les déficits de financement et la mobilisation des capitaux nationaux, et souligne le rôle de la gouvernance et des réformes institutionnelles dans la valorisation du capital naturel, humain, financier et commercial. Elle propose des recommandations stratégiques fondées sur des données probantes visant à diversifier l'économie, à renforcer la résilience et à accélérer la transformation structurelle, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

LIBERIA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU LIBERIA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

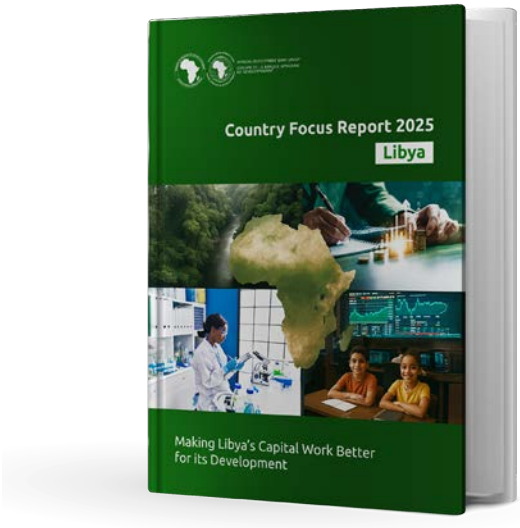
Le rapport Liberia : Tirer le meilleur parti du capital du Liberia pour favoriser son développement examine la manière dont le Liberia peut mieux exploiter ses ressources naturelles et humaines pour surmonter sa fragilité persistante et soutenir une croissance inclusive. Le rapport souligne que l'héritage du conflit, la faiblesse de la gouvernance, les infrastructures limitées et la faible capacité institutionnelle constituent des obstacles majeurs à une utilisation efficace du capital et à la diversification économique. Il passe en revue la performance macroéconomique récente et évalue la manière dont l'amélioration de l'efficacité, de l'équité et de la productivité du capital physique, naturel, humain et financier peut renforcer la mobilisation des ressources nationales. Le rapport identifie les réformes prioritaires nécessaires en matière de gouvernance et de politiques pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, combler le déficit de financement du développement et construire une trajectoire de croissance plus résiliente et durable, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Liberia - Tirer le meilleur parti du capital du Liberia pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

LIBYE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA LIBYE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 08 Décembre 2025



Rapport pays 2025 - Libye - Tirer le meilleur parti du capital de la Libye pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Libye : Tirer le meilleur parti du capital de la Libye pour favoriser son développement évalue la manière dont la Libye peut mobiliser et utiliser plus efficacement son capital national pour favoriser le développement, en s'appuyant sur le cadre analytique des Perspectives économiques en Afrique. Le rapport passe en revue la performance macroéconomique récente et les perspectives de croissance, évalue la mobilisation des capitaux nationaux à travers les actifs naturels, humains, commerciaux et financiers, et identifie les principales contraintes et les priorités en matière de réforme. Il souligne l'importance d'une gouvernance plus forte, d'une meilleure efficacité des dépenses publiques, d'institutions renforcées et de partenariats public-privé plus approfondis pour améliorer la création de richesse nationale. S'appuyant sur de multiples sources de données et consultations des parties prenantes, l'analyse fournit des informations pertinentes pour orienter la stratégie de développement de la Libye, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

MADAGASCAR : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE MADAGASCAR POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

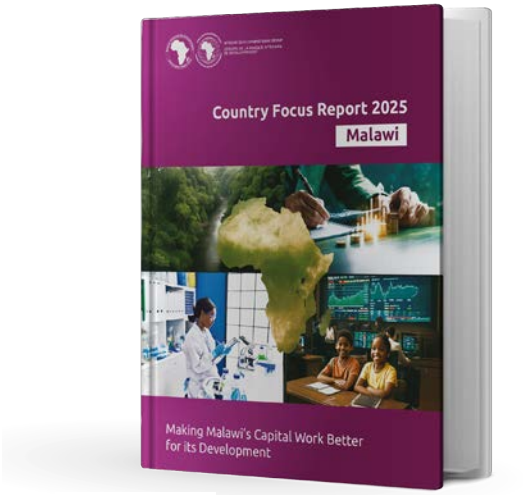
Le rapport Madagascar : Tirer le meilleur parti du capital de Madagascar pour favoriser son développement examine la manière dont Madagascar peut lutter contre la pauvreté persistante et lever les contraintes structurelles, malgré ses vastes ressources naturelles et son long littoral. Le rapport passe en revue la performance macroéconomique récente et les perspectives à moyen terme, en soulignant la faiblesse de la croissance par habitant, la faible productivité agricole, le capital humain limité, la forte vulnérabilité climatique et les profondes inégalités sociales qui se traduisent par des résultats très faibles en matière de développement humain. Il analyse la capacité du pays à mobiliser des ressources nationales pour combler les déficits de financement, identifie les inefficacités et les contraintes en matière de gouvernance, et applique le cadre analytique des Perspectives économiques en Afrique au niveau national. Dans l'ensemble, le rapport souligne la nécessité d'une gouvernance plus forte, d'une utilisation plus efficace du capital et de politiques ciblées pour traduire les atouts naturels, humains et institutionnels de Madagascar en un développement résilient et inclusif, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport Pays 2025 - Madagascar - Tirer le meilleur parti du capital de Madagascar pour favoriser son développement

MALAWI : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU MALAWI POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 30 juin 2025



Rapport pays 2025 - Malawi - Tirer le meilleur parti du capital du Malawi pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

La croissance économique du Malawi est demeurée modérée, s'établissant à un taux estimé de 1,8 % en 2024, légèrement inférieur aux 1,9 % enregistrés en 2023, en raison des effets conjugués des chocs climatiques, de l'inflation élevée, des pénuries de devises et des faibles performances des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et du commerce. La croissance devrait se redresser progressivement pour atteindre 3,0 % en 2025 et 3,8 % en 2026, soutenue par l'amélioration des recettes d'exportation, la reprise des secteurs minier et touristique, ainsi que la poursuite des réformes économiques. Toutefois, ces perspectives restent exposées à d'importants risques baissiers, notamment la persistance de l'inflation, l'insécurité alimentaire, les chocs climatiques, les vulnérabilités du secteur bancaire, les retards dans la restructuration de la dette, la réduction des financements extérieurs et l'intensification des tensions commerciales mondiales.

MAURITANIE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA MAURITANIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 14 juillet 2025

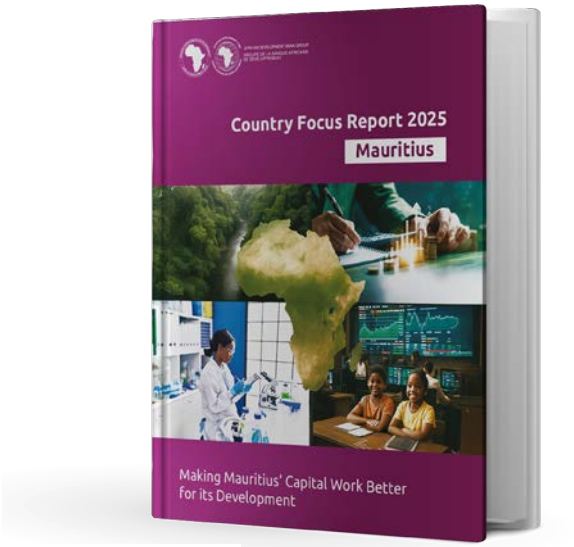
Le rapport Mauritanie : Tirer le meilleur parti du capital de la Mauritanie pour favoriser son développement examine la manière dont la Mauritanie peut libérer son potentiel de développement en mobilisant plus efficacement son capital humain, naturel, financier et commercial. Le rapport met en évidence les contraintes structurelles, notamment la forte dépendance à vis-à-vis des industries extractives, l'exposition aux chocs climatiques et externes, la faible diversification économique, l'insuffisance des infrastructures et la faiblesse du secteur financier qui limite la croissance du secteur privé. Il analyse la performance macroéconomique récente, identifie les obstacles à une utilisation optimale du capital et souligne le rôle essentiel des institutions, de la bonne gouvernance et de l'État de droit. Le rapport fournit aux décideurs une base axée sur des données probantes pour concevoir des politiques cohérentes et inclusives qui soutiennent un développement durable, résilient et équitable, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport Pays 2025 - Mauritanie - Tirer le meilleur parti du capital de la Mauritanie pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

MAURICE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE MAURICE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 10 juillet 2025



Rapport pays 2025 - Maurice - Tirer le meilleur parti du capital de Maurice pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Maurice : Tirer le meilleur parti du capital de Maurice pour favoriser son développement examine la manière dont Maurice peut s'appuyer sur sa longue expérience en matière de transformation économique réussie pour soutenir une croissance inclusive et résiliente. Le rapport souligne l'utilisation efficace par le pays d'une gouvernance forte, d'une stabilité politique et d'un capital humain pour diversifier son économie malgré des ressources naturelles limitées. Il évalue la performance macroéconomique récente et examine la manière dont les capitaux financiers, humains, naturels et institutionnels peuvent être mieux mobilisés pour financer le développement. S'appuyant sur de larges consultations avec les parties prenantes, le rapport identifie les réformes prioritaires en matière d'assainissement budgétaire, de viabilité des retraites, d'accès au financement climatique, de financement des PME, de comptabilité du capital naturel, de formalisation du secteur informel et d'investissement dans la recherche et le développement. Il souligne que l'amélioration continue de la gouvernance et de la qualité des institutions est essentielle pour s'assurer que le capital de Maurice soutient un développement durable à long terme, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

MOZAMBIQUE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU MOZAMBIQUE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

Le rapport Mozambique : Tirer le meilleur parti du capital du Mozambique pour favoriser son développement analyse la manière dont le Mozambique peut transformer ses importantes ressources naturelles, en particulier le gaz naturel et le potentiel agricole, en une croissance inclusive et durable. Le rapport met en évidence les défis persistants, notamment la pauvreté généralisée, le taux de chômage élevé, l'instabilité budgétaire, les déficits d'infrastructure et la forte dépendance vis-à-vis des industries extractives et des financements extérieurs. Il passe en revue les perspectives macroéconomiques et examine la manière dont les capitaux financiers, naturels, humains et commerciaux peuvent être mieux mobilisés et utilisés pour soutenir la transformation structurelle. Mettant l'accent sur les réformes de la gouvernance, la réduction des flux financiers illicites, le renforcement de l'efficacité du secteur public, l'approfondissement des marchés financiers et l'élargissement des partenariats public-privé, le rapport fournit une feuille de route stratégique aux décideurs et aux partenaires pour libérer le potentiel de développement du Mozambique, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Mozambique - Tirer le meilleur parti du capital du Mozambique pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

NAMIBIE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA NAMIBIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 18 juillet 2025



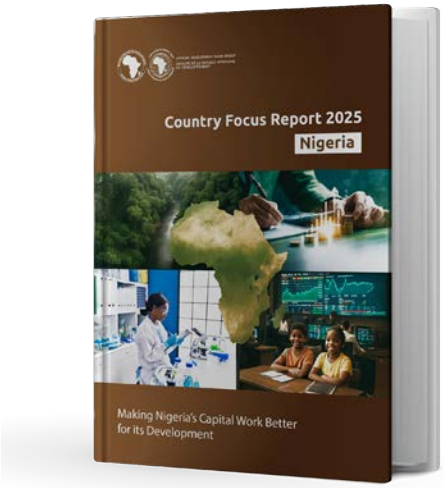
Rapport pays 2025 - Namibie - Tirer le meilleur parti du capital de la Namibie pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

La Namibie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure situé sur la côte sud-ouest de l'Afrique, entouré par cinq pays et doté de vastes ressources naturelles, notamment des pêcheries riches, des gisements de diamants offshore et des gisements de pétrole récemment découverts. Malgré cette richesse, la Namibie est confrontée à des contraintes de développement persistantes telles que la pauvreté spatiale et les inégalités, les déficits d'infrastructures amplifiés par la faible densité de population et la pénurie de compétences spécialisées qui entravent la diversification industrielle et la recherche et le développement. Le modèle de croissance axé sur l'extraction a atteint ses limites, ce qui a incité le pays à diversifier ses activités dans le tourisme, les énergies renouvelables et les chaînes de valeur plus résilientes. Depuis son indépendance en 1990, la Namibie a mis en place des institutions démocratiques solides et affiche un bilan positif en matière de gouvernance, comme en témoigne récemment la transition pacifique vers la présidence de Nandi-Ndaitwa, la première femme présidente du pays, en 2025. Le Rapport pays 2025 examine la performance macroéconomique de la Namibie, la mobilisation des capitaux nationaux et les stratégies visant à mieux exploiter les capitaux naturels, humains, financiers et institutionnels pour le développement durable. Il souligne la nécessité de réformes structurelles pour améliorer la productivité, réduire la vulnérabilité face aux chocs externes et tirer parti des atouts de la Namibie en matière de gouvernance en vue d'accélérer la croissance inclusive.

NIGERIA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU NIGERIA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

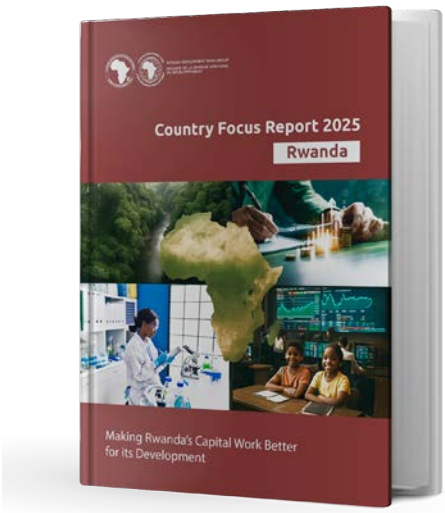
Le rapport Nigeria : Tirer le meilleur parti du capital du Nigeria pour favoriser son développement met en évidence un affaiblissement des perspectives de croissance dans un contexte d'incertitude mondiale croissante, avec un ralentissement de l'expansion économique malgré les réformes macroéconomiques en cours telles que la fixation d'objectifs d'inflation, la libéralisation des taux de change et l'assainissement budgétaire. Le rapport souligne un important déficit de financement du développement dû à une forte dépendance vis-à-vis des recettes pétrolières et à une faible mobilisation des ressources nationales. Bien que les réformes fiscales aient commencé à améliorer les recettes, les progrès sont freinés par l'informalité, la faible conformité fiscale et les défis en matière de gouvernance, notamment la fragmentation réglementaire et la corruption. L'analyse souligne que le renforcement de l'efficacité administrative, l'amélioration des infrastructures numériques, l'application de mesures anticorruption et le renforcement de l'État de droit sont essentiels pour libérer le potentiel du capital du Nigeria et soutenir un développement durable et inclusif, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Nigeria - Tirer le meilleur parti du capital du Nigeria pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

RWANDA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU RWANDA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



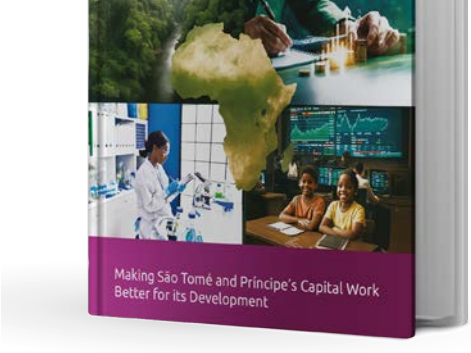
Le rapport Rwanda : Tirer le meilleur parti du capital du Rwanda pour favoriser son développement examine la manière dont le Rwanda peut maintenir sa forte trajectoire de développement et réaliser ses aspirations à long terme en matière de revenus, en mobilisant plus efficacement les capitaux nationaux. Le rapport met en évidence les progrès réalisés par le Rwanda grâce à des politiques et des réformes judicieuses, tout en soulignant les déficits et les contraintes persistants en matière de financement, tels que l'informalité, l'étroitesse de l'assiette fiscale, la faible profondeur des marchés de capitaux et la sous-utilisation du capital naturel. Il insiste sur la nécessité de renforcer les institutions, la gouvernance et la mobilisation des ressources nationales dans les domaines financier, humain, naturel et commercial, en vue de soutenir une croissance inclusive et d'accélérer la transformation structurelle, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

Rapport pays 2025 - Rwanda - Tirer le meilleur parti du capital du Rwanda pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

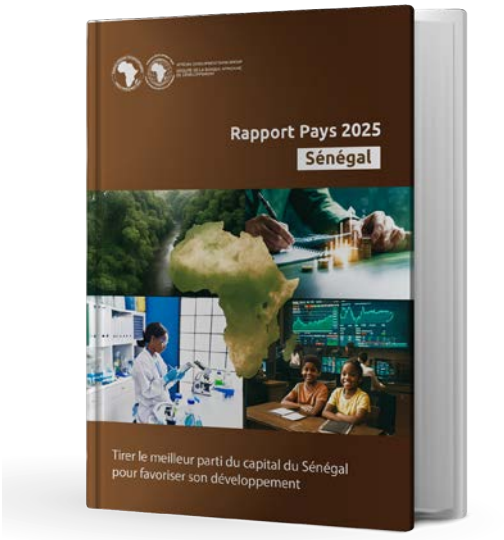
Le rapport São Tomé-et-Príncipe : Tirer le meilleur parti du capital de São Tomé et Príncipe pour favoriser son développement évalue la manière dont le pays peut réduire sa vulnérabilité et renforcer sa résilience en tirant davantage parti de ses capitaux naturels, humains, financiers et institutionnels. Le rapport souligne la base économique étroite du pays et son exposition aux chocs externes et climatiques, malgré un fort potentiel en matière de biodiversité, de ressources marines, de tourisme, de pêche et d'énergies renouvelables. Même si les perspectives de croissance à court terme sont prudemment positives, des risques majeurs persistent pour la balance des paiements en raison de la dépendance vis-à-vis des matières premières, des chocs climatiques, de l'incertitude géopolitique et de la diminution de l'aide. L'analyse souligne la nécessité de diversifier les exportations, de renforcer la souveraineté énergétique, d'améliorer l'environnement des affaires, d'investir dans le capital humain et de préserver la viabilité de la dette grâce à l'assainissement budgétaire et à des financements innovants tels que les échanges de dette-climat et les marchés du carbone. Elle conclut que l'élargissement de la marge de manœuvre budgétaire pour les infrastructures résilientes au climat et la protection sociale est essentiel pour parvenir à un développement plus inclusif et plus résilient, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - São Tomé et Príncipe - Tirer le meilleur parti du capital de São Tomé et Príncipe pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

SÉNÉGAL : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU SÉNÉGAL POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juillet 2025



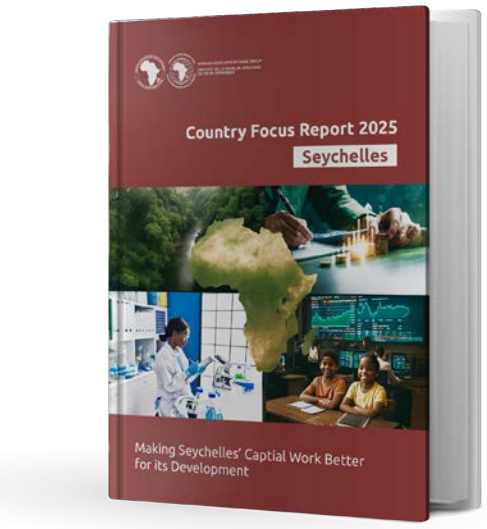
Rapport Pays 2025 - Sénégal - Tirer le meilleur parti du capital du Sénégal pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Sénégal : Tirer le meilleur parti du capital du Sénégal pour favoriser son développement examine la manière dont le Sénégal peut tirer parti de ses ressources naturelles croissantes, en particulier le pétrole et le gaz récemment découverts, tout en relevant les défis persistants en matière de développement. Le rapport met en évidence le niveau élevé de pauvreté et de chômage, la faible productivité agricole due à la dépendance climatique et l'augmentation de la dette publique aggravée par des données budgétaires erronées, qui ont fragilisé la confiance des investisseurs. Il analyse les capitaux naturels, humains et financiers du Sénégal, ainsi que les faiblesses institutionnelles et de gouvernance qui limitent la mobilisation efficace des ressources, en particulier dans un contexte de diminution de l'aide internationale. Le rapport préconise des réformes de gouvernance plus poussées, une meilleure gestion du capital et un renforcement des partenariats internationaux afin d'aider le Sénégal à financer son développement de manière durable et à réaliser son ambition d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2050, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

SEYCHELLES : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DES SEYCHELLES POUR FAVORISER LEUR DÉVELOPPEMENT

Date Published: 10-Jul-2025

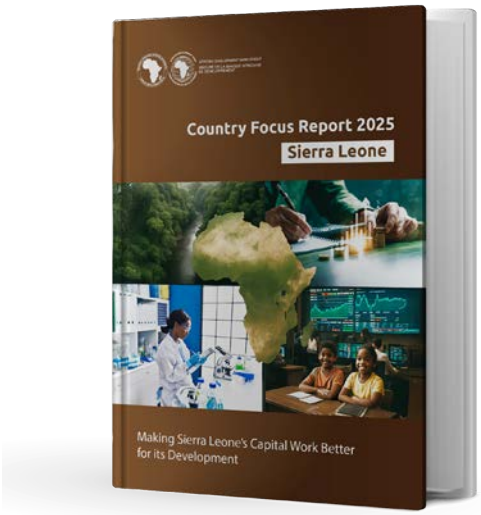
Le rapport Seychelles : Tirer le meilleur parti du capital des Seychelles pour favoriser leur développement examine la manière dont le pays peut renforcer sa résilience malgré sa solide performance macroéconomique et son niveau de revenu élevé. Le rapport souligne la vulnérabilité du pays face aux chocs externes et climatiques en raison de sa base économique étroite, de sa dépendance vis-à-vis du tourisme et de son isolement géographique, même si ses vastes ressources océaniques offrent un potentiel de développement important. Il évalue les tendances macroéconomiques et la mobilisation des capitaux naturels, financiers, numériques et humains, et souligne l'importance d'une gouvernance plus forte, d'une meilleure coordination institutionnelle et d'une réglementation plus efficace. L'analyse préconise une accélération des réformes structurelles et de la diversification économique pour garantir une croissance inclusive et durable, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Seychelles - Tirer le meilleur parti du capital des Seychelles pour favoriser leur développement | Groupe de la Banque africaine de développement

SIERRA LEONE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA SIERRA LEONE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



Rapport pays 2025 - Sierra Leone - Tirer le meilleur parti du capital de la Sierra Leone pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

Le rapport Sierra Leone : Tirer le meilleur parti du capital de la Sierra Leone pour favoriser son développement analyse la manière dont la Sierra Leone peut transformer ses ressources naturelles et humaines abondantes mais sous-utilisées en moteurs d'une croissance durable. Le rapport met en évidence la pauvreté généralisée, la volatilité économique et la vulnérabilité face aux chocs climatiques et externes résultant de la dépendance à l'égard des services informels et de l'agriculture. Il passe en revue les tendances macroéconomiques, évalue la mobilisation des capitaux nationaux et souligne le rôle essentiel de la gouvernance, du renforcement des institutions, de l'approfondissement des marchés de capitaux et de l'amélioration de L'État de droit. L'analyse préconise des stratégies innovantes pour mieux tirer parti des capitaux naturels, humains, financiers et commerciaux en vue de renforcer la sécurité alimentaire, de développer la résilience et de soutenir un développement inclusif à long terme, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

SOMALIE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA SOMALIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 25 juin 2025

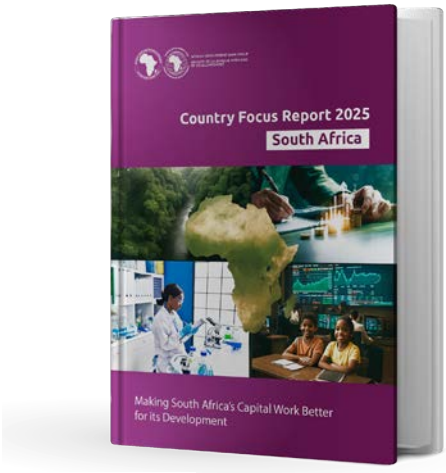
Le rapport Somalie : Tirer le meilleur parti du capital de la Somalie pour favoriser son développement examine la manière dont la Somalie peut mieux mobiliser et utiliser ses capitaux financiers, naturels, humains et commerciaux pour soutenir la reprise et le développement à long terme. Malgré des ressources naturelles abondantes, notamment le bétail, la pêche, le pétrole, les minéraux et les énergies renouvelables, le rapport souligne un déficit de financement très important dû à la pauvreté généralisée, au chômage, à l'instabilité politique, à la faiblesse des institutions, à des lois obsolètes et à une mobilisation extrêmement faible des ressources nationales. Il note que les améliorations prévues en matière de perception des impôts, bien qu'importantes, restent insuffisantes sans réformes plus profondes. L'analyse souligne la nécessité d'une gouvernance plus forte, d'une amélioration des cadre des affaires, de mesures efficaces de lutte contre la corruption et les flux illicites, de l'application des réglementations relatives aux ressources naturelles, de l'accélération des cadres de partenariat public-privé, de l'expansion de la numérisation et d'investissements soutenus dans le capital humain, l'éducation, la santé et le système judiciaire, en vue de libérer le potentiel de développement de la Somalie, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.



Rapport pays 2025 - Somalie - Tirer le meilleur parti du capital de la Somalie pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

AFRIQUE DU SUD : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'AFRIQUE DU SUD POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



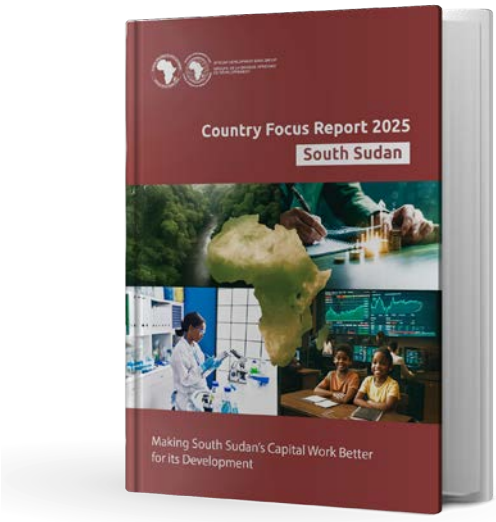
Country Focus Report 2025 - South Africa - Making South Africa's Capital Work Better for its Development | African Development Bank Group

La croissance du PIB réel devrait rester modérée, à 0,8 % en 2025 et 1,2 % en 2026, grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en énergie, du transport ferroviaire de marchandises et de la gestion des ports. Toutefois, les risques intérieurs persistent. Il s'agit notamment de déficits d'infrastructure persistants, de problèmes non résolus dans la fourniture d'électricité, d'inefficacités dans le transport ferroviaire de marchandises et les opérations portuaires, et de vulnérabilités budgétaires dues aux renflouements répétés des entreprises publiques (SOE). De plus, des risques mondiaux tels que le ralentissement économique de la Chine, les tensions géopolitiques et la vulnérabilité de l'Afrique du Sud face aux chocs liés au changement climatique et aux perturbations commerciales en rajoutent à l'incertitude qui pèse sur les perspectives de croissance.

SUD SOUDAN : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU SUD SOUDAN POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 25 juin 2025

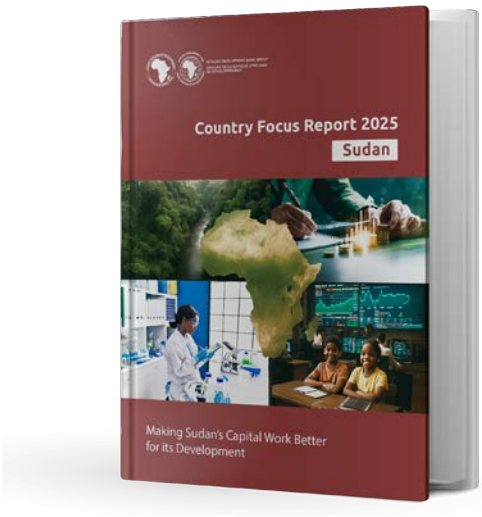
Le PIB réel du Soudan du Sud s'est contracté de 27,6 % en 2023/24, contre une croissance de 2,5 % en 2022/23, en raison d'un environnement économique difficile dû au conflit au Soudan, qui a endommagé les oléoducs et entraîné l'arrêt de la production de pétrole. Toutefois, le PIB réel devrait augmenter de 4,0 % en 2024/25 et de 12,1 % en 2025/26, à mesure que la production et les exportations de pétrole retrouvent leurs niveaux d'avant l'arrêt de la production. L'économie du Soudan du Sud est l'une des plus dépendantes des ressources naturelles du continent, le pétrole représentant plus de 50 % du PIB, environ 80 % des exportations et plus de 90 % des recettes. Cette structure économique a compromis les efforts visant à diversifier l'économie et à élargir l'assiette fiscale. Malgré les progrès accomplis ces dernières années, le Soudan du Sud doit relever des défis de taille, notamment l'instabilité politique, et étendre et maintenir le programme de réformes afin d'améliorer l'efficacité des institutions publiques, de faire respecter l'État de droit, et d'assurer la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance pour une mobilisation et une utilisation efficaces des capitaux.



Country Focus Report 2025 - South Sudan - Making South Sudan's Capital Work Better for its Development | African Development Bank Group

SOUDAN : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU SOUDAN POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



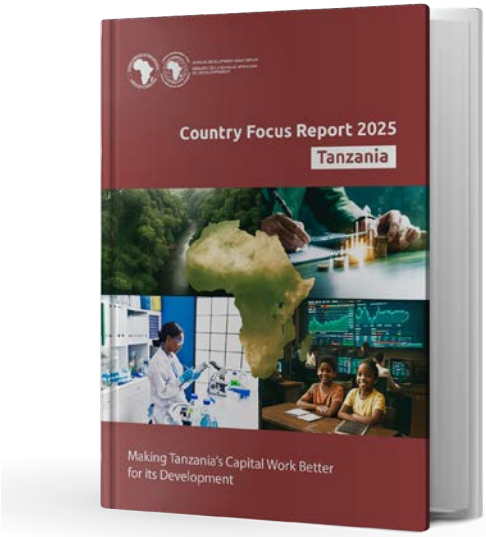
Le PIB réel devrait avoir reculé de 12,8 % en 2024, contre une baisse de 37,5 % en 2023, qui constituait la plus forte contraction de l'histoire du Soudan. En raison de la guerre, le PIB devrait encore reculer de 0,6 % en 2025, l'activité économique restant atone. Toutefois, le PIB devrait progresser de 1,3 % en 2026, à condition que la paix soit rétablie en 2025. Si le Soudan souhaite accélérer sa transformation structurelle, il devra combler un déficit de financement de 24,3 milliards d'USD par an, un montant que l'APD, les investissements directs étrangers (IDE), la dette extérieure ou les envois de fonds des travailleurs émigrés sont loin de couvrir. L'économie du Soudan dépend fortement de son capital naturel, en particulier du pétrole, de l'or et des terres agricoles.

Country Focus Report 2025 - Sudan - Making Sudan's Capital Work Better for its Development | African Development Bank Group

TANZANIE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA TANZANIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 25 juin 2025

La Tanzanie a maintenu de solides performances macroéconomiques grâce à des politiques saines et à des réformes économiques. Le PIB réel a augmenté de 5,6 % en 2024, contre 5,1 % en 2023, et devrait atteindre 5,9 % en 2025 et 6,0 % en 2026, en raison des tensions mondiales et de la géopolitique. Pour accélérer le développement économique, il est nécessaire de mettre en place des politiques visant à garantir la stabilité des prix et des taux de change, à favoriser la croissance du crédit au secteur privé et à renforcer la mobilisation des ressources nationales. Les besoins bruts de financement de la Tanzanie ont atteint 8,1 % du PIB au cours de l'exercice 2023/24, et le pays a besoin de 14,8 milliards d'USD par an jusqu'en 2030 pour accélérer sa transformation structurelle et se hisser au niveau des pays en développement les plus performants. Malgré les réformes récentes, les recettes fiscales nationales restent faibles par rapport à celles de pays comparables, en raison surtout de l'économie informelle, des inefficacités administratives et de la sous-exploitation des ressources naturelles.



Adaptation Benefits Mechanism - Guidebook February 2025 | African Development Bank Group

TUNISIE: TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE LA TUNISIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 10 juin 2025



En 2024, la Tunisie a enregistré une croissance économique modeste de 1,4 %, principalement portée par l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. Toutefois, cette dynamique a été freinée par la contraction du secteur énergétique et la détérioration de la balance commerciale.

Une politique monétaire restrictive a permis de contenir l'inflation à 7 %, tout en limitant parallèlement l'accès au crédit, le secteur financier enregistrant un taux de créances douteuses de 14 %.

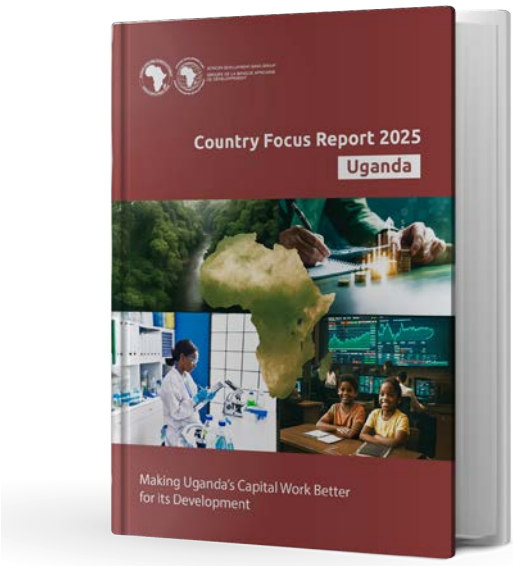
Le déficit budgétaire a été réduit à 6,1 % du PIB, grâce à une amélioration des recettes fiscales. Néanmoins, la dette publique demeure élevée, atteignant 81,2 % du PIB.

Rapport Pays 2025 - Tunisie - Tirer le meilleur parti du capital du Tunisie pour favoriser son développement | Groupe de la Banque africaine de développement

OUGANDA : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'OUGANDA POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025

L'économie ougandaise a connu une croissance de 6,3 % en 2024, contre 4,9 % en 2024, tirée par tous les sous-secteurs. L'inflation s'est modérée, tandis que le secteur financier est resté stable et bien capitalisé. Les prêts non productifs ont diminué, signe d'une nouvelle amélioration de la solidité financière du secteur bancaire. Toutefois, les déséquilibres budgétaires et extérieurs ont persisté. La croissance devrait s'établir à 6,2 % en 2025 et dépasser les 7 % en 2026, grâce au démarrage prévu de la production pétrolière. Les principaux risques pesant sur ces perspectives sont les chocs climatiques et les incertitudes mondiales. Pour maintenir une trajectoire de croissance plus soutenue, l'Ouganda devrait combler son déficit de financement du développement, renforcer la mobilisation des ressources nationales et mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'attirer les investissements et d'assurer la stabilité macroéconomique.



Country Focus Report 2025 - Uganda - Making Uganda's Capital Work Better for its Development | African Development Bank Group

ZAMBIE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU ZAMBIE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 23 juin 2025



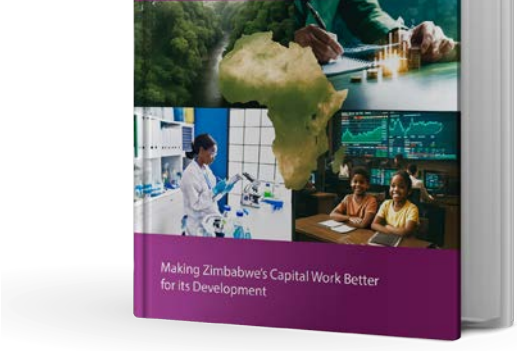
La croissance du PIB réel de la Zambie s'est ralentie, passant de 5,4 % en 2023 à 4,0 % en 2024, en grande partie à cause d'une sécheresse sans précédent. Toutefois, la croissance devrait se redresser pour atteindre 6,2 % en 2025 et 6,0 % en 2026. Le budget national 2025 comprend des objectifs macroéconomiques clés, notamment : i) ramener l'inflation dans la fourchette cible de 6 à 8 % à moyen terme ; et ii) accroître la mobilisation des ressources intérieures pour atteindre au moins 21,2 % du PIB d'ici à 2027, tout en rationalisant les dépenses publiques.

Country Focus Report 2025 - Zambia - Making Zambia's Capital Work Better for its Development | African Development Bank Group

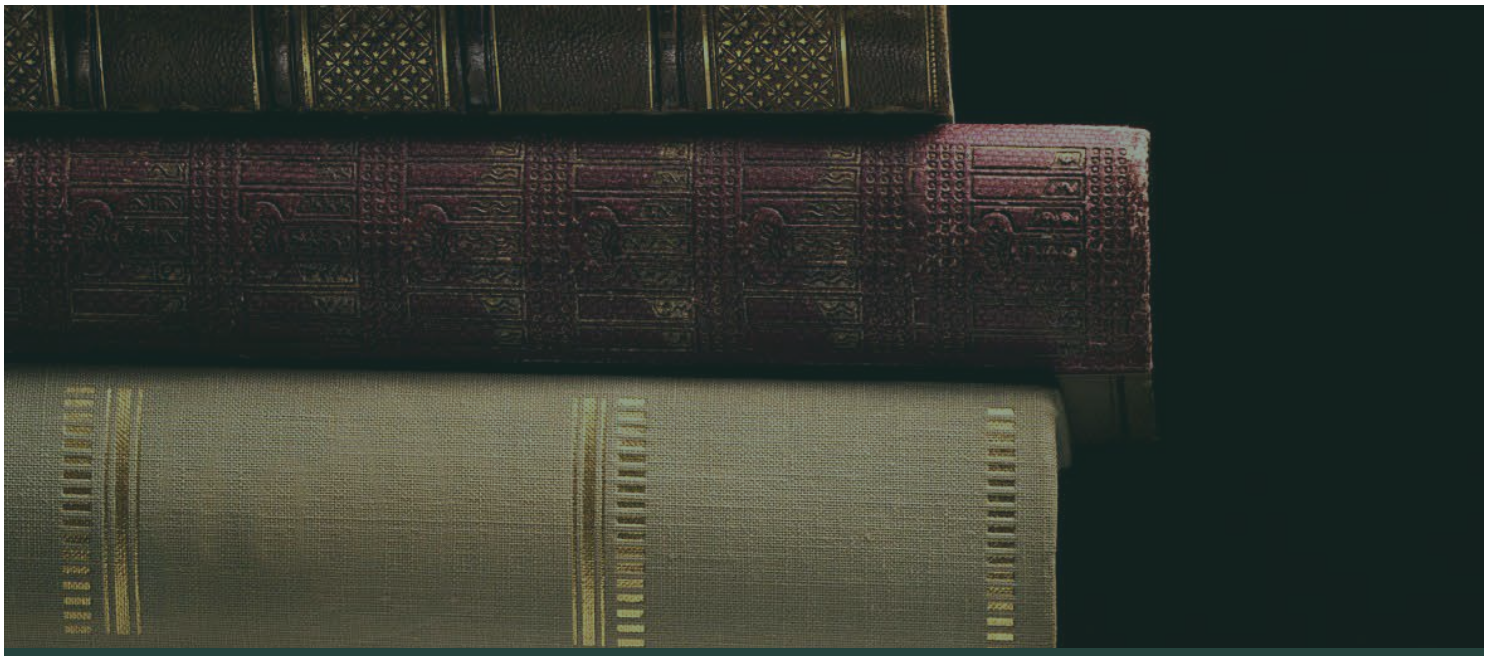
ZIMBABWE : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DU ZIMBABWE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 02 juillet 2025

La croissance économique du Zimbabwe a ralenti à 2,0 % en 2024, contre 5,3 % en 2023, en grande partie à cause de la sécheresse induite par El Niño, de la baisse de la production agricole, de la chute des prix des produits de base et des pénuries d'électricité persistantes. Toutefois, les secteurs du commerce de gros et de détail, des industries extractives et de l'industrie manufacturière ont apporté une contribution positive. Le taux de change s'est stabilisé à 25,40 ZiG pour 1 USD au quatrième trimestre 2024, après une forte dépréciation de 71 % du ZWL au premier trimestre, qui a porté l'inflation annuelle du ZiG à une moyenne de 55,7 %. L'instabilité des taux de change, la concurrence déloyale exercée par l'important secteur informel, ainsi que les coûts élevés liés à l'activité économique ont continué de peser sur les secteurs du commerce de gros et de détail ainsi que sur l'industrie manufacturière en 2024. Une reprise est attendue en 2025, avec une croissance du PIB réel estimée à 6,0 %, soutenue par un rebond de 12,8 % dans le secteur agricole et un ralentissement de l'inflation à environ 20 %.

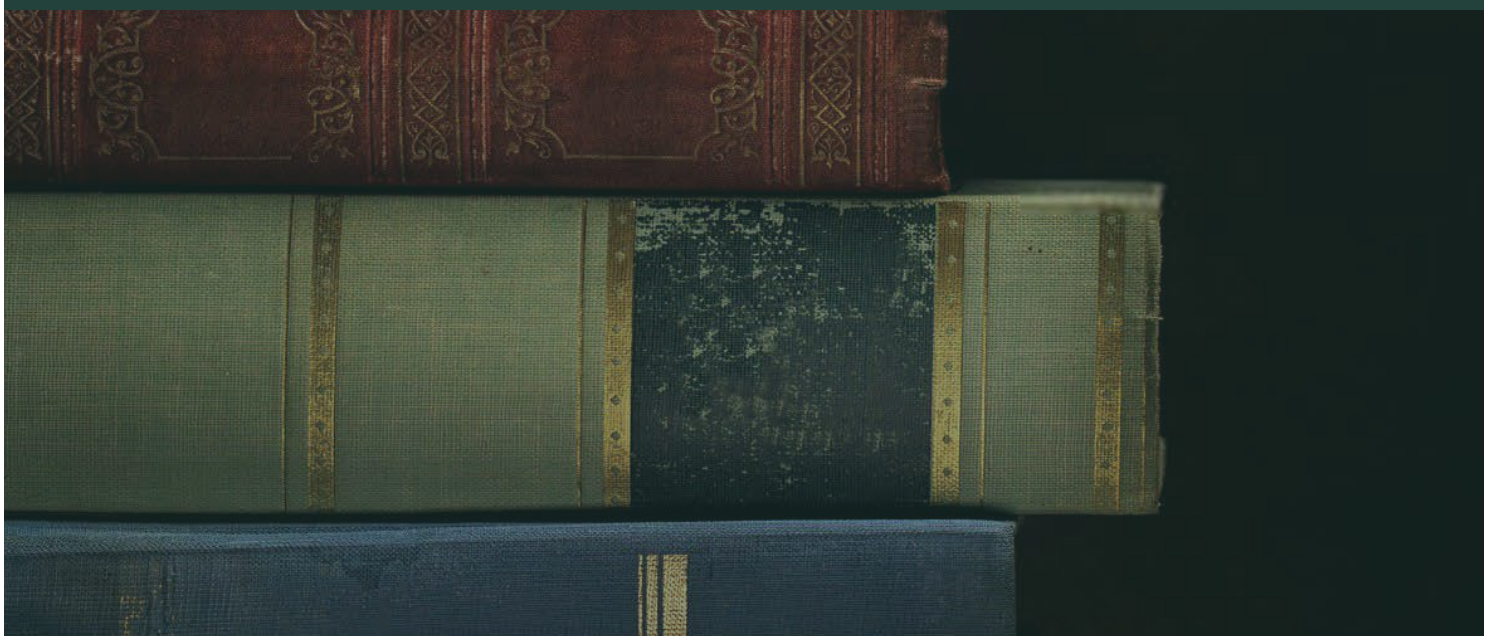


Country Focus Report 2025 - Zimbabwe - Making Zimbabwe's Capital Work Better for its Development | African Development Bank Group



10

NOTES DE DIAGNOSTIC PAYS



COMORES - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : 9 décembre 2025



Comores - Note de diagnostic pays | Groupe de la Banque africaine de développement

La Note de diagnostic national des Comores évalue les performances économiques et sociales récentes du pays, en identifiant les principaux défis, opportunités et contraintes structurelles qui affectent le développement. Elle met en évidence les domaines d'intervention prioritaires pour soutenir une croissance forte, inclusive et durable, en mettant l'accent sur la levée des obstacles à la transformation structurelle. Cette note est destinée à guider la préparation du Document de stratégie pays 2026-2030, en veillant à son alignement sur le Plan Comores Émergent (PCE) 2020-2030 des Comores et en soutenant l'ambition du pays de parvenir à l'émergence économique d'ici à 2030, en partenariat avec le Groupe de la Banque africaine de développement.

GAMBIE - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : 07 mai 2025



La Note de diagnostic pays de la Gambie examine les principaux obstacles au développement du pays et identifie les actions prioritaires à mener pour libérer le potentiel de croissance et renforcer la résilience. Le rapport passe en revue les performances et les perspectives macroéconomiques, évalue les défis transversaux tels que la gouvernance, le changement climatique, l'égalité des sexes, le développement du secteur privé et les sources de fragilité, et analyse les lacunes par rapport aux cinq priorités de la Banque. Destinée à éclairer l'orientation stratégique, la note met en évidence les domaines de réforme dans lesquels le Groupe de la Banque africaine de développement peut aider la Gambie à promouvoir une croissance inclusive et verte et à atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Gambie - Note de diagnostic pays | Groupe de la Banque africaine de développement

LIBERIA - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : 07 mai 2025



La Note de diagnostic pays du Liberia passe en revue le développement économique du Liberia au cours des trois dernières décennies, en identifiant quatre phases de croissance distinctes, façonnées par différentes stratégies de développement ayant donné des résultats mitigés en matière de croissance inclusive et de transformation structurelle. Bien que ces phases reflètent des degrés de réussite variables, la période post-conflit se distingue par d'importantes réformes politiques visant à renforcer la démocratie, à améliorer la gouvernance, à développer les infrastructures et à attirer les investissements pour diversifier l'économie. La note met en évidence les efforts continus du gouvernement pour consolider ces acquis grâce à des réformes qui renforcent la résilience, réduisent la pauvreté et améliorent le bien-être social, et présente ces priorités comme essentielles au maintien d'un développement à long terme, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

Liberia - Note de diagnostic pays | Groupe de la Banque africaine de développement

MALI - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : 09 décembre 2025



La présente Note de diagnostic pays (NDP) présente une évaluation rigoureuse des principaux obstacles au développement du Mali et identifie les domaines d'intervention prioritaires afin de libérer le potentiel de transformation structurelle du pays en vue d'une croissance plus inclusive et durable, de faire face à la crise sécuritaire et de soutenir la reconstruction du tissu social.

https://www.afdb.org/en/documents/mali-note-de-diagnostic-pays-mai-2025

SÉNÉGAL - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : mai 2025



La Note de diagnostic pays du Sénégal fournit une évaluation complète des performances économiques globales et sectorielles, afin d'éclairer les réformes prioritaires qui soutiennent la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. Elle examine des questions transversales telles que la gouvernance, le changement climatique, l'égalité des sexes, la fragilité et le développement du secteur privé, et analyse les progrès et les lacunes du pays par rapport aux priorités des High-5 de la Banque. La note identifie également les domaines de réforme prioritaires et examine le système de suivi et d'évaluation des politiques publiques en vue de renforcer la mise en œuvre et la responsabilité, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

Sénégal - Note de diagnostic pays | Groupe de la Banque africaine de développement

SEYCHELLES - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : 03 octobre 2025



La Note de diagnostic pays (NDP) 2025 des Seychelles fournit une évaluation approfondie des principaux défis de développement du pays et identifie les interventions prioritaires pour libérer le potentiel de croissance. Axée sur la transformation économique et la résilience, la note met l'accent sur la croissance verte et la diversification économique comme moyens essentiels pour remédier aux vulnérabilités structurelles des Seychelles et à leur exposition aux chocs externes et climatiques. La CDN est conçue pour éclairer le dialogue stratégique et les choix politiques, en soutenant l'alignement des réformes et des investissements sur les objectifs de développement durable à long terme, en partenariat avec le Groupe de la Banque africaine de développement.

Seychelles - Note de diagnostic pays | Groupe de la Banque africaine de développement

TANZANIE - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : 22 mai 2025



La Note de diagnostic pays de la Tanzanie décrit le contexte politique et institutionnel du pays comme fondement du développement, en soulignant la stabilité qu'elle connaît depuis l'introduction de la démocratie multipartite et son bilan en matière d'élections pacifiques. Elle fait état de la transition constitutionnelle sans heurts qui a eu lieu en 2021 après le décès du président John Pombe Magufuli et l'investiture de Samia Suluhu Hassan. Depuis lors, l'administration a donné la priorité à l'élargissement de l'espace démocratique et civique, au renforcement de l'intégration régionale et à la promotion d'une croissance tirée par le secteur privé. La note présente ces évolutions politiques comme des conditions propices à la promotion d'une croissance et de réformes inclusives, qui guident l'intervention stratégique du Groupe de la Banque africaine de développement en Tanzanie.

Tanzanie - Note de diagnostic pays | Groupe de la Banque africaine de développement

AFRIQUE CENTRALE - NOTE DE DIAGNOSTIC REGIONALE – 2025

Date de publication : décembre 2025



La note de diagnostic régionale pour l'Afrique centrale a été préparée pour accompagner la préparation du rapport final du Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique centrale (DSIR-AC) 2019-2025 du Groupe de la Banque africaine de développement, qui expirera en 2025. La note met en évidence les domaines prioritaires du nouveau DSIR de la Banque pour l'Afrique centrale pour la période 2026-2032.

https://www.afdb.org/en/documents/afrique-centrale-note-de-diagnostic-regionale-2025

OUGANDA - NOTE DE DIAGNOSTIC PAYS

Date de publication : décembre 2025

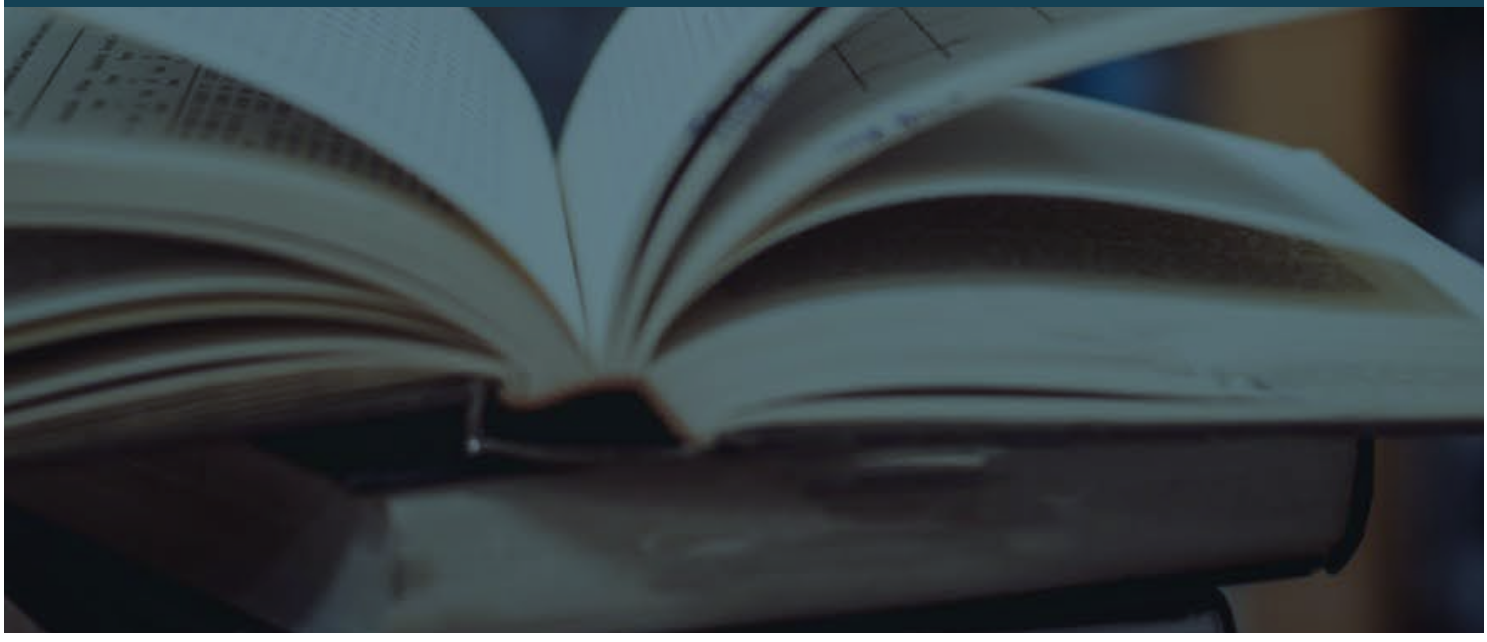


La Note de diagnostic pays (CDN) de l'Ouganda fournit une évaluation complète du contexte de développement du pays, afin d'éclairer la préparation du Document de stratégie pays 2027-2031 et de consolider les progrès réalisés dans le cadre de la stratégie actuelle. Elle analyse les conditions socioéconomiques du pays et les principaux obstacles à une croissance inclusive et durable, et identifie les lacunes importantes et les réformes prioritaires nécessaires pour accélérer la transformation structurelle et la compétitivité. Destinée à orienter le dialogue stratégique sur les politiques, les priorités d'investissement et l'engagement en faveur des réformes, la CDN aligne les objectifs nationaux de développement sur la Stratégie décennale, les priorités des High-5 et les Quatre points cardinaux du Groupe de la Banque africaine de développement, soutenant ainsi les objectifs de développement à moyen et long terme de l'Ouganda.

Ouganda - Note de diagnostic pays - Déc.-2025 | Groupe de la Banque africaine de développement



11 RESSOURCES STATISTIQUES



PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAILLE RÉELLE DES ÉCONOMIES AFRICAINES - FAITS SAILLANTS DU PROGRAMME DE COMPARAISON INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE 2021

Date de publication : 30 octobre 2025



Le rapport Les parités de pouvoir d'achat et la taille réelle des économies africaines – Faits saillants du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique 2021 résume les principales conclusions du dixième cycle du Programme de comparaison internationale, la plus grande initiative statistique mondiale visant à produire des données comparables au niveau international sur les prix, les dépenses et les parités de pouvoir d'achat (PPA). Le rapport souligne la forte participation de l'Afrique au cycle 2021, avec 52 économies africaines sur 176 au total, soit la plus grande représentation régionale au monde, y compris les nouveaux participants que sont la Somalie et le Soudan du Sud. Il souligne le rôle du PCI dans l'amélioration de la mesure de la taille réelle des économies africaines, le renforcement de l'analyse économique fondée sur des données probantes et l'appui à des comparaisons plus précises entre les pays, pour éclairer l'élaboration des politiques et la planification du développement, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement en matière de coordination.

Les parités de pouvoir d'achat et la taille réelle des économies africaines – Faits saillants du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique 2021 | Groupe de la Banque africaine de développement

LE LIVRE DE POCHE DES STATISTIQUES DU GROUPE DE LA BANQUE 2025

Date de publication : 03 octobre 2025



Livre de poche des statistiques de la BAD 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

Le Livre de poche des statistiques du Groupe de la Banque 2025 est un ouvrage de référence statistique concis préparé par le Département des statistiques de la Banque africaine de développement, qui fournit des indicateurs économiques et sociaux clés pour faciliter l'analyse et la prise de décision. Cette publication présente des données normalisées pour tous les pays, tout en précisant que la désignation des pays n'implique aucune position juridique ou politique de la part de la Banque. Elle constitue une ressource pratique pour les décideurs, les chercheurs et les praticiens du développement, et comporte des clauses de non-responsabilité standard relatives à l'utilisation et à l'interprétation des données.

COMPENDIUM DE STATISTIQUES SUR LES OPÉRATIONS DU GROUPE DE LA BANQUE 2025

Date de publication : 30 septembre 2025



Compendium de statistiques sur les opérations du Groupe de la Banque 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

Le Compendium de statistiques sur les opérations du Groupe de la Banque 2025 est une publication statistique annuelle du Groupe de la Banque africaine de développement qui présente des données complètes sur les activités opérationnelles du Groupe. Le rapport est structuré en deux parties : la première fournit des statistiques agrégées et transnationales sur les opérations de la Banque, tandis que la seconde présente des données chronologiques au niveau national pour chaque pays membre régional. Il sert de référence clé pour suivre l'ampleur, la répartition et l'évolution des opérations de développement du Groupe de la Banque et appuyer la transparence, l'analyse et les rapports institutionnels

LIGNES DIRECTRICES POUR LA CRÉATION DE REGISTRES STATISTIQUES DES ENTREPRISES EN AFRIQUE

Date de publication : 10 juin 2025



Les lignes directrices pour la création de registres statistiques des entreprises en Afrique fournissent des conseils pratiques pour renforcer les systèmes de statistiques des entreprises dans les pays africains. Préparé par le département des statistiques du Groupe de la Banque africaine de développement dans le cadre du programme de renforcement des capacités statistiques (SCB-5) et mis en œuvre avec le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le document présente les approches méthodologiques et institutionnelles permettant de créer et de tenir à jour des registres statistiques fiables des entreprises. Il vise à aider les systèmes statistiques nationaux à améliorer la qualité, la couverture et la cohérence des données économiques utilisées pour l'élaboration des politiques, la planification et l'analyse du secteur privé, tout en clarifiant les clauses de non-responsabilité standard relatives à la désignation des pays et à l'utilisation des données..

Lignes directrices pour la création de registres statistiques des entreprises en Afrique | Groupe de la Banque africaine de développement

REVUE StatECO : NUMÉRO SPÉCIAL SUR LES STATISTIQUES AGRICOLES (2025, NUMÉRO 119)

Date de publication : 21 aout 2025



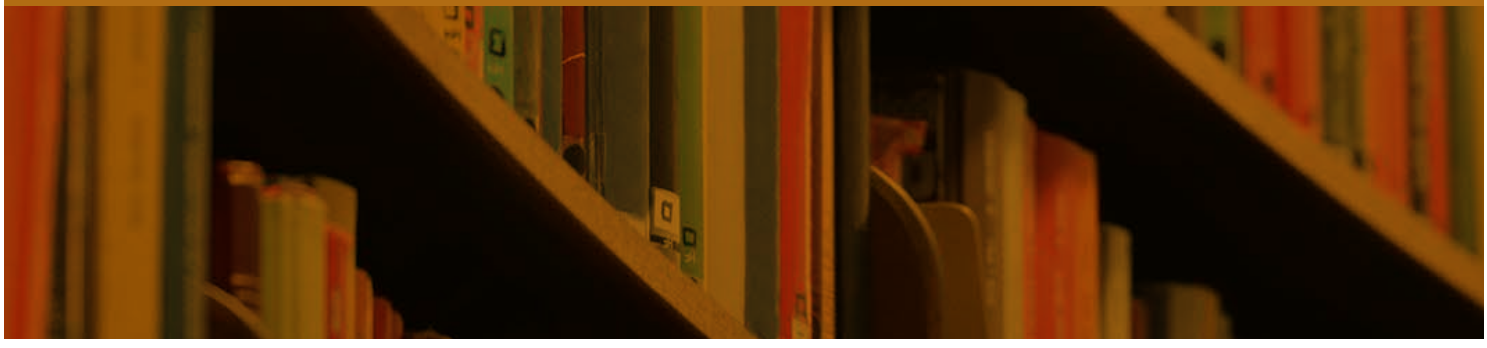
La revue StatEco : numéro spécial sur les statistiques agricoles (numéro 119) souligne le rôle essentiel que jouent des statistiques agricoles fiables dans la promotion de la sécurité alimentaire, de la résilience et de la transformation agricole durable en Afrique. Elle souligne que, même si les données ne peuvent à elles seules résoudre le problème de l'insécurité alimentaire, des statistiques de haute qualité et actualisées sont essentielles pour élaborer des politiques avisées, planifier efficacement, mettre en place des systèmes d'alerte précoce et réagir rapidement face aux chocs climatiques et commerciaux. Compte tenu du rôle crucial de l'agriculture dans les moyens de subsistance à travers le continent, la publication souligne l'importance de disposer de systèmes de données agricoles solides pour améliorer l'allocation des ressources, la mise en œuvre des politiques et les résultats à long terme en matière de développement.

Numéro spécial de la revue StatEco pour 2025 (Numéro 119) sur les statistiques agricoles | Groupe de la Banque africaine de développement



12

DOCUMENTS DE TRAVAIL, NOTES DE SYNTHÈSE ET DOCUMENTS DE RECHERCHE DE LA BANQUE



DOCUMENTS DE TRAVAIL

DOCUMENT DE TRAVAIL 386 - LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'AFRIQUE : METTRE LES TRANSFERTS DE FONDS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 13 mars 2025



Le document de travail n° 386 Libérer le potentiel de l'Afrique : mettre les envois de fonds au service du développement analyse la manière dont les envois de fonds, qui dépassent désormais l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers, peuvent être mieux exploités pour financer le développement de l'Afrique. À l'aide de méthodes empiriques permettant d'examiner l'incidence des envois de fonds sur la consommation et l'investissement dans différents pays, l'étude identifie les facteurs qui expliquent les différences dans l'utilisation de ces flux. Elle constate que si les transferts de fonds contribuent de manière significative au bien-être des ménages, leur impact sur le développement peut être renforcé par des politiques qui canalisent davantage de fonds vers des investissements productifs. Le document recommande de favoriser l'inclusion financière, de développer les obligations de la diaspora, d'améliorer le climat d'investissement et de renforcer l'engagement et la culture financière de la diaspora, parallèlement à des mesures plus larges visant à améliorer la stabilité macroéconomique, les infrastructures et la situation sociopolitique. Il souligne également le rôle des partenaires internationaux, notamment le Groupe de la Banque africaine de développement, dans le soutien apporté à ces efforts sous forme de financement et de renforcement des capacités.

Document de travail n° 386 Libérer le potentiel de l'Afrique : mettre les envois de fonds au service du développement | Groupe de la Banque africaine de développement

DOCUMENT DE TRAVAIL 387 - RISQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET STRATÉGIES D'ADAPTATION AU MOZAMBIQUE : LE RÔLE DES INFRASTRUCTURES CLIMATO-RÉSILIENTES

Date de publication : 13 mars 2025



Le document de travail n° 387 intitulé « Risques liés au changement climatique et stratégies d'adaptation au Mozambique — Le rôle des infrastructures climato-résilientes » examine la manière dont les chocs climatiques affectent l'économie et les finances publiques du Mozambique et la manière dont les réponses stratégiques peuvent réduire leur impact. À l'aide d'un modèle d'équilibre général dynamique qui intègre les catastrophes naturelles, l'étude analyse les effets macroéconomiques des inondations et évalue les avantages d'investir dans des infrastructures climato-résilientes et de constituer des réserves budgétaires pour faire face aux imprévus. Les résultats montrent que les infrastructures résilientes réduisent considérablement les préjudices économiques causés par les catastrophes, tandis que les réserves budgétaires aident à alléger les coûts d'ajustement et de reconstruction après une catastrophe. Le document souligne également le rendement élevé des investissements dans l'adaptation, leur potentiel à attirer des capitaux privés et l'importance du financement sous forme de dons pour maintenir la viabilité de la dette et limiter les coûts sociaux, en rappelant la nécessité d'intégrer les risques climatiques dans la planification à moyen terme en vue de renforcer la résilience, avec l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement.

Document de travail n° 387 Risques liés au changement climatique et stratégies d'adaptation au Mozambique — Le rôle des infrastructures climato-résilientes | Groupe de la Banque africaine de développement

NOTES DE SYNTHÈSE

VOLUME 16 | NUMÉRO 1 STRESSÉES ET MAL DESSERVIES : LES FEMMES AFRICAINES ET LE POIDS DES SOUCIS FINANCIERS LIÉS AU COVID-19

Date de publication : 03 octobre 2025



La note de synthèse Stressées et mal desservies : les femmes africaines et le poids des soucis financiers liés au COVID-19 examine comment la pandémie de COVID-19 a intensifié les difficultés économiques et le stress émotionnel des femmes à travers l'Afrique. Le rapport souligne que la crise a mis en évidence de profondes vulnérabilités structurelles, notamment la prédominance de l'emploi informel et l'absence de filets de sécurité sociale efficaces, laissant des millions de personnes très exposées aux chocs de revenus. Avec plus d'un tiers de la population africaine vivant en dessous du seuil international de pauvreté et les femmes surreprésentées dans les emplois informels et peu rémunérés, la pandémie a accru de manière disproportionnée l'insécurité financière et le stress des femmes africaines. L'analyse souligne la manière dont le COVID-19 a aggravé les inégalités socioéconomiques existantes et attire l'attention sur la nécessité de mettre en place des systèmes de protection plus solides et plus inclusifs pour mieux soutenir les femmes lors de crises futures.

Note de synthèse - Stressées et mal desservies : les femmes africaines et le poids des soucis financiers liés au COVID-19 - Volume 16 | Numéro 1 | Groupe de la Banque africaine de développement

VOLUME 16 | NUMÉRO 2 ANALYSE DES FACTEURS DÉTERMINANTS DE LA DYNAMIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE AU KENYA

Date de publication : 06 novembre 2025



La dette publique du Kenya a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 42,2 % du PIB en 2013 à 72,0 % en 2023, avant de redescendre à 65,7 % en 2024, principalement en raison de l'appréciation du shilling kényan. Toutefois, le Kenya continue d'accéder aux marchés nationaux et internationaux, notamment en émettant un eurobond en février 2024. En 2024, la dette extérieure s'élevait à 38,7 milliards d'USD (52,9 % de la dette totale ou 38,2 % du PIB) et était dominée par les prêteurs multilatéraux (50,5 %), suivis des créanciers commerciaux (25,4 %) et bilatéraux (23,8 %), la Chine, la France et le Japon étant les principaux prêteurs bilatéraux — la Chine représentant à elle seule 16,4 % de la dette extérieure — tandis que près des deux tiers de la dette extérieure sont libellés en USD. La dette intérieure s'élève à 34,46 milliards d'USD (47,1 % de la dette totale ou 33,3 % du PIB) et est principalement détenue par des créanciers non bancaires (52,5 %), suivis par les banques commerciales (43,4 %) et la Banque centrale du Kenya (4,1 %).

Analyse des facteurs déterminants de la dynamique de la dette publique au Kenya - Volume 16 | Numéro 2 | Groupe de la Banque africaine de développement

VOLUME 16 | NUMÉRO 3 | POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : DU POINT DE VUE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Date de publication : 28 novembre 2025

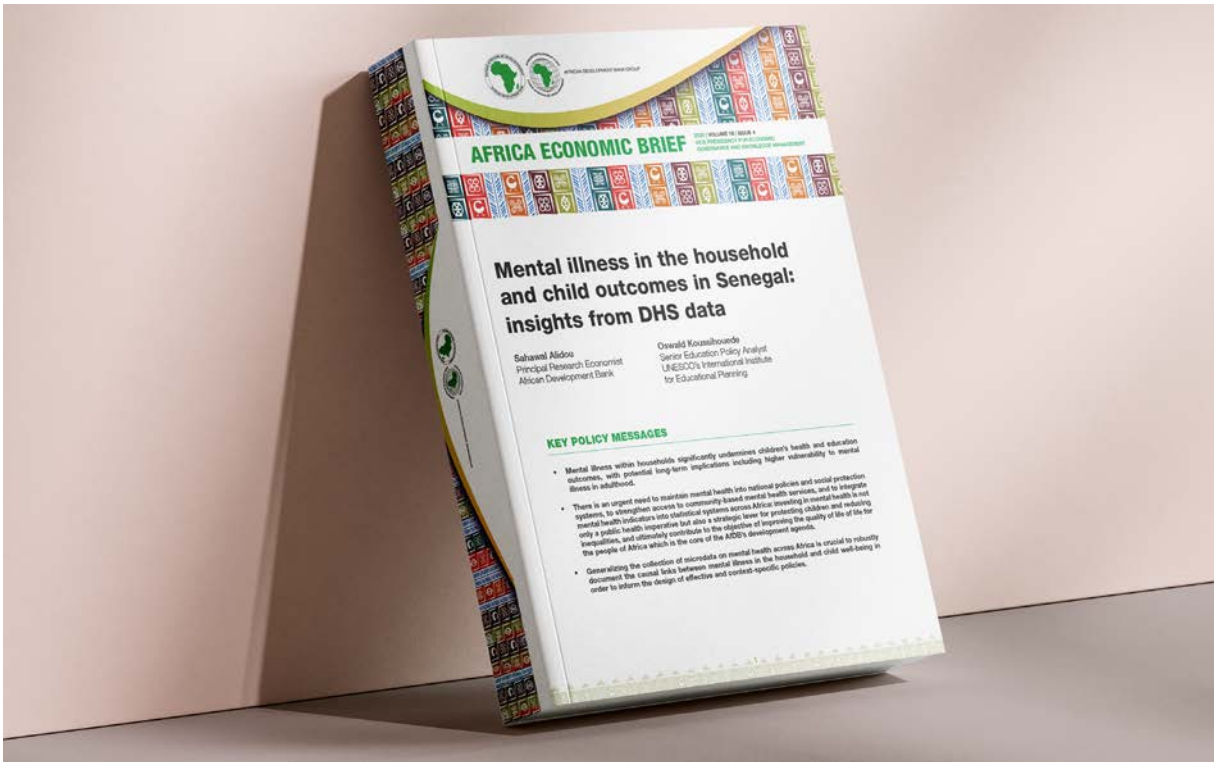


La politique budgétaire est probablement l'instrument de gestion de la politique économique le plus important dont disposent les décideurs à travers le monde. En effet, il ne serait pas exagéré de considérer la politique budgétaire comme l'instrument de politique économique de dernier recours. Plus récemment, le changement climatique est apparu comme l'un des facteurs clés qui influencent la performance de la politique budgétaire dans les pays en développement. Cet article examine la manière d'évaluer la performance budgétaire des politiques relatives au changement climatique. Il s'agit là d'une question essentielle, en particulier dans le contexte des pays en développement, où la recherche de la stabilité budgétaire doit être poursuivie, tout en mettant en œuvre des politiques visant à renforcer la résilience au changement climatique.

Politique budgétaire et changement climatique : du point de vue des pays en développement - Volume 16 | Numéro 3 | Groupe de la Banque africaine de développement

VOLUME 16 | NUMÉRO 4 MALADIE MENTALE AU SEIN DES MÉNAGES ET INCIDENCE SUR LES ENFANTS AU SÉNÉGAL : RÉFLEXIONS FONDÉES SUR LES DONNÉES EDS

Date de publication : 17 décembre 2025



Le rapport examine la prévalence et les répercussions plus larges des maladies mentales, en mettant l'accent sur leurs incidences sur les enfants au Sénégal, en s'appuyant sur les données de l'enquête démographique et de santé (EDS). La santé mentale, telle que définie par l'Organisation mondiale de la santé, est essentielle au bien-être individuel et au fonctionnement socioéconomique. Pourtant, les troubles mentaux touchent une part importante de la population mondiale, avec 1 personne sur 8 touchée en 2019 et 13,9 % en 2021 à la suite de la pandémie de COVID-19. Le fardeau est particulièrement lourd en Afrique, où plus de 116 millions de personnes vivaient avec des troubles mentaux avant la pandémie et où les taux de suicide dépassent la moyenne mondiale. Au-delà des répercussions individuelles, les maladies mentales entraînent des pertes importantes en termes de bien-être dans les pays en développement et ont des effets négatifs sur les autres membres du foyer, en particulier les enfants. Il est prouvé que les maladies mentales des parents peuvent avoir une influence négative sur le bien-être, le développement et la santé mentale à long terme des enfants. Cependant, la plupart des données existantes proviennent de contextes occidentaux, ce qui souligne la pertinence de l'intérêt particulier que l'étude accorde au Sénégal.

Maladie mentale au sein des ménages et incidence sur les enfants au Sénégal : réflexions fondées sur les données EDS - Volume 16 | Numéro 4 | Groupe de la Banque africaine de développement

VOLUME 16 | NUMÉRO 5 | ACTIONS DESTINÉES À EXPLOITER LE POTENTIEL DÉMOGRAPHIQUE DE L'AFRIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Date de publication : 06 janvier 2026



Le rapport met en évidence la manière dont les changements démographiques mondiaux modifient la dynamique économique et le rapport de force, l'Afrique apparaissant comme la seule région à enregistrer une croissance démographique rapide, une part croissante de la population mondiale et une forte augmentation du nombre de jeunes. Ces tendances offrent une opportunité stratégique de transformer la vitalité démographique en croissance économique durable, à condition qu'elles s'accompagnent d'une vision claire du développement. Le rapport soutient que, pour exploiter ce potentiel, il faut une intégration plus poussée dans l'économie du savoir, une croissance plus forte de la productivité et une utilisation efficace des opportunités offertes par l'innovation technologique et la transition énergétique mondiale, afin de répondre aux aspirations de la population jeune de l'Afrique.

Sans une action décisive, cependant, la dynamique démographique risque de devenir une source de pression économique et sociale, qui se traduira par une hausse du chômage, une vulnérabilité accrue et une augmentation des troubles sociaux.

Actions destinées à exploiter le potentiel démographique de l'Afrique pour le développement économique - Volume 16 | Numéro 5 | Groupe de la Banque africaine de développement

NOTES D'ORIENTATION

TCHAD - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) - RAPPORT DE DIAGNOSTIC

Date de publication : 16 décembre 2025



Le rapport de diagnostic évalue la manière dont le Tchad gère ses richesses naturelles et identifie les principaux obstacles qui l'empêchent de transformer ce potentiel en une résilience économique durable. Malgré d'importantes réserves de pétrole brut, d'or et d'autres minéraux qui pourraient soutenir le développement socioéconomique à long terme, le rapport constate que la faiblesse des cadres de gouvernance, la persistance des flux financiers illicites et les risques liés aux prêts garantis par des ressources minérales compromettent l'utilisation efficace des ressources. Les défis structurels, notamment la fragilité des institutions, le manque de clarté des accords contractuels et la surveillance réglementaire limitée, ont entraîné des inefficacités, un manque de transparence et une faible responsabilité publique, ce qui a finalement limité la capacité du Tchad à convertir les recettes tirées des ressources naturelles en résultats inclusifs et durables en matière de développement.

Tchad – Analyse pays des ressources naturelles : Rapport de diagnostic GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

TCHAD - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – NOTE D'ORIENTATION

Date de publication : 16 décembre 2025



La note d'orientation examine les défis auxquels le Tchad est confronté pour tirer parti de ses abondantes ressources naturelles en vue d'un développement inclusif et durable. Si les réserves importantes de pétrole brut, d'or et d'autres minéraux du Tchad offrent un énorme potentiel de croissance, l'économie reste fortement dépendante vis-à-vis du pétrole, les secteurs non pétroliers étant sous-développés. La note souligne que les capacités limitées en matière de surveillance et de réglementation, la persistance des flux financiers illicites et le commerce illégal constituent des contraintes majeures, auxquelles s'ajoutent les risques hérités des prêts garantis par des ressources qui ont réduit la marge de manœuvre budgétaire et accru les pressions en matière de remboursement, d'où la nécessité de mettre en place des cadres transparents et bien protégés pour la gouvernance des emprunts et des ressources..

Tchad – Analyse pays des ressources naturelles : Note d'orientation GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

MOZAMBIQUE - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – RAPPORT DE DIAGNOSTIC

Date de publication : 17 décembre 2025



Le rapport de diagnostic évalue la manière dont le Mozambique gère ses ressources naturelles et les contraintes qui limitent leur impact sur le développement. Malgré d'importantes réserves de gaz naturel, de charbon, de graphite et de terres fertiles qui offrent un fort potentiel de croissance inclusive et durable, les progrès ont été compromis par des faiblesses persistantes en matière de gouvernance et d'institutions, des flux financiers illicites et l'héritage de prêts opaques garantis par des ressources. Ces défis sont encore exacerbés par les chocs climatiques récurrents et l'insécurité à Cabo Delgado, qui réduisent la capacité du pays à convertir la richesse de ses ressources en un développement largement partagé et en une amélioration du niveau de vie. Le rapport souligne que la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine nécessitera une plus grande transparence, un renforcement des capacités institutionnelles et une plus grande diversification économique.

Mozambique - Analyse pays des ressources naturelles : Rapport de diagnostic GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

MOZAMBIQUE - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – NOTE D'ORIENTATION

Date de publication : 17 décembre 2025



La note d'orientation met en évidence le potentiel de développement des ressources naturelles abondantes du Mozambique, tout en soulignant les contraintes persistantes qui entravent leur utilisation efficace. S'appuyant sur les conclusions du Rapport de diagnostic GONAT 2025, elle relève que la faiblesse des cadres de gouvernance, les capacités institutionnelles limitées et la persistance des flux financiers illicites continuent de compromettre la capacité du pays à exploiter pleinement la richesse de ses ressources naturelles pour une transformation économique durable et inclusive, et souligne la nécessité de renforcer la surveillance et les réformes en matière de gouvernance en vue d'améliorer la résilience économique.

Mozambique - Analyse pays des ressources naturelles : Note d'orientation GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

SIERRA LEONE - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – RAPPORT DE DIAGNOSTIC

Date de publication : 17 décembre 2025



Le rapport de diagnostic évalue la gestion des ressources naturelles en Sierra Leone, en mettant en évidence à la fois ses importantes richesses minérales (diamants, or, rutile, bauxite et minerai de fer) et les contraintes qui limitent leur impact sur le développement. Malgré cette richesse en ressources, la croissance inclusive et durable a été entravée par des lacunes en matière de gouvernance dans le secteur extractif, des niveaux élevés d'informalité, en particulier dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, et d'importants flux financiers illicites qui réduisent les recettes publiques. Même si les réformes récentes, notamment la loi sur les recettes des industries extractives (2018), la loi contre le blanchiment d'argent (2022) et la participation continue à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, ont renforcé le cadre stratégique, le rapport constate que la faiblesse des capacités d'application, la coordination interinstitutionnelle limitée et l'insuffisance des systèmes de données restent des défis majeurs qui nécessitent des investissements soutenus.

Sierra Leone - Natural Resources Country Analysis: GONAT Diagnostic Report

SIERRA LEONE - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – NOTE D'ORIENTATION

Date de publication : 17 décembre 2025

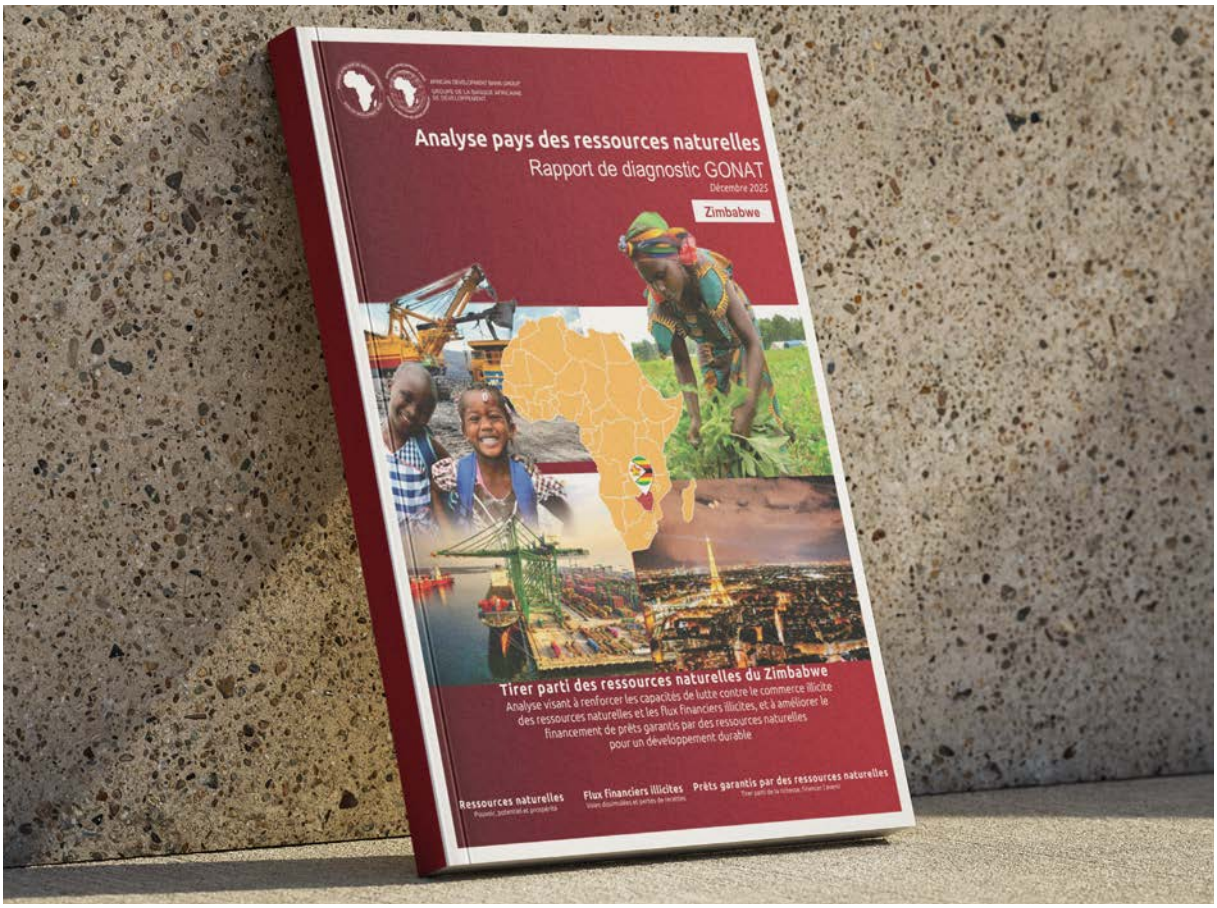


La note d'orientation examine la manière dont la Sierra Leone peut mieux tirer parti de ses importantes ressources minérales (diamants, or, bauxite et rutile) pour renforcer sa résilience économique. Bien que le secteur extractif reste une source essentielle du PIB, des recettes d'exportation et des recettes publiques, la note souligne les faiblesses persistantes en matière de gouvernance, l'informalité généralisée et les flux financiers illicites qui compromettent la stabilité budgétaire et limitent la contribution des ressources naturelles à une croissance économique durable et inclusive.

Sierra Leone - Analyse pays des ressources naturelles : Note d'orientation GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

ZIMBABWE – ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – RAPPORT DE DIAGNOSTIC

Date de publication : 17 décembre 2025



Le rapport de diagnostic évalue la gestion des ressources naturelles au Zimbabwe, en mettant en évidence à la fois l'ampleur de ses richesses naturelles et les contraintes qui limitent leur impact sur le développement. Les atouts diversifiés du Zimbabwe, notamment l'or, le platine, le lithium, les diamants, les terres agricoles fertiles et la riche biodiversité, offrent un énorme potentiel de croissance inclusive et durable. Toutefois, les faiblesses persistantes en matière de gouvernance, de finances publiques et d'institutions, ainsi que l'exposition aux flux financiers illicites, la faible valeur ajoutée nationale et la coordination interinstitutionnelle insuffisante continuent d'entraver la pleine réalisation de ce potentiel. Le rapport souligne que le renforcement de la gouvernance, l'amélioration de la transparence et l'accélération de la transformation numérique sont essentiels pour exploiter les richesses naturelles au service d'un développement inclusif, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Zimbabwe - Analyse pays des ressources naturelles : Rapport de diagnostic GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

ZIMBABWE - ANALYSE PAYS DES RESSOURCES NATURELLES : GESTION DES FLUX DE RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS FRAGILES ET EN TRANSITION (GONAT) – NOTE D'ORIENTATION

Date de publication : 17 décembre 2025



La note d'orientation examine le rôle du secteur extractif dans l'économie du Zimbabwe et les contraintes qui limitent son impact sur le développement. Grâce à ses importantes ressources minérales, notamment l'or, le platine, le lithium, les diamants et le charbon, le Zimbabwe figure parmi les principaux producteurs miniers d'Afrique. Le secteur extractif génère environ 60 % des recettes d'exportation et contribue à hauteur de 13 % au PIB. Cependant, la note souligne que la persistance des flux financiers illicites, la faiblesse des cadres de gouvernance et la valeur ajoutée locale limitée continuent de nuire à la capacité du secteur à soutenir un développement économique inclusif et durable.

Zimbabwe - Analyse pays des ressources naturelles : Note d'orientation GONAT | Groupe de la Banque africaine de développement

RAPPORTS ET NOTES CONJOINTS

RAPPORT : INVESTIR DANS DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS DES CONTEXTES DIFFICILES : CARTOGRAPHIE ET ANALYSE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Date de publication : 15 décembre 2025



Ce rapport conjoint de la Banque africaine de développement, du Programme alimentaire mondial et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires analyse la manière dont les systèmes alimentaires dans le nord du Nigeria peuvent être reconstruits et renforcés dans des contextes marqués par les conflits, les déplacements de population et les contraintes climatiques. À l'aide d'une cartographie détaillée de la chaîne d'approvisionnement alimentaire pour les produits de base essentiels, le rapport examine les structures de production, de commercialisation et de coûts, en vue d'identifier les opportunités d'investissement susceptibles de réorienter l'aide humanitaire vers un redressement et une résilience à long terme. Il met en évidence les actions prioritaires visant à réduire les pertes après récolte, à améliorer les capacités de stockage et de transformation, à élargir l'accès à des intrants agricoles de qualité et à renforcer la participation des femmes et des jeunes, en vue de redynamiser les marchés locaux et de soutenir la transformation durable des systèmes alimentaires.

Rapport : Investir dans des solutions innovantes pour les systèmes alimentaires dans des contextes difficiles : cartographie et analyse de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

NOTE D'ORIENTATION : INVESTIR DANS DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS DES CONTEXTES DIFFICILES

Date de publication : 15 décembre 2025



La présente note d'orientation conjointe de la Banque africaine de développement, du Programme alimentaire mondial et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires examine la manière dont des investissements innovants dans les systèmes alimentaires peuvent soutenir la reprise et la résilience dans les contextes de fragilité et de conflit, en prenant comme exemple le nord du Nigeria. Elle montre comment l'aide humanitaire peut être mise à profit pour renforcer les marchés locaux, rétablir les chaînes d'approvisionnement alimentaire et promouvoir la reprise économique à long terme. La note identifie les opportunités en matière d'approvisionnement local, de développement des infrastructures, de solutions climato-intelligentes et de plateformes numériques pour les agriculteurs, en mettant fortement l'accent sur la croissance inclusive pour les femmes et les jeunes. Elle conclut que les investissements stratégiques dans les systèmes alimentaires peuvent à la fois répondre aux besoins humanitaires et servir de catalyseur pour la relance économique, la création d'emplois, la consolidation de la paix et la résilience dans des contextes difficiles.

Note d'orientation : investir dans des solutions innovantes pour les systèmes alimentaires dans des contextes difficiles



13 MAGAZINES, BULLETINS ET BROCHURES



BULLETIN D'INFORMATION

CAPACITY DEVELOPMENT FOCUS

Date de publication : septembre 2025

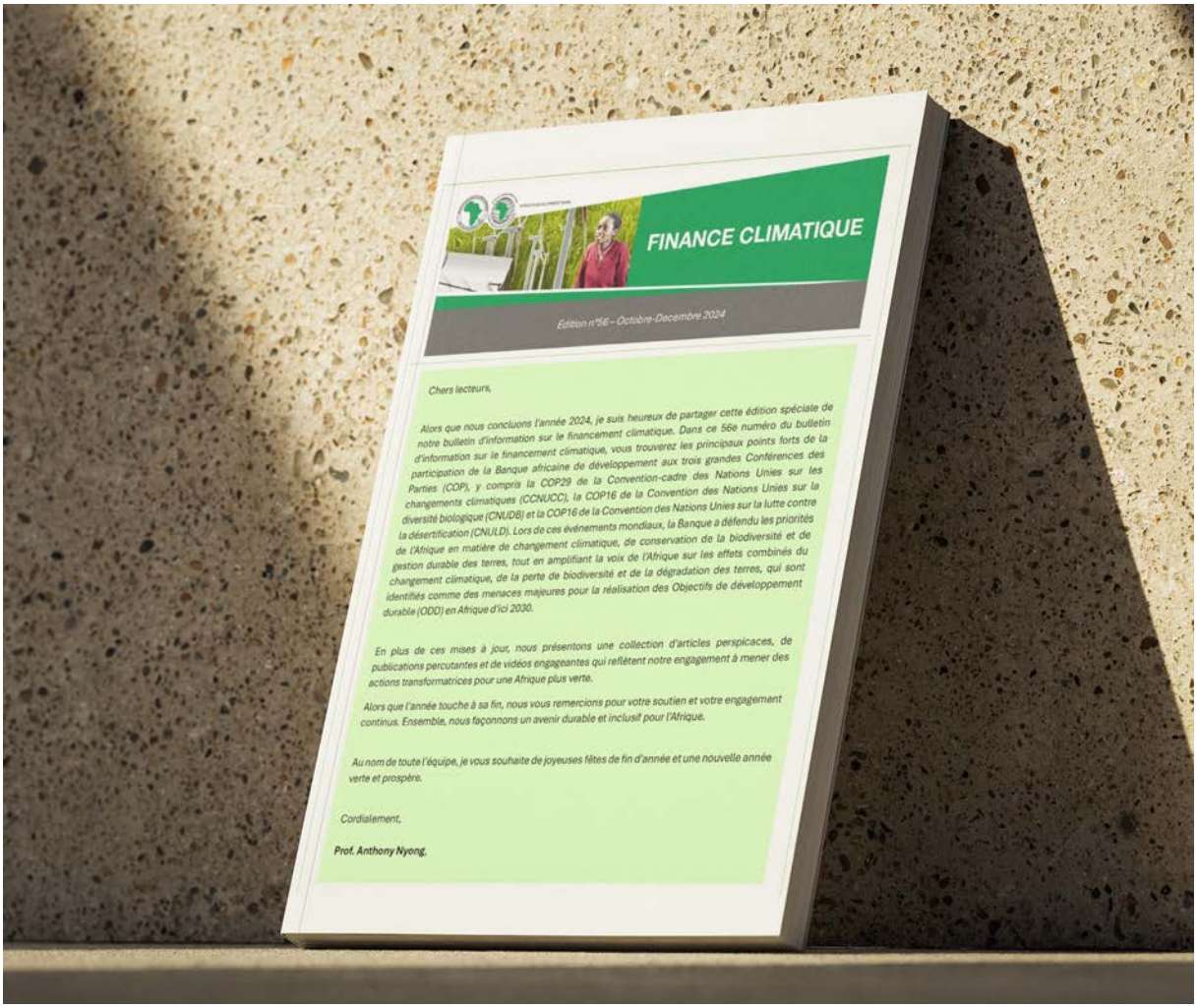


Le bulletin d'information Capacity Development Focus (CDF) est une publication semestrielle consacrée au renforcement des capacités institutionnelles et humaines de l'Afrique à travers le partage d'idées, d'outils et d'initiatives. L'édition de septembre 2025 comprend des rubriques telles que «Articles vedettes», «Dynamique des politiques», «Pleins feux sur les partenaires», « Activités récentes de développement des capacités», «Moments ECAD» et «Prochains événements». Elle met en avant certaines des initiatives les plus marquantes de l'Institut africain de développement, notamment le rôle de ses académies dans l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'élaboration des politiques macroéconomiques, ainsi que les approches axées sur les pays qui découlent des évaluations diagnostiques et des cliniques fiduciaires. Dans l'ensemble, cette édition souligne la valeur des partenariats, des solutions adaptées au contexte et des investissements soutenus dans des systèmes qui produisent des résultats significatifs pour les populations.

Capacity Development Focus | Groupe de la Banque africaine de développement

BULLETIN D'INFORMATION FINANCE CLIMATIQUE - NUMÉRO 56 - OCTOBRE/DÉCEMBRE 2024

Date de publication : 07 mars 2025



Ce numéro spécial du bulletin d'information Finance climatique (numéro 56) met en lumière la participation de la Banque africaine de développement aux grands forums mondiaux vers la fin de 2024. Il rend compte de la participation de la Banque à trois conférences clés des parties : la COP29 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP16 de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et la COP16 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. À travers ces plateformes, la Banque a fait progresser les priorités de l'Afrique en matière d'action climatique, de conservation de la biodiversité et de gestion durable des terres, tout en amplifiant la voix du continent sur les effets combinés du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la dégradation des terres, identifiés comme des risques majeurs pour la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 en Afrique.

Finance climatique Newsletter - Edition N° 56 - Octobre/ Décembre 2024 | Groupe de la Banque africaine de développement

BULLETIN D'INFORMATION THE REGIONAL INTEGRATION BRIEF - NUMÉRO 1

Date de publication : 07 mars 2025



Ce premier numéro de The Regional Integration Brief présente un nouveau bulletin d'information publié par le Bureau de coordination de l'intégration régionale du Groupe de la Banque africaine de développement. Il met en évidence la manière dont, en 2024, le bureau a dirigé l'orientation stratégique du programme d'intégration régionale de la Banque, en se concentrant sur trois piliers prioritaires : renforcer la connectivité des infrastructures, promouvoir le commerce et les investissements transfrontaliers, et approfondir l'intégration financière de l'Afrique. Le bulletin indique également que, suite à l'approbation de la nouvelle Stratégie décennale (2024-2033) de la Banque en mai 2024, le bureau a rapidement élaboré un guide de mise en œuvre de la Stratégie décennale pour réaliser et faire progresser ses objectifs d'intégration régionale..

Bulletin d'information - The Regional Integration Brief - Numéro 1 | Groupe de la Banque africaine de développement

BULLETIN D'INFORMATION POLICY BRIEF : BUILDING AGILE, INCLUSIVE AND SECURE DIGITAL PUBLIC INFRASTRUCTURE IN AFRICA

Date de publication : novembre 2025



La note d'orientation souligne la nécessité urgente d'accélérer la transformation numérique en Afrique, où l'accès limité à l'identification numérique et aux services publics en ligne continue de freiner l'inclusion et la prestation de services. Elle présente l'infrastructure publique numérique qui englobe l'identité numérique, les paiements numériques, les systèmes interopérables et l'échange sécurisé de données comme un catalyseur essentiel de la croissance inclusive, les paiements numériques constituant un pilier fondamental de l'économie numérique.

Building Agile, Inclusive and Secure Digital Public Infrastructure in Africa | Welcome to Virtual Capacity Development Academy | Groupe de la Banque africaine de développement

BULLETIN EN FORMAT EXPRESS UNE BOUCHÉE DE SAVOIR

Date de publication : octobre 2025



Une bouchée de savoir est un bulletin concis destiné à diffuser des informations succinctes et intéressantes provenant de la Banque africaine de développement. L'édition d'octobre 2025 présente un outil phare en une minute, les points forts des événements organisés par la Banque dans le domaine de la connaissance et des quiz interactifs, offrant ainsi aux lecteurs des informations rapides et accessibles et un moyen attrayant de rester en contact avec les produits et les activités de la Banque dans le domaine de la connaissance.

Bulletin en format express UNE BOUCHÉE DE SAVOIR | Groupe de la Banque africaine de développement

DONNÉES PROBANTES SUR LE CLIMAT ET LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE : UNE SYNTHÈSE INTERSECTORIELLE DES CONNAISSANCES ÉVALUATIVES DE LA BAD

Date de publication : novembre 2025



Le rapport Données probantes sur le climat et le développement en Afrique : une synthèse intersectorielle des connaissances évaluatives de la BAD rassemble les enseignements tirés d›évaluations récentes, afin de montrer comment la prise de décision fondée sur des données probantes peut renforcer le développement durable et résilient au changement climatique à travers l´Afrique. S´appuyant sur des évaluations intersectorielles menées par l´Évaluation indépendante du développement, la synthèse consolide les conclusions tirées des interventions dans les domaines de l´énergie, de l´eau, des transports, de l´agriculture, du climat et de la croissance verte soutenues par le Groupe de la Banque africaine de développement. Elle met en évidence la forte vulnérabilité climatique de l´Afrique ainsi que son important potentiel de croissance verte, identifie ce qui a fonctionné et ce qui n´a pas fonctionné dans la promotion de la résilience, de l´adaptation et du développement à faible émission de carbone, et présente des enseignements pratiques et des recommandations. Élaboré pour alimenter les discussions autour de la COP30, le rapport fournit des messages prioritaires clairs afin d´aider les décideurs et les partenaires au développement à traduire leurs ambitions climatiques en actions efficaces et équitables ayant un impact mesurable sur le développement.

Données probantes sur le climat et le développement en Afrique : une synthèse intersectorielle des connaissances évaluatives de la BAD | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

CSO NEWSLETTER - BULLETIN D'INFORMATION VOIX DES CITOYENS EN AFRIQUE - ÉDITION 14 : 60 ANS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT : CONTRIBUTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU PARCOURS DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Date de publication : février 2025



CSO Newsletter édition spéciale n°14 de Voix des citoyens en Afrique.pdf | Groupe de la Banque africaine de développement

MAGAZINE

MAGAZINE INTEGRATE AFRICA - NUMÉRO 1



Magazine Integrate Africa – Numéro 1 | Groupe de la Banque africaine de développement

MAGAZINE

INTEGRATE AFRICA MAGAZINE - ISSUE 2



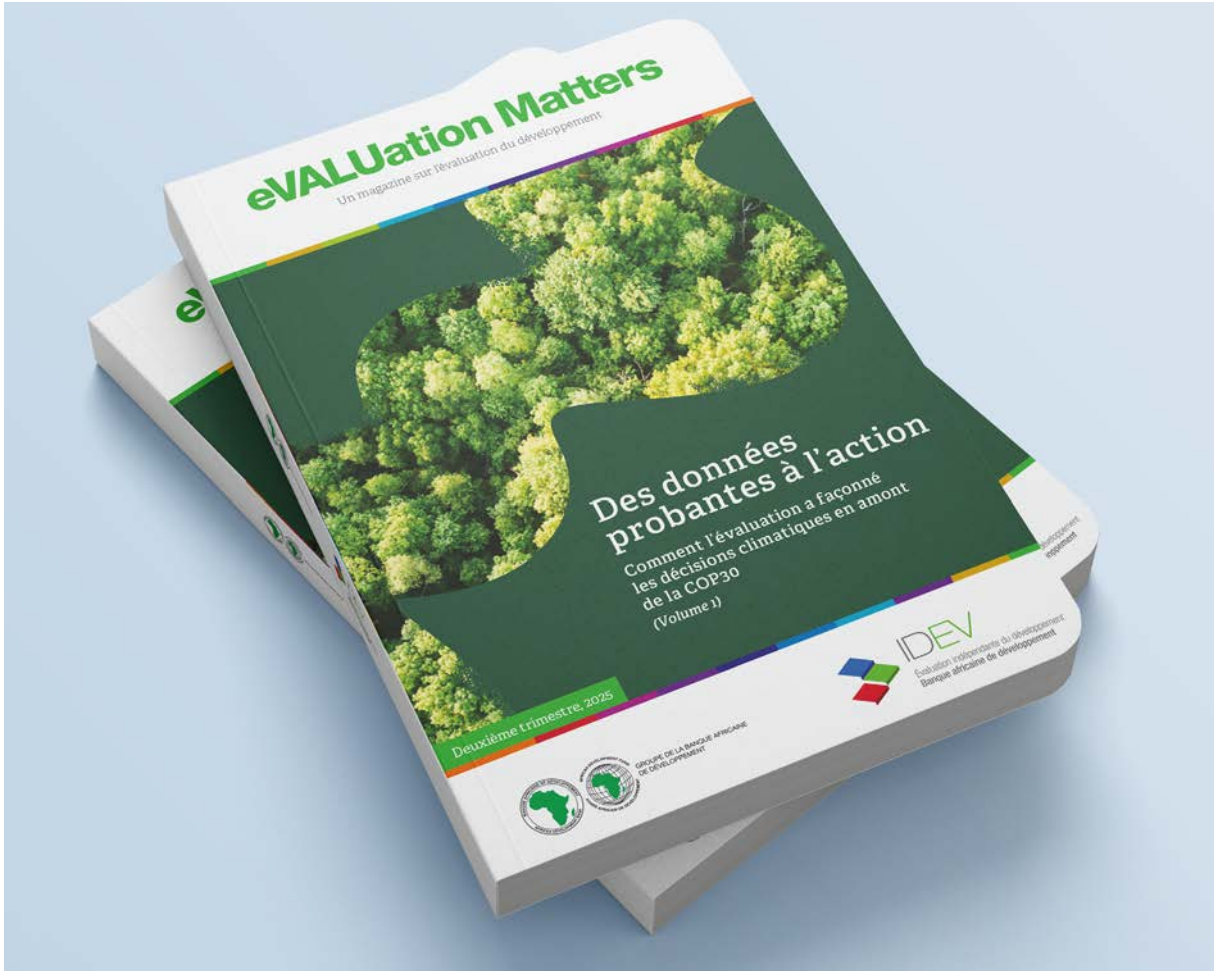
La Note d'Information sur l'Intégration Régionale est le bulletin inaugural du Bureau de coordination de l'intégration régionale du Groupe de la Banque africaine de développement, créé pour illustrer comment la Banque traduit sa vision Intégrer l'Afrique en résultats concrets. Lancé concomitamment au déploiement de la Stratégie Décennale (2024-2033), le premier numéro propose un bilan « année en revue » des réalisations en matière d'intégration régionale pour 2024, mettant en évidence la convergence entre politiques, financements et partenariats pour faire avancer l'agenda d'intégration de l'Afrique.

Structuré autour des priorités de la Banque en matière d'intégration régionale, le bulletin met en valeur le soutien apporté aux Communautés Économiques Régionales, la mise en œuvre de la ZLECAf, les corridors transfrontaliers d'infrastructure, l'intégration financière et les biens publics régionaux. Il présente les réalisations majeures en matière de transport, d'énergie et de facilitation des échanges, le soutien institutionnel apporté aux organes continentaux et régionaux, ainsi que les avancées en matière de mobilité, de systèmes de paiement et de marchés régionaux. La publication reflète également le rôle du RDRI dans la promotion de l'utilisation de l'Enveloppe des Opérations Régionales du FAD-16, le renforcement du dialogue politique régional et la valorisation des produits phares de partage des connaissances qui façonnent le récit de l'intégration.

En combinant des messages de leadership, des instantanés de projets, des engagements avec les partenaires et des initiatives prospectives, la Note d'Information sur l'Intégration Régionale présente l'intégration régionale à la fois comme une priorité stratégique et une histoire partagée. Conçu comme un outil de communication accessible tant en interne qu'à l'extérieur, le bulletin maintient le personnel, les décideurs et les partenaires informés, connectés et engagés, renforçant ainsi l'engagement de la Banque à construire une Afrique plus intégrée, résiliente et prospère.

DES DONNÉES PROBANTES À L'ACTION: COMMENT L'ÉVALUATION A FAÇONNÉ LES DÉCISIONS CLIMATIQUES EN AMONT DE LA COP30 (VOLUME 1)

Date de publication : août 2025

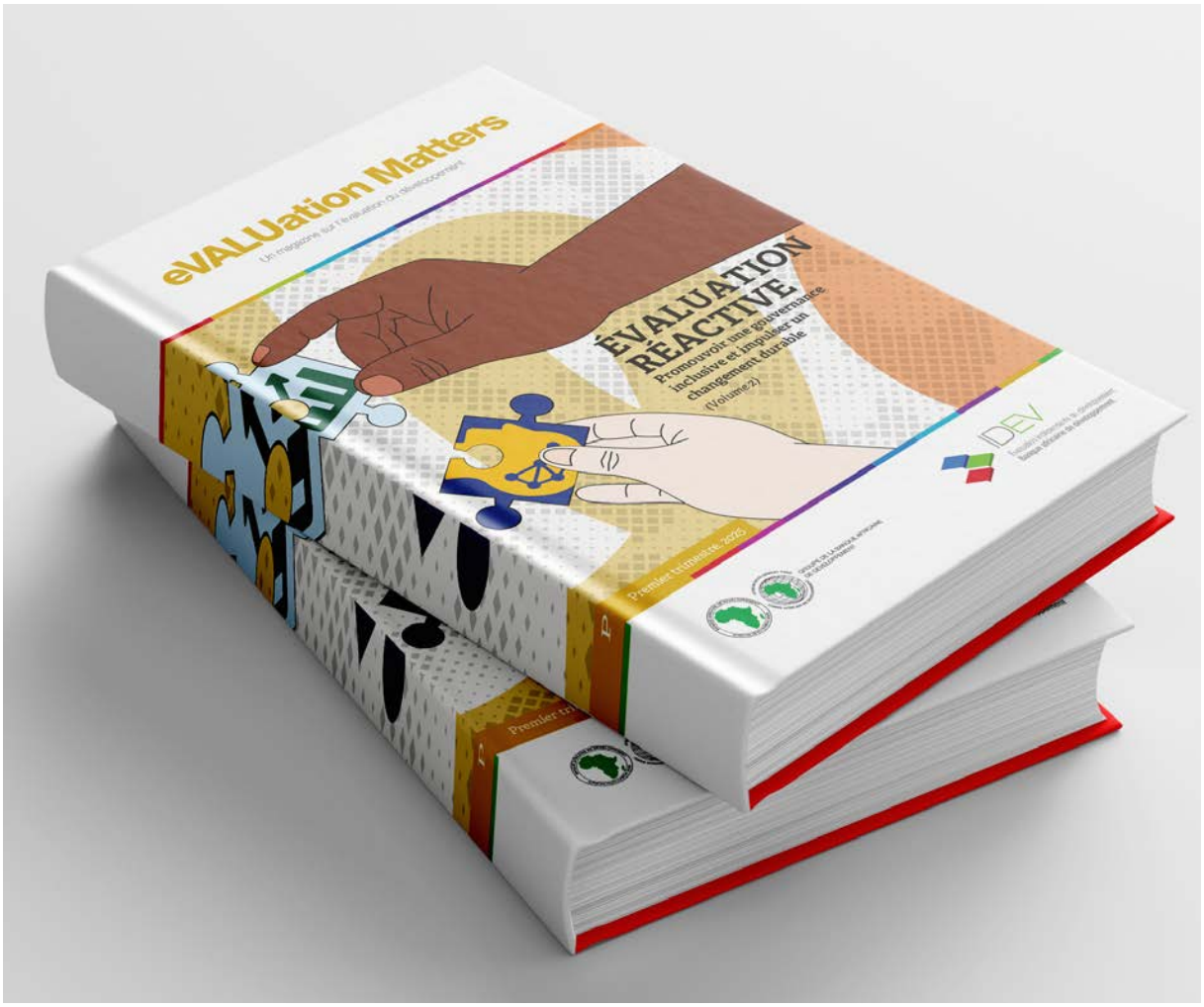


Ce numéro d'eVALUation Matters met en évidence le rôle de l'évaluation dans le renforcement de la prise de décision en matière de climat à l'approche de la COP30, en soulignant la nécessité d'adopter des approches crédibles et fondées sur des données probantes, alors que les effets du changement climatique s'intensifient et touchent de manière disproportionnée les plus vulnérables. Il soutient que malgré l'expansion des initiatives d'atténuation, d'adaptation et de compensation des pertes et préjudices, la coordination fragmentée et l'incohérence des politiques continuent d'affaiblir l'efficacité globale. S'appuyant sur les enseignements tirés, notamment en Afrique, la publication montre la manière dont l'évaluation aide à identifier ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, renforce la base de données scientifiques et appuie une action climatique plus cohérente et plus efficace à grande échelle, contribuant ainsi à une mise en œuvre plus efficace des engagements climatiques mondiaux lors de la COP30 à Belém.

Des données probantes à l'action : comment l'évaluation a façonné les décisions climatiques en amont de la COP30 (volume 1) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

ÉVALUATION RÉACTIVE: PROMOUVOIR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE ET IMPULSER UN CHANGEMENT DURABLE (VOLUME 1)

Date de publication : décembre 2025

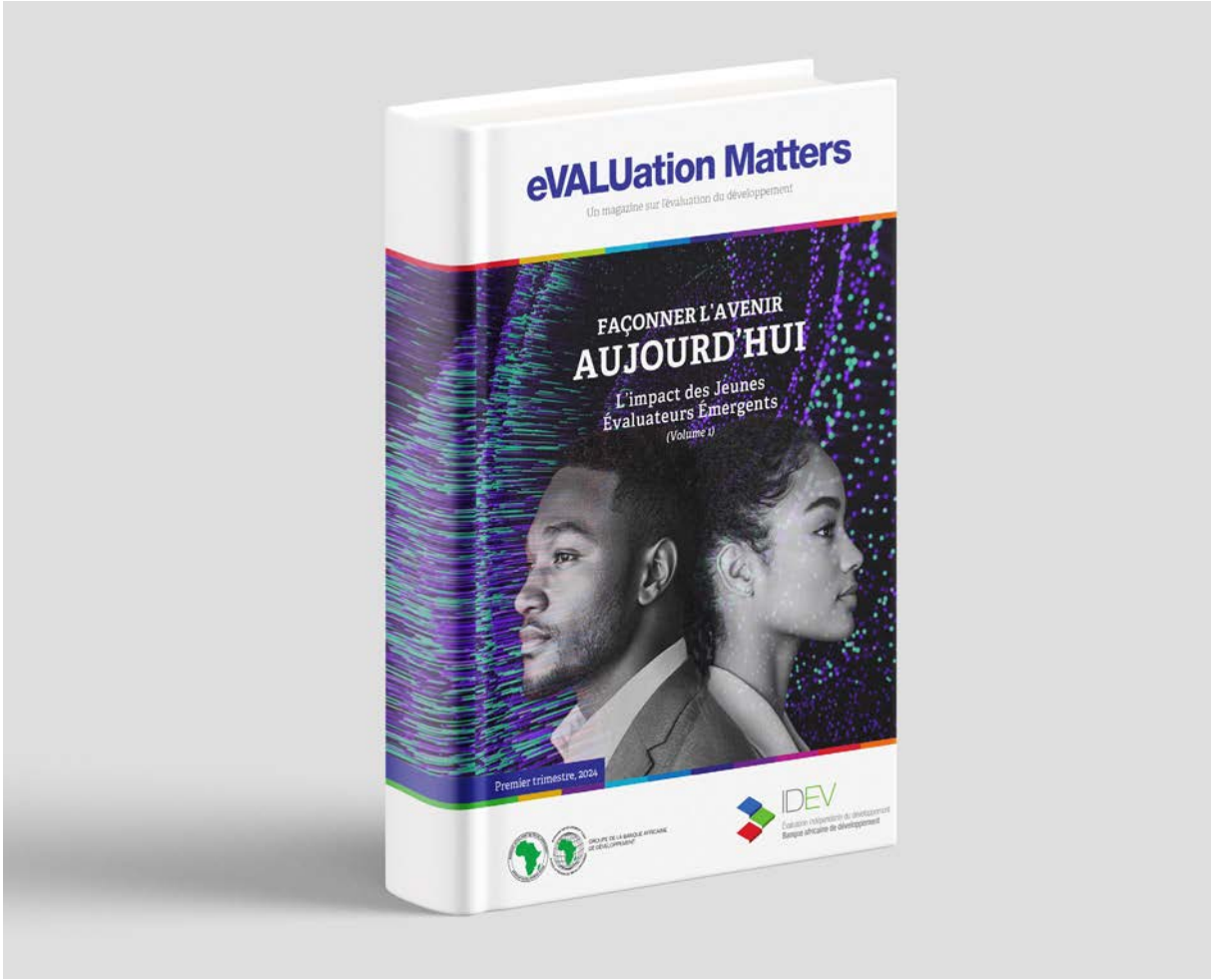


Ce volume de Evaluation Matters examine l'évaluation réactive comme une approche qui adapte les processus d'évaluation aux priorités et aux préoccupations des parties prenantes, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la gouvernance inclusive et de l'efficacité du développement. Il soutient que, dans des sociétés de plus en plus diversifiées, les cadres d'évaluation doivent être sensibles aux différences culturelles, sociales et économiques et intégrer activement les points de vue des citoyens pour soutenir une élaboration plus inclusive et plus efficace des politiques. S'appuyant sur les conclusions de la Conférence 2024 sur les capacités d'évaluation nationales (NEC), la publication décrit l'évaluation réactive comme un outil essentiel pour améliorer la gouvernance, promouvoir l'inclusion et favoriser un changement durable dans un environnement politique en rapide évolution, renforçant ainsi sa pertinence pour la prise de décision dans le secteur public et les pratiques de développement menées par l'Évaluation indépendante du développement.

Évaluation réactive: Promouvoir une gouvernance inclusive et impulser un changement durable (Volume 1) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

FAÇONNER L'AVENIR AUJOURD'HUI: L'IMPACT DES JEUNES ÉVALUATEURS ÉMERGENTS (VOLUME 1)

Date de publication : novembre 2025



Ce volume d'eVALUation Matters explore le rôle des jeunes évaluateurs émergents (JEE) dans le renforcement des capacités d'évaluation et la garantie de la durabilité à long terme des pratiques d'évaluation. Il souligne comment l'autonomisation des JEE favorise la création d'une communauté dynamique de praticiens qui apportent des perspectives nouvelles, des approches innovantes et une utilisation accrue des outils techniques modernes, tout en bénéficiant d'une exposition internationale et de réseaux professionnels mondiaux. La publication examine les motivations des JEE, les défis auxquels ils sont confrontés et leurs contributions dans le domaine de l'évaluation, en présentant des exemples concrets de leur impact et des systèmes de soutien qui leur permettent de s'épanouir. Dans l'ensemble, le volume souligne l'importance stratégique d'investir dans les JEE afin de promouvoir des pratiques d'évaluation efficaces et tournées vers l'avenir, sous la direction de l'Évaluation indépendante du développement.

Façonner l'avenir aujourd'hui: L'impact des jeunes évaluateurs émergents (Volume 1) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

FAÇONNER L'AVENIR AUJOURD'HUI: L'IMPACT DES JEUNES ÉVALUATEURS ÉMERGENTS (VOLUME 2)

Date de publication : juillet 2025



Le deuxième volume d'eVALUation Matters vise à amplifier la voix des jeunes évaluateurs émergents (JEE) et à mettre en évidence leur influence croissante dans l'élaboration des pratiques et de la culture d'évaluation. Il examine la manière dont les organisations d'évaluation et les organisations bénévoles d'évaluation professionnelle (VOPE) soutiennent et impliquent les JEE, la manière dont les idées proposées par les JEE influencent les processus décisionnels et la manière dont les réseaux professionnels aident à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés. À travers des exemples de réussite et des cas pratiques, la publication illustre comment l'inclusion des JEE contribue à l'évolution des méthodologies d'évaluation mondiales et au renforcement d'un écosystème d'évaluation plus inclusif et dynamique, tel que promu par l'Évaluation indépendante du développement.

Façonner l'avenir aujourd'hui: L'impact des jeunes évaluateurs émergents (Volume 2) | IDEV | Groupe de la Banque africaine de développement

BROCHURES ET BULLETINS

LA REVUE DES GOUVERNEURS 2025

Date de publication : 23 juin 2025



La Revue des gouverneurs 2025 met en évidence un engagement continental historique visant à mettre fin à la pauvreté énergétique en Afrique, axé sur un plan ambitieux destiné à fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes d'ici à 2030. Présentée lors d'une réunion de haut niveau des dirigeants africains à Dar es-Salaam, cette initiative souligne une collaboration régionale sans précédent pour accélérer la transition énergétique de l'Afrique. La Revue considère l'accès universel à l'électricité comme la pierre angulaire de la transformation économique et du développement humain, reflétant ainsi le leadership stratégique et le rôle mobilisateur du Groupe de la Banque africaine de développement dans la promotion d'une révolution énergétique à l'échelle du continent.

La Revue des gouverneurs 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

ABIDJAN BULLETIN #1 - 28 MAI 2025

Date de publication : 28 mai 2025



Le Bulletin d'Abidjan n° 1 résume la journée d'ouverture des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement, organisées sous le thème «Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement». Il présente l'appel lancé par Alassane Ouattara aux pays africains pour qu'ils mobilisent leurs capitaux nationaux et réduisent leur dépendance à vis-à-vis de l'aide étrangère, ainsi qu'une rétrospective sur les dix années de présidence d'Akinwumi Adesina, soulignant l'augmentation du capital de la Banque, l'intensification des investissements dans les infrastructures et le programme « High-5 » qui a eu un impact sur plus de 565 millions de personnes. Le bulletin présente un aperçu des Perspectives économiques en Afrique 2025, qui prévoient une croissance du PIB de 3,9 % et identifient des réserves de capitaux inexploitées, tout en mettant en garde contre l'inflation, les pressions de la dette et les fuites de capitaux. Il présente également le projet de transport urbain d'Abidjan comme un exemple d'investissement inclusif et durable dans les infrastructures et décrit le processus d'élection du prochain président de la Banque avant le vote du 29 mai 2025.

Abidjan Bulletin #1 - 28 mai 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

ABIDJAN BULLETIN #2 - 29 MAI 2025

Date de publication : 29 mai 2025



Abidjan Bulletin #2 rend compte des principaux résultats des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement, en mettant l'accent sur le dialogue de haut niveau, les priorités stratégiques et la transition au niveau de la direction. Un dialogue présidentiel a souligné l'engagement des dirigeants africains en faveur d'une croissance autonome, grâce au commerce intra-africain, à la mobilisation des ressources nationales et à l'intégration régionale. Le bulletin rend également compte de la Revue annuelle de l'efficacité du développement 2025, en soulignant les investissements records de 11 milliards d'USD réalisés en 2024 et les résultats de la première année de la Stratégie décennale (2024-2033).

Abidjan Bulletin #2 - 29 mai 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement

ABIDJAN BULLETIN #3 - 30 MAI 2025

Date de publication : 30 mai 2025



Abidjan Bulletin #3 rend compte de la conclusion des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement, marquées par l'élection de Sidi Ould Tah comme neuvième président de la Banque. Les séances de clôture ont permis de revenir sur une semaine de dialogues de haut niveau et de décisions stratégiques, notamment la prolongation du Fonds spécial du Nigeria pour une durée de 15 ans avec une contribution de 500 millions d'USD de la part du Nigeria, et la désignation de Brazzaville comme hôte des Assemblées annuelles de 2026. Le bulletin a également mis en évidence les progrès réalisés dans le domaine des opérations relatives à la fragilité et à la résilience, les avancées du programme Technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique, les réformes numériques internes dans le cadre du programme WAKANDA, et l'accent mis par les gouverneurs sur l'autonomisation des jeunes, la valeur ajoutée et la transformation verte comme piliers du développement durable en Afrique.

Abidjan Bulletin #3 - 30 mai 2025 | Groupe de la Banque africaine de développement









CATALOGUE DES PUBLICATIONS 2025

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

www.afdb.org